CONDITION GÉNÉRALES DES COMPTES^{MC}

Renseignements importants au sujet de
votre compte Raymond James

RAYMOND JAMES^{MD}

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Vous y trouverez le contenu suivant :	1

Information sur la relation client-conseiller

PARTIE I : INFORMATION GÉNÉRALE SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER POUR TOUS LES BARÈMES DE FRAIS

1. Renseignements recueillis en vertu du principe de connaissance du client	2
2. Notre entreprise et la réglementation à laquelle elle est assujettie	3
3. Les produits et services que nous vous proposons	3
4. Vos comptes et leur fonctionnement	3
5. Les facteurs de convenance dont nous tenons compte dans nos recommandations	4
6. Conflits d'intérêts	5
7. Comptes rendus	5
8. Procédures de traitement des plaintes	7
9. Personne de confiance	8
10. Locaux partagés	9
1. Vos comptes et leur fonctionnement	9
2. Les frais que vous payez et leur mode de calcul	9
3. L'évaluation de convenance	10
4. Les rapports sur le rendement du compte, la rétribution que vous payez et l'incidence sur le rendement du compte	10

PARTIE III : INFORMATION SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER – COMPTE NON DISCRÉTIONNAIRE À HONORAIRES

1. Vos comptes et leur fonctionnement	11
2. Les frais que vous payez et leur mode de calcul	11
3. L'évaluation de convenance	12
4. Les rapports sur le rendement du compte, la rétribution que vous payez et l'incidence sur le rendement du compte	12

PARTIE IV : INFORMATION SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER – COMPTE GÉRÉ DISCRÉTIONNAIRE À HONORAIRES

1. Vos comptes et leur fonctionnement	13
2. Les frais que vous payez et leur mode de calcul	14
3. L'évaluation de convenance	15
4. Les rapports sur le rendement du compte, la rétribution que vous payez et l'incidence sur le rendement du compte	15

Convention de compte client – Conditions générales

PARTIE I : CONDITIONS GÉNÉRALES POUR TOUS LES TITULAIRES DE COMPTES

1. Les termes définis ci-dessous ont le sens qui leur y est donné lorsqu'ils sont employés aux présentes :	17
2. Lois s'appliquant à la présente convention	18

3. Compétence en matière de différends	18
4. Droit de refuser des ordres sans engager de responsabilité envers vous	18
5. Comment nous traitons les ordres acceptés	18
6. Obligation de livrer les titres	18
7. Certificats d'actions	19
8. Notre commission et nos autres frais	19
9. Dette envers nous	19
10. Utilisation des soldes créditeurs libres	19
11. Garantie, sûreté continue	20
12. Remboursement des dettes	20
13. Utilisation des titres grevés d'une sûreté et prêts	21
14. Relevés, avis d'exécution et autres avis	21
15. Opérations de change et conversion des devises	22
16. Déclarations au sujet des renseignements sur le client	22
17. Consentement à l'utilisation de renseignements personnels	23
18. Limitation de responsabilité	23
19. Indemnisation concernant les mandataires et les fondés de pouvoir	24
20. Législation sur le recyclage des produits de la criminalité	24
21. Décès ou incapacité	24

PARTIE II : MODALITÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES TITULAIRES DE COMPTES CONJOINTS SEULEMENT

1. Pouvoirs	25
2. Indemnisation	26
3. Responsabilité	26
4. Décès d'un titulaire	26
5. Pour les titulaires d'un compte en détention conjointe avec droit de survie (pour les résidents canadiens, à l'exception du Québec)	26
6. Pour les titulaires d'un compte en détention commune/conjointe sans droit de survie (pour tous les résidents du Canada)	26

PARTIE III : MODALITÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES COMPTES SUR MARGE

1. Facilité de marge	27
2. Marge exigée et sûreté	27
3. Défaut et opérations sur options d'achat ou de vente	28
4. Intérêts	28
5. Risques liés à l'emprunt d'argent aux fins de placement	28

PARTIE IV : MODALITÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES COMPTES À HONORAIRES

1. Priorité	29
2. Services et frais	29
3. Autorisation de déduction	29
4. Incidences fiscales	29
5. Fonds communs de placement	29

COMPTES NON DISCRÉTIONNAIRES À

HONORAIRES (P. EX., VIRIDIAN)	30
6. Services et opérations excessives	30
COMPTES GÉRÉS DISCRÉTIONNAIRES À HONORAIRES	30
7. Autorité discrétionnaire	30
8. Renseignements administratifs relatifs au compte	31
9. Garde	31
10. Degré de soin	32
11. Caractère équitable de la répartition des opérations	32
12. Confirmations de transactions	32
13. Objectifs de placement pour les comptes gérés	32
14. Gestionnaires de placement	33

PARTIE V : MODALITÉS GÉNÉRALES POUR TOUS LES COMPTES	33
1. Qualité de mandataire du conseiller	33
2. Activité ne portant pas sur des titres	33
3. Autorisation d'effectuer des opérations pour les comptes de régime enregistré	34
4. Couverture par le Fonds canadien de protection des épargnants	34
5. Titres de rubrique	35
6. Application	35
7. Durée de la convention	35
8. Modifications	35
9. Convention d'utilisation du site Web	36
10. Exemple du client et entrée en vigueur	36
11. Intermédiaire qualifié	36
12. Cession	36
13. Délais de rigueur	36
14. Dissociabilité	36
15. Force majeure	36
16. Absence de renonciation	36
17. Collaboration et autres mesures	36
18. Signatures électroniques	37
19. Entente intégrale	37

Explication aux clients du formulaire de réponse du client pour la communication avec les actionnaires (Règlement 54-101)	38
(Explication aux clients de la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti canadien)	38
Communication de renseignements sur la propriété véritable	38
Réception de documents pour les porteurs de titres	38
Choix de langue de communication	39
La partie 3 du formulaire de réponse du client vous permet de nous indiquer votre choix de langue de communication (français ou anglais). Vous recevrez les documents dans la langue de votre choix si les documents sont offerts dans cette langue.	39
Transmission électronique des documents	39
Responsable	39

Pièce jointe A – Document d'information sur les risques	40
DIVULGATION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS	42
Généralités	42
Description de la société membre	42
Description du rôle de courtier en valeurs et de preneur ferme	42
Gestion des conflits d'intérêts	42
Information supplémentaire	42
Conflits d'intérêts possibles et mesures prises pour les gérer	43

Emprunt de fonds pour l'achat de titres (effet de levier) :	53
Document d'information	53
Par exemple	53
Dans notre exemple ci-dessus	53

Politique de protection des renseignements personnels	54
Notre engagement à protéger votre vie privée	54
Responsabilité	54
Quels renseignements personnels collectons-nous?	54
Comment recueillons-nous les renseignements personnels à votre sujet?	55
Comment obtenons-nous votre consentement à l'utilisation de vos renseignements personnels?	56
Votre consentement facultatif au marketing	56
Comment utilisons-nous vos renseignements personnels?	56
Quand communiquons-nous vos renseignements personnels?	57
Où conservons-nous vos renseignements personnels?	58
Pendant combien de temps retenons-nous vos renseignements personnels?	59
Comment protégeons-nous vos renseignements personnels?	59
Quels sont vos droits pour gérer vos renseignements personnels détenus par Raymond James?	60
Protection des renseignements personnels sur Internet	61
Résoudre les problèmes en matière de protection de la vie privée	62

Régime enregistré d'épargne-retraite autogéré de Raymond James Ltée – Déclaration de fiducie	63
Quelques définitions :	63
1. Enregistrement	63
2. Cotisations	63
3. Placements	63
4. Reçus aux fins de l'impôt	64

5. Votre compte et vos relevés.	64
6. Gestion et propriété	64
7. Remboursement des cotisations excédentaires	64
8. Constitution d'un revenu de retraite ou transfert à un FERR.	64
9. Retraits.	65
10. Transferts (après échec de la relation ou autrement)	65
11. Absence d'avantage	66
12. Désignation de bénéficiaire	66
13. Décès.	66
14. Preuve d'âge	66
15. Délégation	66
16. Frais	67
17. Responsabilité du fiduciaire	67
18. Remplacement du fiduciaire.	67
19. Modification de la présente déclaration de fiducie	68
20. Avis	68
21. Référence aux lois	68
22. Convention obligatoire	68
23. Droit applicable	68
24. Accès au dossier (au Québec seulement).	68

Fonds enregistré de revenu de retraite autogéré de Raymond James Ltée – Déclaration de fiducie	69
Quelques définitions :	69

1. Enregistrement.	69
2. Acceptation de biens dans le fonds	69
3. Placements	70
4. Votre compte et vos relevés.	70
5. Gestion et propriété	70
6. Paiements	70
7. Transferts (après échec de la relation ou autrement)	71
8. Absence d'avantage ou de prêt	71
9. Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire	71
10. Décès.	72
11. Preuve d'âge	72
12. Délégation	72
13. Frais	73
14. Responsabilité du fiduciaire	73
15. Remplacement du fiduciaire.	73
16. Modification de la présente déclaration de fiducie	74
17. Avis	74
18. Référence aux lois	74
19. Convention obligatoire	74
20. Droit applicable	74
21. Accès au dossier (au Québec seulement).	74

Compte d'épargne libre d'impôt autogéré de Raymond James Ltée – Déclaration de fiducie	76
Quelques définitions :	76
1. Enregistrement.	76

2. Cotisations	76
3. Placements	76
4. Votre compte et vos relevés.	77
5. Gestion et propriété	77
6. Remboursement de cotisations excédentaires ou de non-résidents.	77
7. Retraits.	77
8. Transferts (après échec de la relation ou autrement)	78
9. Utiliser l'intérêt dans un CELI comme garantie d'un emprunt	78
10. Aucun avantage.	78
11. Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire	78
12. Décès.	78
13. Preuve d'âge	79
14. Délégation	79
15. Frais	79
16. Responsabilité du fiduciaire	80
17. Remplacement du fiduciaire.	80
18. Modification de la présente déclaration de fiducie	80
19. Avis	81
20. Référence aux lois	81
21. Convention obligatoire	81
22. Droit applicable	81
23. Accès au dossier (au Québec seulement).	81

Obligations à coupons détachés et ensemble d'obligations à coupons détachés : Document d'information 82

Note préliminaire sur la portée de ce document d'information 82

Obligations à coupons détachés et ensemble d'obligations à coupons détachés. 82

Obligations à coupons détachés et obligations classiques 83

³ Un ensemble de type obligataire comporte des caractéristiques de paiement qui ressemblent à celles d'une obligation classique, dont des paiements fixes réguliers et un paiement forfaitaire à l'échéance. Par contre, un ensemble de type rente assure des paiements réguliers d'un montant fixe, mais pas de paiements de rente forfaitaire à l'échéance. 83

Marge bénéficiaire et commissions des courtiers 84

Marché secondaire et liquidité. 84

Autres risques 85

Ententes de garde 86

Impôt sur le revenu fédéral — Résumé. 86

Placements admissibles. 86

Imposition annuelle des obligations à coupons détachés. 87

Disposition des obligations à coupons détachés avant l'échéance 87

Ensembles d'obligations à coupons détachés. 87

POLITIQUE DE RÈGLEMENT DES PLAINTES 88
Raymond James Ltée. Déclaration de fiducie

**pour le compte d'épargne libred'impôt (CELIAPP)
autogéré 90**
**Quelques définitions : Dans la présente déclaration, en
plus des termes définis ailleurs aux présentes, 90**

1. Enregistrement : 91
2. Objet du CELIAPP : 91
3. Conformité : 91
4. Cotisations : 91
5. Placements : 91
**6. Placements non admissibles et cotisations excédentaires:
. 92**
7. Comptabilité : 92
8. Reçu fiscal : 93
9. Relevés: 93
10. Retraits: 93
11. Remboursement des cotisations excédentaires : . . . 93
12. Fermeture du CELIAPP : 93
13. Transferts au CELIAPP : 94
14. Transferts du CELIAPP : 94
15. Transferts liés au partage des biens : 94
16. Frais: 94
17. Numéro d'assurance sociale : 95
18. Preuve d'âge : 95
19. Désignation de bénéficiaire : 95
20. Décès d'un titulaire de CELIAPP : 95
21. Droits de propriété et de vote : 95
22. Documentation: 95
23. Instructions: 95
24. Avis: 96
25. Restrictions et garantie de dette: 96
26. Modifications: 96
27. Délégation de fonctions: 96
**28. Responsabilité de la Société de fiducie canadienne de
l'Ouest: 96**
29. Indemnisation: 97
30. Remplacement du fiduciaire : 97
31. Soldes non réclamés : 98
32. Modifications à la présente déclaration de fiducie : . 98
33. Lois applicables : 98
34. Référence aux lois : 98
**35. Accès au dossier (applicable au Québec seulement) :
. 98**
36. Caractère exécutoire : 99

Tous droits réservés © 2023 par Raymond James Ltée

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, distribuée ni transmise sous quelque forme que ce soit ou par quelque moyen que ce soit, y compris les photocopies, les enregistrements, ou tout autre moyen électronique ou mécanique, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Introduction

Bienvenue chez Raymond James. Nous sommes heureux de vous compter parmi nos clients et envisageons avec enthousiasme de vous aider à atteindre vos objectifs financiers.

Quand vous ouvrez un compte chez Raymond James, il est important que vous compreniez bien quels sont nos droits et nos obligations envers vous. De même, il est primordial que vous compreniez en quoi consistent vos droits et vos obligations en tant que client de Raymond James.

C'est dans cette optique que nous avons élaboré la présente brochure, intitulée **Conditions générales des comptes**.

Cette brochure constitue une synthèse pratique des modalités encadrant l'administration de votre compte Raymond James, et elle renferme d'autres renseignements importants.

Vous y trouverez le contenu suivant :

- Information sur la relation client-conseiller
- Conditions générales de la convention de compte client. Ces conditions s'inscrivent dans la convention de compte client qui vous lie à Raymond James et s'appliquent à tous vos comptes Raymond James
- Information sur les communications avec les actionnaires
- Énoncé d'information sur les risques à l'égard des contrats à terme et des options
- Information sur les conflits d'intérêts
- Document d'information sur l'emprunt d'argent en vue de l'achat de titres
- Législation relative à la protection de la vie privée
- Régime d'épargne-retraite autogéré – Déclaration de fiducie
- Fonds de revenu de retraite autogéré – Déclaration de fiducie
- Compte d'épargne libre d'impôt – Déclaration de fiducie
- Énoncé d'information sur les obligations à coupons détachés et les ensembles d'obligations à coupons détachés
- Politique de règlement des plaintes

Nous espérons que cette brochure, Conditions générales des comptes, sera pour vous une source d'information précieuse.

Nous vous invitons à la lire attentivement et à la conserver dans les dossiers relatifs à votre portefeuille de placement pour pouvoir vous y reporter ultérieurement.

Si vous avez des questions sur les renseignements contenus dans cette brochure, veuillez communiquer avec votre conseiller Raymond James.

Information sur la relation client-conseiller

Quand vous ouvrez un compte, vous et votre conseiller Raymond James Ltée (RJL) sélectionnez le barème de frais de compte correspondant le mieux à vos besoins. Pour savoir quel type d'information personnalisée s'applique à votre barème de frais, veuillez consulter le tableau ci-dessous.

Barème de frais	Information sur la relation client-conseiller	Référence
Compte à commissions	Compte à commissions	Part II
Viridian	Compte non-discrétionnaire à honoraires	Part III
Valeur Viridian	Compte non-discrétionnaire à honoraires	Part III
Partenaires	Compte géré discrétionnaire à honoraires	Part IV
Groupe de gestion de placements privée	Compte géré discrétionnaire à honoraires	Part IV

RJL accorde une importance primordiale aux besoins de ses clients. Nous avons votre satisfaction à cœur et, selon nous, la meilleure façon de vous servir consiste à vous fournir les conseils et les solutions personnalisées dont vous avez besoin pour atteindre vos objectifs financiers. Pour y parvenir efficacement, nous devons définir nos attentes mutuelles. Dans cette optique, nous aimerions vous expliquer plus précisément :

- Pourquoi nous accordons de l'importance aux renseignements que vous nous fournissez en vertu du principe de connaissance du client.
- Quels types de services nous vous proposons.
- Quels renseignements nous vous communiquerons pour vous informer de l'état de votre compte.

La signature que vous avez apposée sur votre convention de compte client confirme que vous avez reçu la présente information sur la relation client-conseiller et que vous en comprenez le contenu. Votre signature atteste également que vous consentez à d'autres aspects relatifs à la gestion de votre compte. Nous mettrons à jour l'information sur la relation client-conseiller quand des changements importants surviendront.

PARTIE I : INFORMATION GÉNÉRALE SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER POUR TOUS LES BARÈMES DE FRAIS

1. Renseignements recueillis en vertu du principe de connaissance du client

Pour bien vous servir, nous devons comprendre en quoi consistent vos besoins et votre situation personnelle. La réglementation de l'industrie nous oblige à nous conformer au principe de connaissance du client, en vertu duquel nous sommes tenus de vous demander des renseignements complets avant de procéder à une opération autre qu'un transfert d'actifs vers votre compte ou encore un paiement ou une livraison de fonds ou de titres. Les directives réglementaires nous encouragent à vous demander de :

- Nous tenir informés.*** Les renseignements que vous nous communiquez doivent être exacts et complets. Informez-nous sans tarder lorsqu'un changement à ces renseignements pourrait avoir une incidence sur le type de placement qui vous convient, que ce changement touche votre revenu, vos objectifs de placement, votre tolérance au risque, l'horizon temporel de vos placements ou votre valeur nette.
- Rester informé.*** Soyez au fait des risques potentiels et du rendement de vos placements. Lisez attentivement tous les documents que nous vous transmettons. Le cas échéant, n'hésitez pas à communiquer avec un professionnel, comme un avocat ou un comptable, pour obtenir des conseils juridiques ou fiscaux.
- Nous poser des questions.*** Interrogez-nous et réclamez-nous de l'information pour en savoir davantage sur les caractéristiques de votre compte, de vos transactions, de vos placements, ou pour mieux comprendre la nature de votre relation avec nous ou avec votre conseiller.

-
- **Garder vos affaires en ordre.** Si vous achetez des titres, veuillez les payer pour la date de règlement. Parcourez toute la documentation que nous vous fournissons sur votre compte et jetez régulièrement un coup d'œil sur vos avoirs et au rendement de votre portefeuille.

Si vous avez des questions sur le présent document ou si vous souhaitez mettre à jour l'information que vous devez nous fournir en vertu du principe de connaissance du client, n'hésitez pas à communiquer en tout temps avec votre conseiller RJL.

2. Notre entreprise et la réglementation à laquelle elle est assujettie

Raymond James Ltée, qui est un courtier en valeurs mobilières inscrit, est soumis aux règlements et à la supervision de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI).

L'OCRI surveille l'ensemble des opérations effectuées sur les marchés des titres de capitaux propres et les marchés des titres de créance au Canada, et il exerce ses responsabilités réglementaires en établissant des règlements et en les faisant appliquer. Votre conseiller RJL est lui aussi inscrit auprès de l'OCRI pour effectuer des opérations sur titres et donner des conseils à sa clientèle.

Nous devons nous conformer à la législation applicable à nos activités commerciales. Ces dispositions législatives concernent entre autres les titres de placement, la fiscalité, la lutte contre le blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la protection de la vie privée, les mesures visant à contrer le pollupostage, le commerce électronique et les biens non réclamés. En vertu de ces lois, nous pourrions être tenus de retenir de l'impôt sur vos avoirs ou encore de procéder à la déclaration ou à la divulgation d'information à votre sujet.

Pour en savoir plus sur Raymond James, veuillez consulter le site www.raymondjames.ca/fr_ca/ ou communiquer avec votre conseiller.

3. Les produits et services que nous vous proposons

Raymond James Ltée vous propose des produits et services, par exemple l'exécution d'ordres ainsi que l'achat et la vente de titres, et des conseils sur l'achat, la vente et le rachat de placements.

Pour vous aider à atteindre vos objectifs financiers, nous vous proposons divers produits de placement : actions, titres à revenu fixe, dérivés, instruments hybrides, fonds communs de placement et d'autres produits gérés. Ces produits sont accessibles par l'intermédiaire de comptes à commission, de comptes à honoraires et de comptes gérés de façon discrétionnaire.

En outre, certains de nos conseillers sont autorisés à vendre des produits d'assurance et à vous aider à assurer votre planification successorale par l'intermédiaire de notre filiale, Planification financière Raymond James. Autrement, nos conseillers peuvent vous recommander des tiers en mesure de vous fournir ce type de services ou d'autres services.

4. Vos comptes et leur fonctionnement

Les avoirs détenus dans vos comptes peuvent être en dollars canadiens ou américains. Vos comptes s'inscrivent dans l'une ou l'autre des catégories suivantes :

- **Compte ouvert ou non enregistré**
 - o **Compte comptant** : ce type de compte est destiné aux clients qui entendent payer chaque achat dans son intégralité pour la date de règlement.
 - o **Compte sur marge** : ce type de compte est destiné aux clients qui souhaitent emprunter de l'argent sur la base des titres qu'ils détiennent ou qu'ils prévoient acquérir.

OU

- **Compte de régime enregistré (assujetti aux limites imposées par le gouvernement)**
 - o Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou fonds enregistré de revenu de retraite (FERR).
 - o Compte d'épargne libre d'impôt (CELI).
 - o Régime enregistré d'épargne-études (REEE).
 - o Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP)

Au moment d'ouvrir un compte chez Raymond James Ltée, vous recevrez une trousse de bienvenue comprenant les éléments suivants :

- Une lettre de bienvenue de notre président et chef de la direction
- Une copie de votre formulaire de compte client
- La brochure de l'OCRI : Guide de l'investisseur sur le dépôt d'une plainte
- Les Conditions générales des comptes, qui comprennent ce qui suit :
 - o Convention de compte client
 - o Information sur la relation
 - o Divulcation des conflits d'intérêts
 - o Divulgations liées aux produits

Nous ne ménageons aucun effort pour répondre à plusieurs normes de qualité en matière de service, notamment en offrant la meilleure exécution. Quand nous négocions des titres pour vous, nous cherchons à obtenir le meilleur résultat possible compte tenu du prix du titre, de la vitesse et de la qualité de l'exécution ainsi que du coût total de la transaction.

5. Les facteurs de convenance dont nous tenons compte dans nos recommandations

Nous évaluons la convenance de vos achats et de vos ventes de titres en fonction de notre compréhension de vos besoins et de votre situation personnelle, à la lumière des facteurs suivants :

- a. **Situation financière** – Les actifs financiers (dépôts, placements) et les passifs (dettes, prêt hypothécaire) dont vous nous informez, ainsi que les sources et le montant de vos revenus. Nous tiendrons compte de la taille de la transaction par rapport à la valeur globale de vos actifs financiers nets (l'actif moins le passif).
- b. **Situation personnelle** – Les renseignements essentiels comme la date de naissance et les coordonnées, ainsi que le statut d'emploi, la profession, l'existence ou non d'une autre personne ayant un intérêt financier en lien avec votre compte et d'autres détails nous aidant à formuler des recommandations qui vous conviennent.
- c. **Expérience en matière de placement** – Il s'agit de déterminer si vous êtes nouveau en matière de placement, si vous avez certaines connaissances dans le domaine ou encore si vous êtes en mesure de comprendre des produits financiers plus complexes et les risques qui s'y rattachent.
- d. **Objectifs de placement** – En étant informés de vos objectifs financiers, nous serons plus à même de trouver le juste équilibre entre un placement sûr (sans perte de capital), un placement producteur de revenus et l'augmentation de votre capital par la croissance de la valeur marchande de vos avoirs.
- e. **Horizon temporel** – Il s'agit du moment où vous prévoyez avoir besoin de vos actifs financiers. Vous pourriez par exemple ne pas avoir besoin de vos actifs d'ici de nombreuses années, ou au contraire devoir y accéder bientôt pour faire un achat important (pour le paiement de droits de scolarité ou pour votre retraite, par exemple).
- f. **Profil de risque** – Il s'agit de l'évaluation de votre disposition à accepter le risque (la tolérance au risque) et votre capacité à supporter une perte financière potentielle (l'exposition au risque) qui nous aident à déterminer quels produits et services vous conviennent.
- g. **Composition de votre portefeuille de placement** – Il convient de déterminer si l'achat ou la vente de titres en particulier cadre bien avec l'ensemble des avoirs de vos comptes. Cette évaluation repose notamment sur l'équilibre entre les créances, les capitaux propres et d'autres composantes du bilan, ainsi que sur le degré de risque des actifs que vous détenez.

Mise en garde sur les risques : Tous les comptes de placement comportent des risques.

- La valeur de titres particuliers (sauf indication contraire) et celle de votre portefeuille ne sont pas garanties.
- Vous pourriez perdre une partie de vos placements, ou même tous vos placements.
- Le risque d'investissement porte par exemple sur les éléments suivants :
 - o La fluctuation de la valeur marchande des titres;
 - o La concentration dans un secteur du marché ou un titre en particulier;
 - o Le crédit;
 - o La fluctuation des taux de change et des taux d'intérêt;

- o L'illiquidité des placements, ou encore l'absence de marché où vous pouvez vendre vos titres ou d'acheteurs pouvant les acquérir;
- o Les produits structurés et dérivés, comme les options;
- o Le risque qu'un changement de législation ou de réglementation ait une incidence significative sur un titre, une entreprise, un secteur ou le marché;
- o Le risque de ne pas investir et de conserver vos économies dans un compte de dépôts : au fil du temps, de faibles taux d'intérêt pourraient faire décliner la valeur de vos placements en les faisant croître à un rythme inférieur à l'inflation.

Votre conseiller procédera à une évaluation de la convenance dans les cas suivants :

- a. Une recommandation est formulée;
- b. Il y a une opération sur titre à votre compte;
- c. Les titres sont déposés, retirés ou transférés dans ou hors de votre compte;
- d. Un nouveau conseiller RJL est responsable de votre compte;
- e. Votre situation personnelle ou vos objectifs de placement changent de façon importante;

L'évaluation de la convenance d'un placement n'est pas une science exacte. Les placements qui vous convenaient à une époque ne vous conviennent peut-être plus aujourd'hui. Nous tentons de quantifier le risque associé à des placements dans des titres précis. Toutefois, il se peut que notre évaluation ne soit pas exacte.

Nous cherchons à faire en sorte que vos placements reflètent la tolérance au risque établie pour vous. Si certaines préoccupations se dégagent des évaluations de convenance que nous effectuons par rapport à votre compte, nous en discuterons avec vous.

6. Conflits d'intérêts

Des conflits d'intérêts surgissent quand nous posons un geste ou prenons une décision susceptible de nous avantager ou d'avantager quelqu'un d'autre à vos dépens. Des conflits d'intérêts réels, apparents ou éventuels peuvent exister ou se produire de temps à autre dans la relation :

- Entre vous et nous.
- Entre vous et nos autres clients. Nous agissons pour le compte d'une clientèle nombreuse et devons répartir les occasions de placement équitablement entre tous nos clients sans en favoriser certains de façon intentionnelle.
- Entre nous et nos entreprises liées ou apparentées.

Nous avons établi des politiques et des procédures encadrant la gestion des conflits d'intérêts. Nous évitons les conflits interdits par la loi et ceux que nous ne pouvons pas gérer efficacement. Dans toute autre situation, nous accordons la priorité à vos intérêts en agissant de l'une des deux manières suivantes :

- **Nous maîtrisons** ou gérons les conflits que nous jugeons acceptables en procédant à la séparation de fonctions d'entreprise différentes, en limitant l'échange d'information à l'interne – en personne ou par l'intermédiaire de systèmes – ainsi qu'en établissant et en mettant à l'essai nos propres processus d'examen opérationnel et d'approbation.
- **Nous vous communiquons** l'information relative aux conflits pour que, quand vous évaluez nos recommandations et nos actions, vous puissiez évaluer par vous-même l'importance de ces conflits.
- Veuillez vous reporter à la section sur la divulgation des conflits d'intérêts du présent document. Vous y trouverez de plus amples renseignements sur ce type de conflits ainsi que des exemples de conflits d'intérêts réels, apparents ou éventuels. Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à votre conseiller RJL.

7. Comptes rendus

Feuillets d'impôt/comptes rendus fiscaux : Les feuillets d'impôt, y compris ceux des États-Unis produits par Raymond James, seront :

- a. envoyés à l'adresse postale que vous avez indiquée et figurant à votre dossier dans le cas des comptes imposables; ou

-
- b. publiés en ligne si vous avez choisi de les recevoir par l'intermédiaire du site sécurisé à l'intention de notre clientèle.

Tous les feuillets d'impôt relatifs aux comptes de régimes enregistrés – à l'exception des comptes de REEE – sont envoyés de la même façon. Les reçus aux fins de l'impôt des REEE sont envoyés directement aux bénéficiaires.

L'ensemble des divulgations fiscales sont envoyées à l'Agence du revenu du Canada, à Revenu Québec, au ministère de l'Économie de la Saskatchewan, s'il y a lieu, et dans certains cas, nous pourrions devoir fournir des rapports à l'Internal Revenue Service des États-Unis. Si vous êtes inscrit sur le site du client, vous pourrez retrouver l'ensemble des reçus d'impôt en ligne, à l'adresse www.raymondjames.ca/fr_ca/.

Indices de référence

Il est possible d'évaluer le rendement de vos placements en le comparant à un indice de référence du rendement. Les indices de référence indiquent le rendement au fil du temps d'un groupe de titres précis. Il existe de nombreux indices de référence. Quand vous choisissez un indice de référence, assurez-vous qu'il reflète vos placements. Par exemple, l'Indice composé S&P/TSX suit les cours des actions des plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Toronto. Cet indice serait utile pour évaluer le rendement d'un fonds d'actions canadiennes investissant exclusivement dans de grandes entreprises canadiennes. Cependant, il ne vous sera pas d'une grande utilité si vos placements sont répartis dans une diversité d'autres produits, secteurs ou régions géographiques.

Raymond James ne fournit aucune comparaison fondée sur des indices de référence dans nos rapports sur les comptes.

Veillez communiquer avec votre conseiller RJL si vous avez des questions au sujet du rendement de votre portefeuille ou en ce qui concerne les indices qui conviendraient à votre situation.

Relevés de compte

À compter du 29 octobre 2015, les relevés de compte correspondront au coût comptable des titres détenus. Les relevés de compte comporteront une mention supplémentaire sur les indicateurs de coût comme suit :

1. **MVIL « Valeur marchande en remplacement »** – La valeur marchande est utilisée au lieu du coût comptable (on recourra à cette mention si les fichiers de transfert entrant envoyés par l'entreprise émettrice n'indiquent pas la valeur comptable).
2. **MVCR « Coût réinitialisé à la valeur marchande »** – Le coût comptable a été réinitialisé à la valeur marchande, le 29 octobre 2015 (pour les titres dont le coût est nul à cette date).
3. **ND « Indéterminable »** – Une partie ou la totalité du coût comptable de cette position valeurs ne peut être déterminée.

En blanc : Si un indicateur de coût n'est pas affiché (s'il est laissé en blanc), alors le coût comptable de la position fournie est considéré comme exact si nous croyons raisonnablement qu'il s'appuie sur les renseignements qui nous ont été fournis, mais il ne faut pas s'y fier exclusivement aux fins des déclarations fiscales. RJL obtient les coûts des sources qui lui semblent fiables, mais nous ne garantissons pas leur exactitude.

Raymond James met également en œuvre une politique de tarification améliorée pour s'assurer que les prix figurant sur les relevés de compte sont exacts, de la façon suivante :

- Pour les titres qui ne sont pas cotés en bourse ou qui ne négocient pas activement, l'indicateur du prix affichera ND (indéterminable), ce qui correspond à 0,00 \$ aux fins de la valeur marchande.
- Les indicateurs de prix dans les relevés de compte comporteront une mention supplémentaire. Les indicateurs de prix pour les positions concernées seront caractérisés par l'une des mentions suivantes :
 1. **EST « Estimé »** – Une valeur au marché estimée a été saisie selon des renseignements de tiers approuvés. Cela s'applique aux titres qui ne se négocient pas dans une bourse reconnue.
 2. **ND « Indéterminable »** – Raymond James n'a pas suffisamment de renseignements pour fournir un prix.
 3. **En blanc :** Le prix actuel est valide et respecte les normes de l'OCRI liées à la valeur marchande. Cela s'applique à la majorité des portefeuilles de clients.

Rapport de rendement

Un rapport de rendement annuel vous sera envoyé en janvier et montrera le rendement des placements dans votre compte. Si votre compte a été ouvert avant le 1er janvier 2016, la date de création correspondra au 1er janvier 2016. Sinon, votre date de création concordera avec celle de la première opération effectuée dans votre compte.

Rapport sur les frais et les honoraires

Vous recevrez ce rapport au moins une fois par année. Ce rapport résume les frais et les honoraires que vous nous avez transmis, directement ou par l'intermédiaire de tiers, ainsi que les services que nous vous fournissons liés au fonctionnement de votre compte et aux opérations que nous effectuons pour vous.

8. Procédures de traitement des plaintes

Chez Raymond James Ltée, notre objectif est de traiter les plaintes de manière efficace, équitable et rapide.

Raymond James Ltée a nommé un responsable désigné des plaintes pour superviser le traitement de toutes les plaintes des clients liées à une mauvaise conduite dans la gestion de vos comptes de placement.

Si votre plainte est liée à une mauvaise gestion de votre compte de placement, votre conseiller(-ère) en placement de Raymond James ou le directeur ou la directrice de la succursale peut être amené(e) à la transmettre au responsable désigné des plaintes.

Le responsable désigné des plaintes fera en sorte que vous receviez un accusé de réception écrit, généralement dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de votre plainte. L'accusé de réception comprendra le nom de la personne chargée d'examiner votre plainte et la manière de communiquer avec elle, un résumé de notre processus de traitement des plaintes et d'autres options de résolution à votre disposition si vous n'êtes pas satisfait(e) de notre réponse. L'accusé de réception comprendra également le dépliant de l'Organisme canadien de réglementation des investissements intitulée « Dépôt d'une plainte ».

Notre processus de traitement des plaintes comprend une enquête factuelle et une analyse des questions spécifiques à la plainte. Dans le cadre de notre enquête, nous passons en revue les documents relatifs au compte et obtenons les commentaires de votre conseiller(-ère) en placement. Nous pouvons également vous demander des informations supplémentaires.

Une fois l'enquête terminée, une réponse écrite vous sera envoyée. Cette réponse comprendra un résumé de votre plainte, les détails de notre enquête, une décision finale et les options qui s'offrent à vous si vous n'êtes pas satisfait(e) de la réponse. Vous recevrez la réponse dans les quatre-vingt-dix jours calendaires suivant sa réception (si vous résidez au Québec, dans les soixante jours calendaires suivant sa réception) ou nous vous enverrons une lettre expliquant les raisons du retard et le nouveau délai estimé pour l'achèvement de la procédure.

Comment résoudre une plainte

Plusieurs ressources sont à votre disposition si vous souhaitez déposer une plainte. Aidez-nous à comprendre le problème en suivant les étapes indiquées ci-dessous :

Étape 1 :

Dans de nombreux cas, votre plainte peut être résolue à vous adressant à votre conseiller(-ère) en placement de Raymond James ou au directeur ou à la directrice de votre succursale. Vous trouverez leurs coordonnées sur votre relevé de compte.

Étape 2 :

Si vous pensez que votre conseiller(-ère) de Raymond James a agi de manière inappropriée, qu'il(elle) a manqué à ses obligations réglementaires, ou si vous n'êtes pas satisfait(e) après l'étape 1, vous pouvez déposer une plainte auprès du responsable désigné des plaintes. Pour déposer une plainte auprès du responsable désigné des plaintes, envoyez une lettre décrivant le problème à l'une des adresses suivantes :

Adresse courriel

clientconcerns@raymondjames.ca

Par la poste

Raymond James Ltée

À l'attention du Service de conformité, Responsable désigné des plaintes

2100 – 925, rue Georgia Ouest

Vancouver, C.-B.

V6C 3L2

Si vous déposez une plainte écrite, un accusé de réception vous sera adressé dans les cinq jours ouvrables suivant sa réception et une réponse écrite vous sera fournie dans les quatre-vingt-dix jours calendaires suivant sa réception (si vous résidez au Québec, dans les soixante jours calendaires suivant sa réception).

Si vous ne pouvez pas soumettre votre plainte par écrit, composez le 1-888-299-0209 et laissez-nous un message vocal. Nous vous rappellerons dans les deux jours ouvrables.

Étape 3 :

Si, après avoir suivi les deux premières étapes, vous n'êtes pas satisfait(e) de notre réponse, d'autres options de résolution sont à votre disposition :

- L'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI). Vous pouvez envoyer un courriel à l'OBSI à l'adresse www.obsi.ca ou en composant le 1-888-451-4519. Vous devez communiquer avec l'OBSI dans les 180 jours suivant la réception de la réponse finale de Raymond James Ltée à votre plainte.
- Si vous résidez au Québec, l'Autorité des marchés financiers (AMF) peut être jointe à l'adresse www.lautorite.qc.ca ou au numéro 1-877-525-0337.
- Arbitrage
- Déposer une plainte auprès de l'Organisme canadien de réglementation des investissements.
- Litiges/actions civiles.

Gels de compte temporaires

Conformément à nos exigences réglementaires, la société ou votre conseiller ont des dispositifs en place pour imposer un gel temporaire de votre compte s'ils ont des raisons de croire qu'une exploitation financière a eu lieu, a actuellement lieu, a été tentée ou sera tentée, ou s'ils croient raisonnablement que vous n'avez pas la capacité mentale de prendre des décisions concernant des questions financières. Si l'une ou l'autre de ces situations se produit, ou toutes à la fois, nous vous aviserons le plus tôt possible, après examen des faits pertinents, du gel temporaire et des motifs justifiant ce gel. Par la suite, à l'issue de chaque révision subséquente que nous effectuerons tous les trente (30) jours, nous vous aviserons de la décision de la firme de révoquer ou de maintenir ce gel et des motifs de cette décision.

9. Personne de confiance

Conformément à nos exigences réglementaires et pour assurer la protection des actifs, nous incitons tous nos clients à nous communiquer le nom d'une personne de confiance. Nous communiquerons avec cette personne pour obtenir des confirmations ou des informations quant à l'un ou l'autre des éléments ci-après :

- Une possibilité d'exploitation financière touchant votre ou vos comptes
- Vos coordonnées actuelles si nous n'arrivons pas à vous joindre
- Des préoccupations concernant votre capacité mentale en ce qui a trait à la prise de décisions financières
- l'identité de tout tuteur légal, liquidateur testamentaire, fiduciaire ou autre représentant personnel ou legal

Votre personne de confiance :

- ne devrait pas normalement être une partie autorisée en lien avec votre compte; et Raymond James n'acceptera aucune directive de sa part qui aurait une incidence sur les opérations ou qui modifierait de quelque façon que ce soit les renseignements relatifs au compte.

Nous avons mis en place des politiques et des procédures qui déterminent dans quels cas les dispositions relatives à la fois aux gels temporaires et aux personnes de confiance pourraient être utilisées.

10. Locaux partagés

Raymond James Ltée est tenue, en vertu de la réglementation canadienne en valeurs mobilières, de divulguer sa relation avec les membres de son groupe avec lesquels elle partage ses locaux. Raymond James Ltée et votre conseiller peuvent partager des locaux avec une filiale en propriété exclusive de Raymond James Ltée, notamment :

- Raymond James Limited USA (RJLU);
- Raymond James (PFRJ)
- Conseils en placement Raymond James Ltée (CPRJ)
- Solus Trust Company
- Fiducie Raymond James (Québec) Ltée

Lors de l'ouverture d'un ou de plusieurs comptes chez Raymond James Ltée conformément à toute convention d'ouverture de compte applicable, les clients feront affaire uniquement avec leur propre conseiller et non avec les employés des autres filiales de Raymond James Ltée mentionnées ci-dessus. Raymond James Ltée s'assure que les relations d'affaires de toutes les entités occupant des locaux partagés sont tenues séparées et que toutes les activités exercées par une entité sont tenues confidentielles par rapport aux autres entités.

PARTIE II : INFORMATION SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER — COMPTES À COMMISSION

1. Vos comptes et leur fonctionnement

C'est vous qui dirigez toutes les opérations de votre compte à commission. Vous êtes responsable de l'approbation de toutes les décisions de placement et des opérations qui sont effectuées dans votre compte. Votre conseiller peut accepter des ordres non sollicités si les transactions vous conviennent. Les recommandations de placement de votre conseiller doivent être impartiales et fondées sur l'information que vous nous fournissez.

2. Les frais que vous payez et leur mode de calcul

Dans le cas d'un compte à commission, nous vous facturons une commission pour chaque opération que nous traitons pour vous. La commission facturée dépend du type de compte et des services que nous vous fournissons. Vous et votre conseiller devriez convenir du montant des commissions. Des frais liés à la fiche d'ordre, allant de 7,50 \$ à 15 \$, sont compris dans la commission indiquée sur votre avis d'exécution d'opération.

En plus d'être responsable des commissions, vous devrez assumer les frais additionnels et autres commissions, dépenses ou coûts rattachés à votre compte, conformément à la grille tarifaire de Raymond James qui vous a été fournie au moment de l'ouverture de votre compte. Ces frais pourraient changer à l'avenir. Pour connaître les frais en vigueur actuellement, veuillez communiquer avec votre conseiller RJL ou consulter le site www.raymondjames.ca/fr_ca/.

La plupart des frais sont transparents. Toutefois, certains sont facturés de façon indirecte. Par exemple, nous pourrions toucher une commission pour recommandation si nous vous mettons en relation avec un fournisseur de services connexes, comme des services d'assurances ou de planification fiscale. Toutes les commissions pour recommandation vous seront divulguées.

Habituellement, pour des raisons historiques et d'autres liées à la commodité et aux coûts, les gestionnaires de fonds communs de placement comptabilisent en charges et déduisent un montant du rendement du fonds et nous versent des commissions de suivi pour les services courants que nous vous fournissons.

Les deux types de frais couramment facturés par les gestionnaires de fonds communs de placement sont les frais d'acquisition et les ratios des frais de gestion (RFG). Les commissions que nous percevons sont communément appelées « commissions de suivi ». **Les frais d'acquisition** sont des frais non récurrents. **Les frais d'achat** sont des frais qui vous sont facturés à l'achat de titres de fonds communs de placement. **Les frais d'acquisition reportés**, également nommés **frais de rachat**, sont facturés au moment du rachat de ces titres. Certains fonds sont vendus

« **sans frais d'acquisition** », ce qui signifie que vous n'avez aucuns frais à déboursier au moment de l'achat ou de la vente. La plupart des frais sont transparents (vous les verrez directement), tandis que d'autres sont facturés indirectement; c'est notamment le cas de ceux associés aux fonds communs de placement et aux RFG des fonds négociés en bourse. Pour obtenir plus de renseignements sur les RFG, veuillez consulter le prospectus du fonds commun de placement. Le montant des commissions facturées par votre conseiller pour l'achat de titres dans un fonds commun de placement pourrait être supérieur aux montants énoncés dans le prospectus du fonds.

Les **autres frais** portés à votre compte peuvent être liés, par exemple, à notre recours à des tiers dépositaires ou être imputables à des virements télégraphiques. Il peut également s'agir de frais associés à des régimes d'épargne-retraite autogérés, de frais administratifs ou de frais liés à la fermeture hâtive d'un compte. Pour obtenir la liste des prix de nos produits et services, veuillez communiquer avec votre conseiller RJL ou consulter le site à l'intention de notre clientèle à www.raymondjames.ca/fr_ca/.

Vous pourriez également devoir assumer d'autres frais si vous recourez à des services qui ne font pas partie de la gamme que nous proposons. Par exemple, des frais pourraient être prélevés par des tiers pour des services qui vous aident à économiser plus rapidement et de façon plus sûre, comme des virements préautorisés. L'encaissement ou le retrait hâtif de certains instruments de placement pourrait entraîner des pénalités. De même, si vous détenez des actions de sociétés en phase de démarrage, vous pourriez être tenu de payer pour l'évaluation de ces avoirs afin de satisfaire aux exigences de l'Agence du revenu du Canada. Vous avez la responsabilité de connaître ces coûts et de les prévoir, et vous devriez discuter du sujet avec votre conseiller RJL.

3. L'évaluation de convenance

Pour déterminer si un placement vous convient, nous nous fondons sur une démarche en quatre étapes.

- a. À la lumière des discussions que nous avons ensemble et de vos réponses au formulaire sur la connaissance du client, nous déterminons si vous êtes un client réfractaire au risque, assez tolérant au risque ou capable d'accepter d'essayer des pertes proportionnelles aux gains auxquels vous aspirez.
- b. Nous évaluons et surveillons la structure, les caractéristiques, les risques, les coûts initiaux et récurrents des placements.
- c. Nous attribuons un niveau de risque faible, moyen ou élevé à chaque placement.
- d. Nous tenons compte des sept facteurs de convenance décrits précédemment quand :
 - i. nous acceptons vos ordres de transactions; ou
 - ii. nous vous recommandons un titre ou une stratégie.

Nous pourrions refuser un ordre de transaction ou vous recommander de ne pas procéder à une transaction donnée si nous estimons que, d'après votre profil, elle ne vous convient pas.

4. Les rapports sur le rendement du compte, la rétribution que vous payez et l'incidence sur le rendement du compte

Confirmations : Nous vous faisons parvenir une confirmation écrite ou électronique faisant état des détails relatifs à chaque achat, vente, virement ou autre transaction pertinente dans votre compte. Veuillez consulter votre relevé de confirmation dès que vous le recevez ou qu'il est accessible en ligne. Veuillez communiquer avec votre conseiller si vous n'avez pas reçu de confirmation une semaine après avoir donné un ordre de transaction ou, le cas échéant, pour corriger une erreur.

Relevés de compte : Vous recevrez un relevé de compte chaque mois où des transactions seront effectuées dans votre compte. Si aucune activité n'a été portée à votre compte, vous recevrez un relevé trimestriel. Votre relevé de compte résume toutes les activités portées à votre compte : achat et vente de titres, versements et retraits, dividendes perçus, intérêts gagnés et payés, virements et autres transactions ayant eu lieu dans votre compte au cours de la période visée par le relevé.

Remarque : Bien que nous cherchions à éviter les erreurs, des malentendus et des inexactitudes sont néanmoins possibles. Si vous constatez une erreur dans vos confirmations de transaction ou vos relevés de compte, nous vous demandons de nous en aviser dans les 30 jours.

Évaluation de la position : Ces relevés font également état de vos avoirs actuels et de la valeur marchande de clôture de votre portefeuille à la date du relevé. Les titres peuvent avoir une valeur de zéro dans les cas où :

- a. une entreprise fait faillite;
- b. ces titres sont peu négociés; ou
- c. ces titres appartiennent à une société privée sous contrôle canadien.

Rendement : Nous vous présentons un résumé du rendement de vos placements au cours de différentes périodes. Pour connaître le rendement de votre compte à commission, qui est calculé à l'aide de la méthode du taux de rendement interne, veuillez vous adresser à votre conseiller RJL.

PARTIE III : INFORMATION SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER – COMPTE NON DISCRÉTIONNAIRE À HONORAIRES

1. Vos comptes et leur fonctionnement

Compte Viridian : Le compte à honoraires Viridian, également nommé compte-conseil ou compte non discrétionnaire, est un compte dont vous dirigez toutes les opérations. Vous êtes responsable de l'approbation de toutes les décisions de placement et des opérations qui sont effectuées dans votre compte Viridian. Votre conseiller peut accepter des ordres non sollicités si les opérations vous conviennent. Les recommandations de placement de votre conseiller doivent être impartiales et fondées sur l'information personnelle que vous nous fournissez.

Les comptes Viridian peuvent comprendre les comptes au comptant, les comptes sur marge affichant une position en compte, les comptes de régime enregistré et les comptes de négociation d'options, mais non les comptes sur marge affichant une position à découvert et les comptes de règlement-livraison.

Vous fournirez des instructions et une approbation pour l'ensemble des opérations d'achat et de vente. Raymond James offrira ses services habituels de courtage en valeurs mobilières et d'exécution des opérations ainsi que divers autres produits et services. Les services comprennent les éléments suivants :

- a. Conseils en matière de convenance et de placements liés à des opérations précises sur les valeurs mobilières
- b. Dépôt de titres, perception des intérêts et des dividendes, traitement de procurations, opérations de sociétés, communications liées aux procurations et à la gestion des opérations de sociétés, et production de relevés de compte
- c. Exécution et règlement des opérations, déclarations fiscales, retenue d'impôt (s'il y a lieu) et services d'administration de comptes

2. Les frais que vous payez et leur mode de calcul

Nous vous facturerons des frais de conseils de placements, plutôt que des commissions sur des opérations individuelles, pour un nombre déterminé d'opérations. Ces frais sont calculés tous les mois d'après la somme de la valeur des actifs qui figurent dans vos comptes le dernier jour ouvrable du mois, comme le détermine Raymond James. Tous les frais sont facturés rétroactivement (habituellement le troisième lundi du mois ou à chaque trimestre, comme convenu) et sont sujets aux taxes applicables. Si vous ou votre conseiller RJL fermez le compte, les frais vous seront facturés au prorata de la valeur de votre portefeuille à la date de clôture.

Raymond James ou nos sociétés affiliées peuvent recevoir des honoraires provenant directement ou indirectement de vous, de fonds communs de placement ou de leurs sociétés affiliées, en lien avec des unités de fonds détenues dans les comptes Viridian. Dans d'autres cas, nous pouvons recevoir des honoraires non récurrents en lien avec les valeurs mobilières émises par des sociétés d'investissement à capital fixe et d'autres types de sociétés de placement. Les honoraires et les frais (p. ex. liés au rachat) relatifs aux unités émises par les sociétés de fonds communs de placement et d'autres sociétés de gestion de fonds de placement, y compris les honoraires et les frais qui nous sont versés, proviennent directement ou indirectement du titulaire de comptes Viridian, à titre d'investisseur du fonds, et s'ajoutent aux frais facturés pour les services. Consultez le prospectus connexe ou d'autres documents pour obtenir des renseignements sur les honoraires et les frais liés à la propriété de fonds communs de placement ou d'autres unités de fonds de placement.

La plupart des frais sont transparents (vous les verrez directement), tandis que d'autres sont facturés indirectement; c'est notamment le cas de ceux associés aux fonds communs de placement et aux RFG des fonds négociés en bourse. Pour obtenir plus de renseignements sur les RFG, veuillez consulter le prospectus du fonds commun de placement. Par ailleurs, nous pourrions toucher une commission pour recommandation si nous vous mettons en relation avec un fournisseur de services connexes, comme des services d'assurances ou de planification fiscale.

En plus d'être responsable des frais de conseils de placements, vous devrez assumer les frais additionnels et autres commissions, dépenses ou coûts rattachés à votre compte, conformément à la grille tarifaire de Raymond James. Pour obtenir un exemplaire de notre grille tarifaire, veuillez vous adresser à votre conseiller ou consulter le site à l'intention de notre clientèle, à www.raymondjames.ca/fr_ca/.

Raymond James peut vendre ou céder une quantité suffisante de valeurs mobilières dans vos comptes pour payer un placement en circulation, des honoraires administratifs ou d'autres frais qui doivent lui être payés, et peut déduire une partie ou l'ensemble des honoraires que vous lui devez à partir de vos comptes. Nous ne préleverons pas le montant qui nous est dû relativement à des comptes de régimes non enregistrés dans des comptes de régimes enregistrés.

Votre conseiller RJL vous fera part des frais de conseils de placements que vous devrez déboursier. Les frais qui se rapportent précisément à votre compte sont énoncés dans votre convention de compte Viridian.

Pour obtenir la liste des prix standard de nos produits et services, veuillez communiquer avec votre conseiller ou consulter www.raymondjames.ca/fr_ca/.

3. L'évaluation de convenance

Pour déterminer si un placement vous convient, nous nous fondons sur une démarche en quatre étapes.

- a. À la lumière des discussions que nous avons ensemble et de vos réponses au formulaire sur la connaissance du client, nous déterminons si vous êtes un client réfractaire au risque, assez tolérant au risque ou capable d'accepter d'essayer des pertes proportionnelles aux gains auxquels vous aspirez.
- b. Nous évaluons et surveillons la structure, les caractéristiques, les risques, les coûts initiaux et récurrents des placements.
- c. Nous attribuons un niveau de risque faible, moyen ou élevé à chaque placement.
- d. Nous tenons compte des six facteurs de convenance décrits précédemment quand :

La convenance continue est établie dans le cadre des services liés aux comptes gérés discrétionnaires.

4. Les rapports sur le rendement du compte, la rétribution que vous payez et l'incidence sur le rendement du compte

Confirmations : Nous vous faisons parvenir une confirmation écrite ou électronique faisant état des détails relatifs à chaque achat, vente, virement ou autre transaction pertinente dans votre compte. Nous vous demandons de consulter votre relevé de confirmation dès que vous le recevez ou qu'il est accessible en ligne. Veuillez communiquer avec votre conseiller si vous n'avez pas reçu de confirmation une semaine après avoir donné un ordre de transaction ou, le cas échéant, pour corriger une erreur.

Relevés de compte : Vous recevrez un relevé de compte chaque mois où des transactions seront effectuées dans votre compte. Si aucune activité n'a été portée à votre compte, vous recevrez un relevé trimestriel. Votre relevé de compte résume toutes les activités qui se déroulent dans votre compte : achat et vente de titres, versements et retraits, dividendes perçus, intérêts gagnés et payés, virements et autres transactions ayant eu lieu au cours de la période visée par le relevé.

Annuellement : Chaque année, vous recevrez de notre part un dossier de la déclaration, y compris l'ensemble des formulaires T3 et T5 applicables, un sommaire des revenus de placement, un sommaire des opérations, et un sommaire des frais et des reçus de cotisation REER.

Remarque : Bien que nous cherchions à éviter les erreurs, des malentendus et des inexactitudes sont néanmoins possibles. Si vous constatez une erreur dans vos confirmations de transaction ou vos relevés de compte, nous vous demandons de nous en aviser dans les 30 jours.

Évaluation de la position : Ces relevés font également état de vos avoirs actuels et de la valeur marchande de clôture de votre portefeuille à la date du relevé. Les titres peuvent avoir une valeur évaluée à zéro dans les cas où :

- a. une entreprise fait faillite;
- b. ces titres sont peu négociés; ou
- c. ces titres appartiennent à une société privée sous contrôle canadien et nous n'avons accès à aucune évaluation indépendante.

Rendement : Votre conseiller peut vous fournir de l'information sur le taux de rendement fondée sur la méthode du taux de rendement interne.

PARTIE IV : INFORMATION SUR LA RELATION CLIENT-CONSEILLER – COMPTE GÉRÉ DISCRÉTIONNAIRE À HONORAIRES

1. Vos comptes et leur fonctionnement

En tant que titulaire d'un compte géré (aussi nommé compte discrétionnaire ou compte géré discrétionnaire), vous autorisez votre gestionnaire de portefeuille à utiliser son pouvoir discrétionnaire pour prendre des décisions de placement axées sur l'atteinte de vos objectifs de placement globaux. Votre gestionnaire ne vous soumet aucune recommandation de placement. De même, vous ne prenez aucune décision relative aux opérations de votre compte et ne donnez aucune instruction en ce sens à votre gestionnaire de portefeuille, étant donné qu'il investit en votre nom. Le compte doit être d'un montant minimum.

Des comptes sur marge sont accessibles par l'intermédiaire du Groupe gestion de portefeuille privée (comptes gérés de façon discrétionnaire) seulement. Le titulaire d'un compte sur marge peut emprunter de l'argent sur la base des titres qui se trouvent dans son compte ou qu'il prévoit acquérir. Si vous autorisez le recours à une marge dans votre compte du Groupe gestion de portefeuille privée, veuillez vous reporter aux modalités énoncées à cet effet de votre énoncé de politique de placement.

Votre répartition d'actifs peut varier au fil du temps en raison de changements au sein du marché. Lorsque nous examinons votre compte ou que vous nous informez d'une modification liée à votre situation financière, à vos objectifs financiers ou à vos objectifs de placement, nous rééquilibrons la composition de l'actif dans votre portefeuille si la répartition des placements dans votre compte varie considérablement par rapport à la composition de l'actif que vous désirez.

Nos comptes gérés s'inscrivent dans l'une des trois catégories suivantes :

Groupe gestion de portefeuille privée : Chez Raymond James, le prestigieux titre de gestionnaire de portefeuille est réservé aux conseillers qui ont suivi des formations particulièrement poussées et acquis une vaste expérience dans le secteur financier. Nos gestionnaires de portefeuille autorisés ont le savoir-faire et la formation nécessaires pour faire le suivi de vos placements et pour vous aider à atteindre vos objectifs financiers en vous informant, en vous guidant et en vous conseillant de façon personnalisée.

Mandats fondés sur des modèles de portefeuilles – compte Liberté et programme Partenaires : Les portefeuilles Liberté sont compte intégré géré séparément à la façon des portefeuilles modèles conçus par des gestionnaires de portefeuille professionnels (« gestionnaires de portefeuille ») qui utilisent des stratégies diversifiées impliquant des fonds communs de placement ou des fonds négociés en bourse (FNB) pour obtenir des mandats de placement.

Le programme Partenaires est un compte géré séparément (CGS) par des gestionnaires de portefeuille institutionnels de qualité qui fournissent des mandats de portefeuilles modèles. Les gestionnaires de placement modèles tels que Eagle Asset Management Inc., Cougar Global Investments Limited, Liberté et les portefeuilles gérés par le Groupe gestion privée sont des sociétés affiliées de RJL.

Vous sélectionnez le gestionnaire de placements et leurs mandats de portefeuilles modèles d'après les recommandations que vous a proposées votre conseiller de RJL. Les recommandations seront fondées sur la philosophie et les politiques de placement, la répartition d'actifs, le dossier de rendement ainsi que le style et les techniques de placement de chaque gestionnaire de placements, habituellement en conformité avec vos objectifs de placement et votre tolérance au risque. Vous avez l'occasion d'obtenir des renseignements et de consulter d'autres personnes en ce qui concerne les techniques, les styles ainsi que les facteurs de risque relatifs aux placements propres au gestionnaire de placements, et

il vous revient de prendre la décision finale d'approuver le choix des mandats des portefeuilles modèles du gestionnaire de placements en ce qui a trait à l'investissement effectué dans votre compte. Dans les comptes Partenaires, les placements seront effectués en conformité avec les valeurs mobilières et la pondération utilisée dans les mandats de portefeuilles modèles choisis, qui sont mis à jour par les gestionnaires de portefeuille. RJL est responsable de la tenue des actifs, de l'exécution des transactions, de la livraison et de la réception des valeurs mobilières des portefeuilles, de la mise à jour des dossiers, de la transmission des renseignements connexes (y compris les rapports de rendement) jusqu'à vous, et de la convenance du mandat du portefeuille modèle. RJL est responsable des opérations que vous effectuez dans le portefeuille modèle du gestionnaire de placements sélectionné.

Il est possible que des responsabilités liées à la gestion de portefeuille, aux portefeuilles modèles ou à la consultation à l'égard d'autres personnes ou sociétés incombent aux gestionnaires de portefeuille qui créent des mandats de portefeuilles modèles dans le compte du programme Partenaires ainsi qu'à d'autres entités avec lesquelles ils pourraient être affiliés. Certains mandats du programme Partenaires peuvent être liés ou connectés à Raymond James Ltée, tels que Eagle Asset Management Inc, Cougar Global Investments, Liberté et les portefeuilles gérés par le Groupe gestion privée. Pour d'autres personnes ou sociétés, un ou plusieurs gestionnaires de portefeuille pourraient prendre des décisions de placement différentes de celles prises pour RJL ou pour vous, ou fournir des conseils différents de ceux fournis à RJL ou à vous, par l'intermédiaire de mandats de portefeuilles modèles, et ce, même si le mandat du portefeuille modèle relatif à ces autres personnes ou sociétés est identique ou semblable à celui fourni à RJL par le gestionnaire de placements de Services de conseils en placement. Le gestionnaire de placements doit agir de bonne foi et prendre des décisions de placement en tenant compte des intérêts de ses clients et de ses politiques en matière d'équité. Le gestionnaire de placements exécutera les opérations de ses clients titulaires de comptes discrétionnaires autogérés (p. ex. les comptes sur lesquels le gestionnaire de placements exerce une autorité de négociation et de courtage) avant de mettre à jour et de fournir le mandat du portefeuille modèle à RJL.

2. Les frais que vous payez et leur mode de calcul

Nous vous facturerons des frais de gestion de placements plutôt que des commissions sur des transactions individuelles. Ces frais sont calculés tous les mois d'après la somme de la valeur des actifs qui figurent dans vos comptes le dernier jour ouvrable du mois, comme le détermine Raymond James. Tous les frais sont facturés rétroactivement (habituellement le troisième lundi du mois ou à chaque trimestre, comme convenu) et sont sujets aux taxes applicables. Si vous ou votre gestionnaire de portefeuille/conseiller fermez le compte, les frais vous seront facturés au prorata de la valeur de votre portefeuille à la date de fermeture.

La plupart des frais sont transparents (vous les verrez directement) tandis que d'autres sont facturés indirectement; c'est notamment le cas de ceux associés aux fonds communs de placement et aux RFG des fonds négociés en bourse. Pour obtenir plus de renseignements sur les RFG, veuillez consulter le prospectus du fonds commun de placement. Par ailleurs, si nous vous mettons en relation avec un fournisseur de services connexes, comme des services d'assurances ou de planification fiscale, nous pourrions toucher une commission pour recommandation. Ces dispositions vous seront exposées de façon détaillée à l'avance.

En plus d'être responsable des frais de gestion de placements, vous devrez assumer les frais additionnels et autres commissions, dépenses et coûts rattachés à votre compte, conformément à la grille tarifaire normale de Raymond James (outre les frais d'administration annuels des comptes enregistrés). Pour obtenir un exemplaire de notre grille tarifaire, veuillez vous adresser à votre conseiller ou consulter le site www.raymondjames.ca/fr_ca/.

Raymond James peut vendre ou céder une quantité suffisante de valeurs mobilières dans vos comptes pour payer un placement en circulation, des honoraires administratifs ou d'autres frais qui doivent lui être payés, et peut déduire une partie ou l'ensemble des honoraires que vous lui devez à partir de vos comptes. Nous ne préleverons pas le montant qui nous est dû relativement à des comptes de régimes non enregistrés à partir de comptes de régimes enregistrés.

Frais — Groupe gestion de portefeuille privée : Les frais applicables aux comptes du groupe de gestion privée de placements sont dans votre convention de gestion discrétionnaire de placements.

Frais — compte du programme Partenaires : Les frais applicables aux comptes du programme Partenaires sont énoncés dans votre convention de gestion de placements du programme Partenaires.

3. L'évaluation de convenance

Pour déterminer si un placement vous convient, nous nous fondons sur une démarche en trois étapes.

- a. À la lumière des discussions que nous avons ensemble et de vos réponses au formulaire sur la connaissance du client, nous déterminons si vous êtes un client réfractaire au risque, assez tolérant au risque ou capable d'accepter d'essayer des pertes proportionnelles aux gains auxquels vous aspirez
- b. Nous attribuons un niveau de risque faible, moyen ou élevé à chaque placement.
- c. Nous nous conformons aux dispositions de votre convention de gestion de placements (de votre énoncé de politique de placement en particulier).

La convenance est constamment assurée dans le cadre des services de comptes gérés discrétionnaires.

4. Les rapports sur le rendement du compte, la rétribution que vous payez et l'incidence sur le rendement du compte

Confirmations : Nous ne vous faisons pas parvenir de confirmation écrite ou électronique de chaque achat, vente, virement ou autre transaction dans votre compte géré, sauf si vous en faites la demande expresse.

Établissement de rapports et examen : Nous pourrions devoir communiquer avec vous dans les cas suivants :

- Opérations effectuées dans le compte
- Modification importante des conditions du marché
- Lancement d'un nouveau produit ou service pouvant être avantageux pour vous

Relevés de compte : Chaque mois, vous recevrez des relevés de compte, en version papier ou électronique, lorsque des opérations auront eu lieu dans votre compte. Dans le cas contraire, vous recevrez des relevés au moins une fois par trimestre.

Votre relevé de compte confirme l'ensemble des activités qui y sont effectuées, y compris l'achat et la vente de valeurs mobilières, les cotisations, les retraits, les dividendes, les intérêts accumulés et versés, les transferts et toute autre opération effectuée dans votre compte au cours du mois précédent.

Vous recevrez aussi les renseignements nécessaires aux fins de l'impôt, ainsi que les autres formulaires et relevés en vertu de la loi applicable.

Annuellement : Chaque année, vous recevrez de notre part un dossier de la déclaration, y compris l'ensemble des formulaires T3 et T5 applicables, un sommaire des revenus de placement, un sommaire des opérations, et un sommaire des frais et des reçus de cotisation REER.

Remarque : Bien que nous cherchions à éviter les erreurs, des malentendus et des inexactitudes sont néanmoins possibles. Si vous constatez une erreur dans vos relevés de compte, nous vous demandons de nous en aviser dans les 30 jours.

Évaluation de la position : Ces relevés font également état de vos avoirs actuels et de la valeur marchande de clôture de votre portefeuille à la date du relevé. Si une entreprise fait faillite ou encore si des titres sont peu négociés, ont cessé d'être négociés ou appartiennent à une société privée sous contrôle canadien, les avoirs pourraient avoir une valeur évaluée à zéro ou correspondant au coût comptable.

Rendement : Le taux de rendement personnel figurant dans votre relevé trimestriel est calculé d'après une méthode de pondération en fonction du temps, laquelle repose sur la valeur de marché quotidienne de votre portefeuille lorsqu'une entrée de trésorerie se produit.

Prospectus, documents de procuration, droits de vote et autres : Raymond James et ses gestionnaires de placement externes prendront en votre nom toutes les décisions relatives à votre portefeuille de placement. Ces décisions peuvent entre autres porter sur les aspects suivants :

- a. le droit de voter ou de donner un consentement;
- b. le droit de se prévaloir de privilèges de conversion, de droits de souscription, de bons de souscription, d'options ou d'autres droits conférés à un détenteur de titres; et
- c. le droit de participer ou d'exprimer sa dissidence par rapport à la restructuration, à la consolidation, à l'acquisition, à la fusion ou au réajustement d'un émetteur dont vous détenez des titres dans votre compte.

Vous ne recevrez pas de prospectus, de circulaire de sollicitation de procurations, de notice annuelle, de note d'information ou d'autres documents concernant les émetteurs de titres acquis pour votre compte, à moins que vous en fassiez la demande par écrit ou que la loi nous y oblige.

Comptes du Groupe gestion de portefeuille privée : Votre gestionnaire de portefeuille vous transmettra les rapports suivants :

Tous les trimestres — Votre gestionnaire de portefeuille doit vous fournir un bilan comportant une évaluation sommaire de votre portefeuille de titres, un examen de la composition de votre actif et un rapport sur le taux de rendement. Ce rapport trimestriel comprend les éléments suivants :

- a. Compte rendu relatif à l'énoncé de politique de placement. Dans ce compte rendu, vous recevrez les renseignements de base suivants :
 - i. Évaluation du portefeuille (montant du portefeuille en dollars; il n'est pas obligatoire de préciser la valeur des avoirs de façon individuelle);
 - ii. Répartition des actifs du portefeuille;
 - iii. Taux de rendement du portefeuille (sur 12 mois ou depuis sa création) calculé d'après le rendement total pondéré en fonction du temps;
- b. Commentaire relatif au marché, à l'économie ou au modèle de portefeuille

Annuellement — Nous ferons le bilan de votre portefeuille au moins une fois par année.

Comptes du programme Partenaires : Si vous faites partie du programme Partenaires, un relevé trimestriel de ce programme vous sera transmis. Ce relevé constitue une synthèse de vos avoirs en portefeuille, de la répartition de vos actifs, de la répartition effectuée par votre gestionnaire de placement, du rendement de votre portefeuille, des gains et des pertes enregistrés ainsi que des frais facturés, assortie d'un commentaire de votre gestionnaire de placement. Il est important que vous lisiez ces documents et que vous en compreniez le contenu.

Le programme Partenaires vous offre la possibilité d'obtenir des relevés différents selon le nombre de modèles de gestion de portefeuille à l'œuvre pour votre portefeuille. Un seul relevé vous sera envoyé si votre compte repose sur un seul mandat de portefeuille régi par un modèle de gestionnaire de placement. Si votre compte (ou, le cas échéant, vos comptes) repose sur plus d'un mandat de portefeuille régi par un modèle de gestionnaire de placement, vous recevrez un relevé consolidé du programme Partenaires.

Le relevé consolidé, qui peut regrouper plusieurs comptes du programme Partenaires administrés par des gestionnaires de placement différents, offre une vue d'ensemble sur le ou les portefeuilles de votre compte.

Dans le cadre du programme Partenaires, le rendement annualisé et composé du modèle de portefeuille de chaque gestionnaire de placement est mis en parallèle mensuellement avec celui d'un indice de référence personnalisé.

Comptes Liberté : Si vous détenez un compte Liberté, un relevé de compte Liberté vous sera transmis chaque trimestre. Ce relevé constitue une synthèse de vos avoirs en portefeuille, de la répartition de vos actifs, du rendement de votre portefeuille, des gains et des pertes enregistrés ainsi que des frais facturés. Pour les comptes Liberté, le rendement annualisé et composé de chaque stratégie de gestion de portefeuille est mis en parallèle mensuellement avec celui d'un indice de référence personnalisé correspondant.

Les relevés sont accessibles par l'intermédiaire de votre conseiller ou en ligne, si vous avez choisi de recevoir ces documents par l'intermédiaire du site sécurisé à l'intention de notre clientèle.

Convention de compte client – Conditions générales

En contrepartie de l'ouverture par Raymond James Ltée (« Raymond James » ou « nous » ou « notre ») d'un compte, ou de son maintien, en votre nom (y compris au nom d'un codemandeur s'il s'agit d'un compte conjoint), vous et Raymond James reconnaissez que toutes les opérations entre vous et Raymond James seront régies par les conditions générales indiquées ci-après. La présente convention s'applique à toutes les opérations dans votre compte, indépendamment de la date de son ouverture.

PARTIE I : CONDITIONS GÉNÉRALES POUR TOUS LES TITULAIRES DE COMPTES

Les paragraphes suivants présentent la définition de certaines expressions employées dans la présente convention et expliquent les lois qui s'appliquent à celle-ci.

1. Les termes définis ci-dessous ont le sens qui leur y est donné lorsqu'ils sont employés aux présentes :

« **compte** » ou « **comptes** » s'entend de l'ensemble des comptes actuels, futurs et antérieurs auprès de nous, y compris les comptes qui ont été fermés et rouverts par la suite, ou les comptes dont le numéro a changé;

« **biens affectés en garantie** » s'entend des biens qui sont affectés en garantie de toute somme que vous nous devez, que votre « dette » soit assortie de conditions ou non, et comprend l'ensemble des soldes créditeurs, des titres, des contrats portant sur des titres et des autres biens actuels et futurs détenus ou comptabilisés dans votre compte à quelque fin que ce soit, y compris les biens dans lesquels vous avez une participation en tout temps, vos biens dont nous assurons la garde, vos dividendes ou tout autre revenu ou produit tiré de l'un des éléments susmentionnés;

l'expression « **conjointement et solidairement** » utilisée en « common law » et le terme « **solidarily** » utilisé au Québec se traduisent dans les deux cas par « **solidairement** »;

« **compte sur marge** » s'entend d'un compte auquel est rattachée une facilité de marge régie par les modalités supplémentaires de la Partie III de la présente convention;

« **conseiller** » désigne votre conseiller financier Raymond James, appelé votre conseiller en placement Raymond James au Québec;

« **convention** » s'entend des présentes conditions générales de la convention de compte-client et de votre formulaire de demande d'ouverture de compte-client auprès de Raymond James. Dans la présente convention, tous les mots et expressions au singulier s'entendent également au pluriel et inversement;

« **facilité de marge** » s'entend d'une facilité de prêt ou de crédit que nous, en tant que prêteur, vous accordons, à titre d'emprunteur, et dont il est question à la Partie III de la présente convention;

« **frais administratifs** » s'entend des frais associés à l'administration de votre compte, y compris, notamment, les frais liés aux transferts de comptes, aux chèques refusés par la banque ou visés par une opposition, aux virements électroniques ou télégraphiques, au fiduciaire ou à l'administrateur d'un compte de régime enregistré, aux intérêts débiteurs ou frais financiers, ainsi que des frais liés aux écarts au titre de la conversion de devises;

« **frais de placement** » s'entend des frais imposés à l'égard du type de compte à honoraires, tel qu'il est indiqué dans nos formulaires relatifs aux comptes;

« **hypothèque** » s'entend d'une sûreté ou d'une charge grevant vos biens ou titres qui nous permet d'exiger le paiement d'une dette que vous nous devez en vertu des lois du Québec;

« **marge** », au sens d'achats sur « marge », s'entend de l'achat de titres au moyen d'une somme au comptant empruntée auprès de nous, à l'aide d'autres titres affectés en garantie (ou marge) au titre d'une facilité de prêt ou de marge;

« **titres** » s'entend de tout ce qui correspond généralement à la description de valeurs mobilières, y compris, notamment, les biens de placement, les actions, les certificats d'actions, les reçus de versement, les reçus de dépôt, les droits intermédiés, les actifs financiers, les comptes de valeurs mobilières, les comptes de portefeuille, les comptes de contrats à terme, les obligations, les débentures, les billets, les options, les bons de souscription, les droits et tous les autres titres ou instruments financiers et droits juridiques de toute nature, ainsi que tous les biens habituellement négociés par des courtiers;

« titulaire » s'entend d'un « copropriétaire » au Québec. Dans la présente convention, tous les mots et expressions au singulier s'entendent également au pluriel et inversement.

2. Lois s'appliquant à la présente convention

La présente convention et toutes les opérations effectuées pour votre compte sont assujetties exclusivement aux lois de la province du Canada dans laquelle est située la succursale où est maintenu votre compte.

Elles sont également assujetties à la constitution, aux règlements, aux règles ainsi qu'aux pratiques et usages (ensemble, les règles directrices) de la bourse (et de sa chambre de compensation, le cas échéant) à laquelle l'opération est effectuée.

Lorsqu'une opération n'est pas effectuée en bourse, la présente convention est assujettie aux règles directrices de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) ou de toutes les associations de courtiers auxquelles nous appartenons.

Si une loi, un règlement ou une règle directrice a pour effet de rendre inapplicable une partie de la présente convention, cette partie de la convention sera modifiée ou remplacée de manière à la rendre conforme à cette loi, à ce règlement ou à cette règle directrice.

3. Compétence en matière de différends

Tout différend survenant entre vous et nous à l'égard de la présente convention relèvera de la compétence exclusive des tribunaux de la province dans laquelle est située la succursale où est maintenu votre compte.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet de l'exécution des ordres et de la livraison de titres.

4. Droit de refuser des ordres sans engager de responsabilité envers vous

Nous avons le droit, à notre entière discrétion, de refuser d'accepter des instructions d'achat ou de vente de votre part ou de la part de votre mandataire si nous le jugeons nécessaire pour notre protection ou autrement.

Vous renoncez expressément à toute réclamation contre nous pour toute perte ou tout préjudice découlant d'un tel refus ou s'y rapportant.

5. Comment nous traitons les ordres acceptés

Tous les ordres que nous acceptons sont valables jusqu'à ce qu'ils soient exécutés ou annulés le jour de leur saisie, à moins que vous ne précisiez une période plus longue.

Tous les ordres acceptés vous lient à partir du moment de l'exécution.

Vous devez régler une opération à la date de règlement même si vous n'avez pas reçu un avis d'exécution.

Lorsque nous achetons ou vendons des titres pour votre compte, nous pouvons exécuter les ordres soit pour votre compte seulement, dans le cadre d'opérations plus étendues auxquelles participent d'autres clients, ou en achetant ou en vendant à un autre de nos contrepartistes.

6. Obligation de livrer les titres

Lorsque vous nous donnez des instructions de vendre des titres, vous garantissez que vous détenez réellement ces titres, sauf si vous apportez des précisions à cet égard au moment où vous donnez cet ordre.

Vous devez toujours livrer les titres que vous nous demandez de vendre pour vous.

Si vous ne nous livrez pas les titres immédiatement en bonne et due forme, nous pouvons alors acheter ou emprunter les titres nécessaires pour en faire la livraison en votre nom, sans vous en aviser. Vous devez nous rembourser l'ensemble des pertes que nous avons subies ou des dépenses que nous avons engagées en raison de l'emprunt ou de l'achat de titres, de la livraison tardive de ces titres ou de notre incapacité de faire un emprunt ou un achat de ceux-ci.

7. Certificats d'actions

Nous ne sommes pas tenus de livrer les certificats, les titres ou les autres actifs qui ont été déposés auprès de nous ou que nous avons reçus au titre de votre compte. Nous pouvons livrer des certificats, des titres ou d'autres actifs d'un montant équivalent et d'une nature et d'un type identiques.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements sur les frais que vous nous payez et ceux que nous recevons de tiers.

8. Notre commission et nos autres frais

Vous vous engagez à payer notre commission, nos frais administratifs et nos autres frais d'opérations, s'il en est, à l'égard de tous les achats et de toutes les ventes de titres dans votre compte aux taux que nous établissons à l'occasion ou dont nous pouvons autrement convenir avec vous. Nous porterons en réduction de votre compte l'ensemble des commissions, des frais administratifs et des frais d'opérations applicables à votre compte. De manière générale, les commissions ne s'appliquent pas si votre compte est un compte à honoraires. Les frais de placement applicables aux comptes à honoraires sont traités à la Partie IV de la présente convention.

Nous pouvons réaliser un revenu en plus de la commission ou des frais provenant des sources suivantes : frais de conversion des devises sur certaines opérations et sur les opérations visant des titres d'organismes de placement collectif, rémunération versée par les émetteurs et d'autres dans le cadre d'opérations internes et de nouvelles émissions, frais sur la vente de produits à revenu fixe et commissions de suivi versées par des sociétés de fonds communs de placement. D'autres commissions pourraient être demandées en plus de celles indiquées dans un prospectus de fonds communs de placement.

En ce qui concerne les opérations sur titres à revenu fixe, nous pourrions gagner une rémunération qui sera ajoutée au prix que vous payez dans le cas d'un achat et qui sera déduite du prix que vous touchez dans le cas d'une vente.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet de vos droits et des nôtres, ainsi qu'à l'égard de vos responsabilités si vous avez une dette envers nous, et de notre capacité d'utiliser vos titres.

9. Dette envers nous

Vous devez nous payer rapidement, sur demande, toute somme que vous nous devez à la suite d'opérations que nous avons effectuées pour votre compte et tout solde débiteur à l'égard d'un compte assorti d'une garantie de votre part (collectivement, une dette).

Vous vous engagez à nous rembourser toutes les pertes que nous subissons et tous les frais que nous engageons à l'égard des chèques fournis relativement à votre compte.

Vous devez toujours garantir votre dette envers nous de toute manière que nous pouvons exiger. Votre dette porte intérêt aux taux que nous établissons à l'occasion pour l'ensemble de notre clientèle. Nous ne sommes pas tenus de vous aviser des modifications de ces taux.

10. Utilisation des soldes créditeurs libres

Nous ne sommes pas tenus de séparer les soldes créditeurs de votre compte, ni de les détenir séparément. Nous pouvons les regrouper avec nos fonds généraux ou les déposer en fiducie et les utiliser pour les besoins généraux de nos activités ou des activités des membres de notre groupe, y compris aux fins de gagner un écart de taux d'intérêt.

Un solde créditeur sera considéré comme une écriture dans un compte débiteur créditeur entre vous et nous. Nous ne sommes pas tenus de séparer ce solde et nous pouvons nous en servir dans le cours normal de nos activités. La seule responsabilité que vous pouvez faire valoir à notre égard porte sur le solde créditeur, et lorsqu'il s'agit de la somme au comptant ainsi détenue, nous n'entretenons avec vous qu'un rapport de créancier à débiteur. Par ailleurs, si cette somme est déposée en fiducie, vous serez identifié en tant que bénéficiaire de cette fiducie.

11. Garantie, sûreté continue

Vous nous accordez une sûreté qui grève l'ensemble des titres et des soldes créditeurs actuels ou futurs que nous détenons relativement à vos comptes, y compris les titres dont nous assurons la garde, en tant que sûreté continue garantissant le remboursement de la dette actuelle ou future que vous avez ou aurez envers nous, que ce soit à titre individuel ou conjoint, notamment toute responsabilité découlant d'une garantie qui a été donnée par vous ou par une autre personne.

Vous nous donnez l'autorisation de vendre, d'acheter ou de transférer ces titres, de les grever, ou de les grever à nouveau, d'une sûreté sans avis ni notification pour le paiement de votre dette envers nous.

Si vous avez plus d'un compte auprès de nous (ce qui inclut les comptes conjoints), nous pouvons, en tout temps et sans avis, transférer le solde débiteur ou créditeur d'un compte à un autre compte, qu'il s'agisse de fonds ou de titres, et rajuster les soldes de ces comptes de la manière que nous jugeons appropriée, à notre gré.

Tous les titres que nous détenons pour votre compte peuvent être conservés en tout lieu où nous avons un bureau, à moins que vous nous donniez d'autres instructions par écrit.

Les alinéas 11 a) et b) ci-dessous créent des droits en notre faveur qui s'ajoutent aux autres droits ou sûretés dont nous disposons. Nous pouvons exercer nos droits de manière distincte, globale, consécutive ou concomitante. Si toute partie des biens affectés en garantie est située dans un territoire autre que le territoire régissant la présente convention, ces alinéas ont pour objet de créer une priorité ou une sûreté générale opposable conformément aux lois de cet autre territoire :

- a. Nous avons une sûreté grevant tous vos biens affectés en garantie, sauf les titres détenus dans un régime enregistré. Vous reconnaissez que nous avons le contrôle des biens affectés en garantie et de vos comptes aux fins susmentionnées.

Sans égard à toute autre convention se rapportant aux biens affectés en garantie, le territoire dont nous relevons est la Colombie-Britannique pour l'application de la loi intitulée *Securities Transfer Act* (Colombie-Britannique) ou de toute législation similaire dans tout autre territoire pertinent.

- b. Autres dispositions applicables aux comptes ouverts au Québec : En ce qui a trait aux comptes ouverts au Québec, lors de chaque livraison, vous nous accordez une hypothèque de un million de dollars, en plus des intérêts au taux décrit dans vos relevés de compte mensuels ou trimestriels, grevant tous les biens affectés en garantie, pour garantir votre dette et vos obligations, actuelles ou futures, échues ou éventuelles, jusqu'à un maximum de un million de dollars. Ce montant peut être modifié au moyen d'une entente écrite qui intervient entre vous et nous et qui a été approuvée par deux signataires autorisés de Raymond James.

Malgré cet alinéa 11 b), nous ne sommes pas tenus de vous faire crédit de quelque montant que ce soit. Cela signifie que les biens affectés en garantie constituent une sûreté garantissant la totalité ou toute partie de votre dette et de vos obligations envers nous, qu'elles soient actuelles ou futures, échues ou éventuelles.

Nous et nos prête-noms détenons la propriété exclusive des biens affectés en garantie et pouvons accomplir tous actes de propriété à leur égard. Les biens affectés en garantie doivent être inscrits à notre nom. Il vous est interdit de modifier ou de faire modifier par quiconque les biens affectés en garantie sans obtenir notre consentement ou le consentement de nos prête-noms.

Le présent alinéa 11 b) ne s'applique pas aux biens affectés en garantie détenus dans un régime enregistré. Il constitue un ajout à toute autre garantie ou charge que nous détenons à l'égard de ces biens affectés en garantie, sans représenter un contrat de substitution relativement à celles-ci ni en opérer novation.

12. Remboursement des dettes

Chaque fois que nous considérons, à notre entière discrétion, que cela est nécessaire pour payer les frais impayés ou protéger nos intérêts (dans les cas où nous ne détiendrions pas suffisamment de biens affectés en garantie ou pour un autre motif), nous pouvons prendre n'importe laquelle des mesures suivantes :

- a. vendre tous les titres détenus ou pris en charge pour votre compte (individuellement ou collectivement avec d'autres);

- b. acheter tous les titres nécessaires pour régler une vente de titres que vous ne détenez pas (une vente à découvert) pour votre compte;
- c. annuler tout ordre en suspens.

Nous pouvons prendre ces mesures sans préavis, soumission, demande, ni appel à votre endroit. Nous pouvons effectuer ces achats ou ventes de titres à toute bourse ou sur tout autre marché ou dans le cadre d'achats ou de ventes publics ou privés, aux conditions et de la manière que nous déterminons. Si nous effectuons une notification, vous donnons un préavis ou vous présentons une demande lorsque nous prenons les mesures susmentionnées, cela ne saurait constituer une renonciation à notre droit de prendre toute autre mesure autorisée par la présente convention sans notification, avis ou demande.

Nous affecterons le produit net de toute vente de vos biens affectés en garantie à votre dette envers nous dans l'ordre suivant :

- a. au paiement des frais et dépenses que nous avons engagés relativement à la vente;
- b. au remboursement de votre dette envers nous; et c) au virement à votre compte de tout solde restant.

Vous demeurerez obligé de payer toute insuffisance qui subsiste.

13. Utilisation des titres grevés d'une sûreté et prêts

Chaque fois que vous nous devez une somme d'argent ou que vous aurez une position à découvert auprès de nous, tous les titres que nous détenons ou que nous avons pris en charge pour votre compte ou qui sont donnés en garantie de la dette, en tout temps et sans préavis, pourront être comptabilisés dans nos prêts généraux.

Nous pouvons grever, ou grever à nouveau, d'une sûreté ou d'une hypothèque ou prêter ces titres, soit à nous-mêmes en qualité de courtiers, soit à d'autres, séparément ou avec d'autres titres, que ce soit pour un montant supérieur ou inférieur à celui que vous devez. Nous ne conservons pas en notre possession ou sous notre contrôle pour livraison un nombre correspondant de titres similaires.

Nous pouvons, sans vous en aviser, prêter ou utiliser des titres détenus dans votre compte soit séparément, soit collectivement avec d'autres titres pour effectuer une livraison dans le cadre d'une vente, même s'il s'agit d'une vente pour le compte d'un autre de nos clients.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet des relevés de compte et des autres avis que nous vous ferons parvenir et de votre obligation de nous signaler toute erreur dans ceux-ci.

14. Relevés, avis d'exécution et autres avis

Nous vous ferons parvenir des avis d'exécution, des relevés, des avis et d'autres communications par voie électronique, par télécopieur ou par la poste à l'adresse électronique, au numéro de télécopieur ou à l'adresse postale les plus récents que vous nous avez donnés. Si vous avez opté pour des relevés électroniques consultables sur notre site Web, vous recevrez mensuellement un avis vous indiquant que votre relevé peut être consulté en ligne. Vous êtes responsables d'accéder à ces relevés et de les examiner. Nous traiterons les avis ou les relevés susmentionnés que nous vous faisons parvenir comme ayant été reçus et consultés par vous.

Nous traiterons chaque opération mentionnée dans un avis d'exécution, un relevé, un avis ou une autre communication que nous vous remettons comme étant réputée avoir été autorisée et être exacte et avoir été confirmée par vous à moins que vous ne nous avisiez du contraire par écrit dans les 30 jours à partir de la date de la communication que nous vous avons envoyée.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet des opérations de change.

15. Opérations de change et conversion des devises

Nous pouvons effectuer des opérations de change lorsque vous nous le demandez directement ou indirectement. Une demande indirecte, par exemple, a lieu lorsque vous demandez une opération sur un titre libellé en une devise autre que celle de votre compte ou si vous avez reçu certaines distributions (y compris des dividendes, des intérêts etc.) d'un émetteur de titres libellés en une devise autre que la devise de votre compte (une « opération en devises »). En ce qui concerne les comptes gérés, les opérations de change sont exécutées pour votre compte lorsque que nous effectuons une opération en devises. En ce qui a trait aux comptes de régimes enregistrés libellés en dollars canadiens, nous convertirons systématiquement en dollars canadiens les achats et les ventes de titres étrangers. En ce qui concerne les comptes de régimes enregistrés libellés en dollars US, nous convertirons systématiquement en dollars US les achats et les ventes de titres qui ne sont pas libellés en dollars US. Les cotisations, retraits et autres opérations à déclarer pour fins fiscales au titre des comptes de régimes enregistrés libellés en dollars US feront l'objet d'une conversion et seront déclarés à l'Agence du revenu du Canada en dollars canadiens. Nous pouvons, à notre entière discrétion, refuser toute demande d'opération de change.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet de la façon dont nous traitons vos renseignements personnels et les protégeons.

Dans l'exécution des opérations de change, nous pouvons intervenir en qualité de mandataires ou de contrepartistes. Le taux de conversion de la devise étrangère qui apparaît sur votre avis d'exécution ou sur votre relevé de compte comprend un montant qui représente l'écart entre le prix d'achat et le prix de vente de la devise (l'« écart ») que nous gagnons à titre de revenu pour l'exécution de ce service, en plus des commissions ou des frais se rapportant aux opérations en devises à l'égard de votre compte. Le taux de conversion des devises étrangères et l'écart nous revenant dépendront des fluctuations des marchés ainsi que du montant, de la date et du genre d'opération de change.

Nous convertissons les devises étrangères en dollars canadiens et en dollars américains le jour où nous exécutons votre opération, sauf s'il en a été convenu autrement.

Les paragraphes suivants contiennent les déclarations que vous faites au sujet de vos rapports avec d'autres courtiers en placement et d'autres questions.

16. Déclarations au sujet des renseignements sur le client

Si vous êtes un particulier, vous nous déclarez et garantissez que vous avez atteint l'âge de la majorité et que vous n'êtes pas un associé, un administrateur, un dirigeant ou un membre du personnel d'une autre société membre ou d'une bourse ou d'un courtier en placement non membre à moins de l'avoir divulgué sur votre demande d'ouverture de compte. Vous confirmez que vous nous avez informés de toute restriction concernant les opérations qui s'appliquent à vous et à l'un quelconque de vos comptes. Si nous y consentons par écrit, nous effectuerons les placements se rapportant à vos comptes conformément à ces restrictions.

Vous vous engagez à nous informer immédiatement en cas de changement dans votre situation personnelle ou financière, de tout changement dans les renseignements contenus dans tout document relatif à une demande d'ouverture de compte (y compris des changements dans vos objectifs) et de toute restriction concernant les opérations qui pourrait s'appliquer à vous, ou encore de tout changement concernant pareille restriction. Vous devez également nous informer si vous devenez un associé, un administrateur, un dirigeant ou un membre du personnel d'une société membre d'une bourse ou d'un courtier ou courtier en placement non membre. Vous reconnaissez que des changements dans les renseignements fournis peuvent avoir des répercussions sur vos objectifs de placement ou politiques en matière de placement.

Vous reconnaissez et acceptez que nous nous fondons sur les renseignements financiers et autres renseignements personnels que vous nous fournissez dans votre demande d'ouverture de compte et dans toute mise à jour, y compris dans tout questionnaire sur la tolérance au risque, pour nous acquitter de notre obligation de connaître son client et de nos autres obligations réglementaires.

Si vous êtes une femme mariée, vous déclarez vous être mariée après 1970 en régime de séparation de biens en vertu des lois du Québec. Dans le cas contraire, votre conjoint doit cosigner avec vous la présente convention et tous les formulaires applicables aux comptes.

Le paragraphe qui suit fait référence au Consentement relatif aux renseignements personnels que vous avez fourni dans la Convention de compte client et vous renvoie à la Politique sur la protection des renseignements personnels de Raymond James pour en savoir plus sur la façon dont nous traitons vos renseignements personnels et protégeons votre vie privée.

17. Consentement à l'utilisation de renseignements personnels

Vous consentez à ce que RJL recueille, utilise et partage vos renseignements personnels aux fins énoncées dans notre Politique sur la protection des renseignements personnels et à d'autres fins exigées ou permises par la loi. Notre Politique sur la protection des renseignements personnels est comprise dans les présentes conditions générales de compte dans la section ci-dessous intitulée Politique sur la protection des renseignements personnels de Raymond James, et est publiée sur notre site Web à l'adresse suivante : www.raymondjames.ca.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet des limites de notre responsabilité envers vous.

18. Limitation de responsabilité

Vous reconnaissez que tous les placements comportent des risques financiers (dont le montant peut varier considérablement) et que la valeur des actifs dans votre ou vos comptes peut fluctuer en raison de la conjoncture du marché et d'autres facteurs.

Vous reconnaissez aussi que vous êtes responsable de toute perte subie sur vos placements et que nous, ainsi que nos conseillers, ne sommes pas responsables de toute diminution de la valeur de votre compte ou de toute perte réalisée sur vos placements, quelle qu'en soit la cause, à moins que cette perte ne soit causée par notre négligence ou notre une faute intentionnelle. Nous ne garantissons pas les résultats des placements.

Nous déclinons toute responsabilité à l'égard de toute perte, toute réclamation, tout préjudice et toute obligation concernant votre compte, quelle qu'en soit l'origine, découlant de ce qui suit :

- a. de la négociation de titres;
- b. des retards dans la réception ou le traitement d'instructions concernant des opérations attribuables à des défaillances de logiciels ou de systèmes qui ne sont pas sous notre contrôle;
- c. des retards dans le transfert de titres ou de soldes de comptes à un tiers;
- d. de toute mesure que nous prenons ou ne prenons pas en raison d'une erreur dans les instructions que vous nous avez données ou si nous ne recevons pas vos instructions;
- e. de l'acceptation d'une signature électronique ou numérique qui a été ou semble avoir été soumise par vous, ou de toute action posée ou refus d'agir sur la foi de cette signature;
- f. de restrictions ou des règlements émanant des autorités gouvernementales, de réglementation ou d'autoréglementation, des règles d'une bourse ou d'un marché, de la suspension de la négociation, d'une activité inhabituelle sur le marché, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'une guerre, des grèves, des pannes de matériel ou d'autres conditions ou de tout autre événements qui n'est pas sous notre contrôle;
- g. des erreurs ou des omissions causées par des personnes ou par des situations, qui sont indépendantes de notre volonté. Nous corrigerons toute erreur ou omission relative à une opération pour votre compte que nous aurions causée; ou
- h. du fait qu'une occasion de placement spécifique ne soit pas offerte ou qu'un titre particulier soit exclu d'un compte géré.

Nous déclinons toute responsabilité aux termes de la présente convention autre que celle d'agir de façon honnête et de bonne foi, sans commettre de faute intentionnelle ou faire preuve de négligence.

Nous ne vous offrons aucun conseil en matière de fiscalité. Nous vous recommandons d'obtenir ces conseils auprès d'un expert en fiscalité.

Cette limitations de responsabilité demeurera en vigueur après la résiliation de la présente convention.

19. Indemnisation concernant les mandataires et les fondés de pouvoir

Vous vous engagez à nous indemniser et à nous tenir quittes et indemnes à l'égard de l'ensemble des pertes, responsabilités, dommages, coûts et frais (y compris les frais juridiques) découlant des mesures que nous avons prises en conformité avec les pouvoirs que vous avez conférés à un mandataire aux termes d'une autorisation de négociation ou à un fondé de pouvoir aux termes d'une procuration quant à l'exécution d'opérations sur vos comptes. Sans limiter d'aucune manière les pouvoirs qui nous sont conférés ni nous obliger à prendre des mesures à l'égard de toutes circonstances passées, présentes ou futures, nous sommes autorisés par les présentes à exiger, à notre entière discrétion, une action conjointe de l'ensemble de vos mandataires ou fondés de pouvoir (selon le cas) pour toute question concernant vos comptes, y compris la passation ou l'annulation d'ordres et le retrait de fonds, de titres ou d'autres biens.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet de la législation sur le recyclage des produits de la criminalité à laquelle nous devons nous conformer, et les répercussions qui peuvent s'ensuivre pour vous.

20. Législation sur le recyclage des produits de la criminalité

Vous reconnaissez que la législation sur le recyclage des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) nous impose, à nous et aux membres de notre personnel, ainsi qu'à nos représentants, des obligations de vérifier l'identité des clients et de déclarer et enregistrer certaines opérations de nos clients. Nous sommes tenus de déclarer les opérations douteuses à un organisme de l'État fédéral appelé CANAFE, c'est-à-dire les opérations ou activités financières dont nous avons des motifs de soupçonner qu'elles sont liées à une infraction de recyclage des produits de la criminalité. La législation nous interdit à nous et aux membres de notre personnel, ainsi qu'à nos représentants, d'informer un client qu'une déclaration a été faite ou de divulguer à un client le contenu de toute déclaration.

Le CANAFE a le pouvoir de saisir du courrier ou de pénétrer dans nos locaux sans mandat de perquisition pour déterminer si nous nous conformons à la législation. La législation nous oblige à divulguer des renseignements confidentiels ou personnels à votre sujet. En signant le formulaire de demande d'ouverture de compte et concluant la présente convention, vous reconnaissez que vous avez été informé de ces obligations.

21. Décès ou incapacité

Sous réserve des modalités régissant un compte conjoint ou un compte géré, et dans les cas où vous ne nous avez pas autrement fourni de directives, lorsque nous recevons un avis de votre décès ou incapacité, nous cesserons d'accepter les directives qui nous sont données conformément à la présente convention à l'égard de votre compte, ou dans le cas d'un compte géré, nous cesserons d'acheter des titres dans votre compte (sauf celles données par votre fondé de pouvoir agissant aux termes d'une procuration valide lorsque vous êtes incapable), et nous ne disposerons des titres du compte que lorsque nous aurons reçu des directives d'un représentant de votre succession ou encore d'un autre représentant nommé par un tribunal ou dont l'autorité est autrement reconnue.

Nous pouvons continuer de débiter votre compte à l'égard de l'ensemble des frais, notamment administratifs ou de gestion de portefeuille, ou des commissions applicables qui nous sont payables sans préavis ni demande à vos représentants successoraux.

En ce qui concerne les comptes dont les placements sont fondés sur des modèles de portefeuilles, tels que les comptes Partenaires, sous réserve de toutes directives contraires que vous nous donnez dans votre convention relative au compte géré, en faisant preuve de prudence et en agissant selon ce qui nous paraît être au mieux de vos intérêts, nous continuerons d'investir les sommes de votre compte après avoir reçu un avis de votre décès ou incapacité, jusqu'à ce que nous recevions des directives d'un représentant de votre succession ou d'un autre représentant nommé par un tribunal ou dont l'autorité est autrement reconnue.

Nous continuerons de débiter votre compte à l'égard de l'ensemble des frais, notamment administratifs ou de gestion de portefeuille, ou des commissions applicables qui nous sont payables sans préavis ni demande à vos représentants successoraux.

Nous nous réservons le droit de refuser de suivre des directives données par les représentants susmentionnés tant que

ceux-ci ne nous ont pas remis l'équivalent de lettres d'administration ou d'homologation, un testament notarié ou tout autre document ou toute autre preuve que nous jugeons nécessaire pour attester les autorisations ou la transmission ou qui s'y rapporte.

Vous vous engagez à indemniser Raymond James et le fiduciaire de votre régime enregistré, le cas échéant, les personnes avec lesquelles nous avons des liens et les membres de notre groupe et tous nos administrateurs, dirigeants, dépositaires, membres du personnel, mandataires et ayants cause respectifs et à les tenir quittes et indemnes à l'égard de l'ensemble des pertes, responsabilités, réclamations, demandes, coûts et dépenses (y compris les honoraires juridiques et comptables) découlant de nos actions (sauf, au Québec, une faute intentionnelle ou une négligence) ou inactions après votre décès ou incapacité ou du fait que nous avons suivi les directives que vous avez données de votre vivant, ou encore de votre défaut de respecter les modalités de la présente convention. Cette indemnisation demeure en vigueur après la résiliation de la présente convention et liera vos héritiers, exécuteurs testamentaires, liquidateurs de succession et représentants personnels.

PARTIE II : MODALITÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES TITULAIRES DE COMPTES CONJOINTS SEULEMENT

Les paragraphes suivants contiennent des conditions générales supplémentaires qui s'appliquent à vous si vous avez un compte conjoint avec quelqu'un d'autre. Ils contiennent des renseignements importants sur la manière dont votre compte conjoint fonctionnera et sur les droits de chaque titulaire de compte.

1. Pouvoirs

Les dispositions de la présente Partie II sont des modalités supplémentaires qui s'appliquent aux comptes conjoints détenus auprès de nous et se lisent et s'interprètent conjointement avec tous les autres articles applicables de la présente convention.

En signant notre convention à la fin du formulaire de demande d'ouverture de compte en qualité de titulaire soit en détention conjointe, soit en détention commune (collectivement appelés les « titulaires »), vous nous autorisez à ouvrir un compte conjoint auprès de Raymond James, en vos deux noms.

Chaque titulaire convient solidairement avec Raymond James de ce qui suit :

- a. toutes les opérations pour le compte conjoint sont assujetties aux conditions générales de la présente convention et de chaque autre convention, déclaration ou énoncé d'intention existant entre vous et nous, qui font tous partie des présentes;
- b. chacun de vous en qualité de titulaire, agissant seul (à moins qu'il ne lui soit demandé d'agir conjointement), est par les présentes autorisé et habilité à accomplir l'une quelconque des démarches suivantes à l'égard du compte conjoint, soit à :
 - i. acheter et vendre (y compris vendre à découvert) ou effectuer toute autre opération, par l'entremise de Raymond James en qualité de courtier, des actions, des obligations et d'autres titres et marchandises, sur marge et autrement, même si vous vendez des biens qui ne sont pas dans votre compte conjoint;
 - ii. recevoir de notre part des demandes, des avis d'exécution et autres, des rapports, des relevés de compte et des communications de tout genre;
 - iii. recevoir et aliéner à l'égard du compte conjoint des fonds, des titres et des biens de quelque nature que ce soit sans recours contre nous;
 - iv. signer des conventions se rapportant à l'une quelconque des démarches susmentionnées;
 - v. agir et traiter de manière générale avec nous à l'égard du compte conjoint, aussi pleinement et avec les mêmes pouvoirs que si vous étiez le seul titulaire du compte, sans en donner avis à aucun autre titulaire.

Sans limiter d'aucune manière les pouvoirs qui nous sont conférés par la présente convention, ni nous obliger à prendre des mesures à l'égard de toutes circonstances passées, présentes ou futures, nous sommes autorisés par les présentes à exiger, à notre entière discrétion, une action conjointe de l'ensemble des titulaires du compte conjoint pour toute question concernant le compte conjoint, y compris la passation ou l'annulation d'ordres ou le retrait de fonds, de titres

ou d'autres biens du compte conjoint.

2. Indemnisation

En qualité de titulaires, vous convenez conjointement et solidairement de nous indemniser et de nous tenir quittes et indemnes de l'ensemble des pertes, responsabilités, coûts et frais (y compris les frais juridiques et comptables) découlant des mesures que nous prenons en conformité avec les pouvoirs mentionnés au paragraphe 1 (Pouvoirs).

3. Responsabilité

En qualité de titulaires, vous êtes conjointement et solidairement responsables de l'ensemble des dettes, obligations ou responsabilités survenant à l'égard du compte conjoint.

Dans le but de garantir le paiement de ces dettes, obligations ou engagements, nous détiendrons une sûreté générale sur tous les fonds, titres, crédits, contrats, actions, marchandises ou autres biens vous appartenant, conjointement ou individuellement, qui peuvent à tout moment être en notre possession ou sous notre contrôle, pour quelque fin que ce soit, y compris la garde, que ce soit dans le compte conjoint ou autrement. Cette sûreté s'ajoute à tous les autres droits et recours que nous détenons par ailleurs sans s'y substituer.

4. Décès d'un titulaire

Si un titulaire décède alors que vous détenez un compte conjoint :

- a. les titulaires survivants doivent immédiatement nous faire parvenir un avis par écrit du décès, par livraison à nos bureaux où le compte conjoint est détenu;
- b. jusqu'à ce que nous ayons reçu l'avis écrit du décès, nous pouvons continuer à exécuter les ordres et à effectuer les opérations à l'égard du compte conjoint comme si le titulaire décédé était vivant;
- c. avant ou après la réception de l'avis écrit du décès, nous pouvons exiger les reconnaissances, instructions ou autres documents, ou limiter les opérations dans le compte conjoint, ou encore prendre toutes autres mesures ou entreprendre toutes les autres procédures que nous jugeons nécessaires ou souhaitables pour nous protéger relativement à l'ensemble des impôts, responsabilités, pénalités ou pertes;
- d. la succession du titulaire décédé et chacun des titulaires survivants continueront d'être responsables envers nous conjointement et solidairement, de toute dette, obligation, responsabilité ou perte découlant de l'exécution d'opérations engagées avant que nous ayons reçu l'avis écrit du décès, ou subies à la liquidation du compte ou à la régularisation des intérêts des titulaires survivants;
- e. pour les comptes ouverts au Québec, le Code civil du Québec et les autres lois de la province de Québec s'appliquent.

5. Pour les titulaires d'un compte en détention conjointe avec droit de survie (pour les résidents canadiens, à l'exception du Québec)

Si vous avez indiqué sur votre demande d'ouverture de compte que le compte conjoint est détenu en détention conjointe avec droit de survie et à condition que tout transfert à titre gratuit au compte conjoint ait été effectué dans l'intention de faire un don aux titulaires conjoints, alors, en cas de décès de l'un des titulaires, l'ensemble des droits sur le compte conjoint sera dévolu aux titulaires survivants. Ces droits seront acquis à la fermeture des bureaux le jour du décès (ou le jour ouvrable suivant si la date du décès n'est pas un jour ouvrable). Cette situation ne saurait aucunement libérer la succession du titulaire décédé de ses obligations aux termes de l'alinéa 4d) (Décès d'un titulaire) ci-dessus.

Pour autant que cela soit possible, nous déduisons des droits de la succession du titulaire décédé dans le compte conjoint l'ensemble des impôts, coûts, frais ou autres charges devenant un privilège ou une priorité sur le compte conjoint ou dont le paiement devient exigible du compte conjoint à la suite du décès du titulaire, ou de l'exercice, par sa succession ou son représentant, de tout droit sur le compte conjoint.

6. Pour les titulaires d'un compte en détention commune/conjointe sans droit de survie (pour tous les résidents du Canada)

Si vous avez indiqué sur votre demande d'ouverture de compte que le compte conjoint est en détention commune sans

droit de survie (ce qui est obligatoire pour les comptes conjoints au Québec, où les règles de la copropriété indivise s'appliquent), alors, au moment où nous recevrons l'avis du décès d'un des titulaires, nous diviserons le compte en comptes égaux, le plus justement possible, aux noms du ou des titulaires survivants et de la succession du titulaire défunt.

Chacun des titulaires survivants et de la succession du titulaire défunt demeureront responsables, solidairement, de toute dette au moment de cette division du compte conjoint. En aucun cas, notre responsabilité ne sera engagée envers un titulaire ni un représentant légal d'un titulaire pour avoir accepté des ordres ou des instructions de l'un des titulaires ou du représentant légal d'un des titulaires en ce qui concerne le compte conjoint à moins d'avoir reçu l'avis écrit du décès d'un des titulaires ou de la fermeture du compte conjoint.

Les paragraphes suivants traitent des dispositions supplémentaires s'appliquant à votre compte si nous approuvons votre emprunt de nos fonds et si vous faites des opérations sur marge.

PARTIE III : MODALITÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES COMPTES SUR MARGE

1. Facilité de marge

Les dispositions de la présente Partie III sont des modalités supplémentaires qui s'appliquent aux comptes sur marge chez nous et se lisent et s'interprètent conjointement avec tous les autres articles applicables de la présente convention.

Si vous demandez l'ouverture d'une facilité de marge (crédit) chez nous, nous pouvons, à notre entière discrétion, vous accorder le crédit nécessaire pour emprunter de l'argent de nous, étant entendu que nous pouvons, à tout moment et à l'occasion :

- a. réduire ou annuler toute facilité de marge (crédit) que nous mettons à votre disposition ou refuser de vous accorder toute facilité de marge supplémentaire; ou
- b. exiger de vous que vous fournissiez des biens affectés en garantie (une marge) plus importants que ceux exigés par les autorités de réglementation applicable.

Vous reconnaissez que pour certaines stratégies d'options produisant un crédit, les autorités de réglementation peuvent exiger une marge supplémentaire importante.

Vous devez rembourser rapidement toute somme que vous nous devez à la suite de toute réduction ou annulation de votre facilité de marge.

2. Marge exigée et sûreté

Vous devez maintenir en tout temps la marge (biens affectés en garantie) que nous exigeons à l'occasion dans votre compte et déposer rapidement les sommes d'argent ou les titres supplémentaires à titre de marge (biens affectés en garantie) que nous vous demandons (un appel de marge).

Vous reconnaissez plus particulièrement que la garantie et la sûreté prévues à l'article 11 (Garantie, sûreté continue) s'appliquent à la dette aux termes de votre facilité de marge. Nous pouvons détenir des sûretés grevant tous vos comptes, y compris sur les titres conservés en garde, en garantie de l'exécution de toutes vos dettes ou obligations envers nous, ainsi que pour toute responsabilité éventuelle découlant du fait que vous garantissez les obligations de tiers.

Vous vous engagez à :

- a. nous payer, sur demande de notre part (qu'elle soit verbale ou écrite), toutes les sommes que vous nous devez à l'égard de votre compte;
- b. vous acquitter de toutes vos obligations et à payer intégralement vos dettes envers nous, majorées des intérêts;
- c. conserver la marge que nous exigeons; et

d. vendre rapidement les titres lorsque nous l'exigeons.

Vous reconnaissez que nous pouvons :

- a. refuser d'augmenter la facilité de marge;
- b. réduire ou annuler la facilité de marge;
- c. exiger que vous nous fournissiez une marge (biens affectés en garantie) plus importante que celle requise par les autorités de réglementation applicables;
- d. modifier nos taux de marge en tout temps sans vous en aviser; et
- e. vendre des titres dans votre compte sans avis afin de respecter nos exigences de couverture, quoique nous n'ayons aucune obligation de le faire.

3. Défaut et opérations sur options d'achat ou de vente

Si vous n'honorez pas rapidement les appels de marge, nous pouvons, à notre entière discrétion et sans vous en aviser, prendre toutes les mesures que nous jugeons nécessaires pour nous protéger dans le cadre des opérations sur des options d'achat ou de vente effectuées pour vos comptes.

Nous pouvons, sans restriction, acheter ou vendre à découvert pour vos comptes et à vos risques, ou acheter pour vos comptes et à vos risques des options de vente ou des options d'achat. Vous devez nous rembourser tous les frais que nous avons engagés dans ces circonstances.

4. Intérêts

Vous devez payer à l'égard des emprunts relatifs à vos comptes sur marge détenus chez nous des intérêts au taux en vigueur pour les comptes sur marge avec toutes les augmentations de taux attribuables à l'état du marché monétaire. Vous devez aussi nous payer les frais habituels pour couvrir nos services et facilités de crédit. Nous ne sommes pas tenus de vous aviser d'un changement de ces taux.

5. Risques liés à l'emprunt d'argent aux fins de placement

Les comptes sur marge peuvent comporter des risques considérables et ne conviennent pas à tous. Avant d'ouvrir un compte sur marge, il vous faut comprendre ce qui suit :

- a. vous pouvez perdre plus que l'argent que vous avez investi;
- b. si la valeur de votre compte diminue, vous pourriez devoir y déposer à courte échéance une somme au comptant additionnelle ou des titres supplémentaires (il s'agit d'un appel de marge);
- c. vous pourriez être contraint de vendre une partie ou la totalité de vos titres si la valeur de votre compte devait baisser; et
- d. Raymond James peut vendre une partie ou la totalité de vos titres sans vous en faire part afin de régler un appel de marge.

Vous reconnaissez que l'utilisation de fonds empruntés pour le financement de l'achat de titres entraîne un plus grand risque que l'utilisation de ressources au comptant seulement, y compris si vous effectuez des achats sur marge. Si vous empruntez des fonds pour acheter des titres, votre responsabilité de rembourser le prêt et de payer les intérêts exigés, le cas échéant, demeure intacte, même si la valeur des titres achetés baisse.

Les paragraphes suivants contiennent des conditions générales supplémentaires qui s'appliquent à vous si vous avez un compte à honoraires. Ils contiennent des renseignements importants sur les droits de chaque titulaire de compte et sur la manière dont votre compte à honoraires fonctionnera.

PARTIE IV : MODALITÉS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES COMPTES À HONORAIRES

1. Priorité

Les dispositions de la présente Partie IV sont des modalités supplémentaires qui s'appliquent aux comptes à honoraires chez nous. Elles doivent être interprétées conjointement avec tous les autres articles applicables de la présente convention. En cas d'incompatibilité ou de conflit entre la présente Partie IV et les autres sections de la présente convention (avec ses modifications occasionnelles), la présente Partie IV aura priorité.

2. Services et frais

Vous reconnaissez que les frais de placement et les frais administratifs relatifs à votre compte à honoraires vous sont imposés à l'égard des services complets habituels de courtage et d'exécution, d'administration, de garde, de placement, de conseils et d'établissement de rapports (le « service » ou les « services »). Vous vous engagez à payer les frais de placement et administratifs prévus, ainsi que tous les frais liés à la performance applicables, tels qu'ils sont modifiés de temps à autre. Nous pouvons modifier les frais de temps à autre, mais aucune augmentation n'entrera en vigueur sans que nous ne vous en ayons informé par écrit au moins 60 jours à l'avance.

Les frais de placement sont calculés d'après un taux de pourcentage annuel reposant sur la valeur des actifs dans votre ou vos comptes (établie par Raymond James le dernier jour ouvrable du mois) et facturés mensuellement (ou trimestriellement s'il en a été convenu ainsi). Les frais seront calculés de manière proportionnelle pour les comptes ouverts après le début du mois dans le cas de la facturation mensuelle ou après le début du trimestre (dans le cas de la facturation trimestrielle), à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre vous et nous. Les frais administratifs (le cas échéant) sont facturés conformément à la grille tarifaire des frais administratifs de Raymond James et peuvent comporter des frais minimums pour les services. Tous les frais sont exigibles à terme échu le dernier jour du mois civil, sauf s'il en a été convenu autrement, et sont assujettis à la TPS/TVH/ TVQ.

3. Autorisation de déduction

Vous nous autorisez à effectuer la vente ou la disposition, à notre seule discrétion, de suffisamment de titres de votre ou vos comptes pour payer tous les frais, notamment de placement ou administratifs, qui nous sont dus et à déduire dès qu'ils sont exigibles les frais qui nous sont dus au titre de votre ou de vos comptes. Nous ne porterons pas en réduction de comptes de régimes enregistrés les frais qui nous sont dus à l'égard de comptes non enregistrés.

4. Incidences fiscales

Vous reconnaissez ce qui suit :

- a. la détention d'un compte à honoraires peut donner lieu à des incidences fiscales lors du rééquilibrage des actifs composant les placements de votre compte, des substitutions entre catégories de placements ou des rachats de parts;
- b. un paiement que vous effectuez à l'égard de services et d'autres frais de courtage et frais liés à des opérations pourrait donner lieu à des incidences fiscales différentes de celles découlant d'un paiement qui est effectué à chaque opération pour des services et d'autres frais de courtage et frais liés à des opérations; et
- c. en ce qui a trait à la résiliation de la présente convention, la vente ou le rachat d'actifs, seul ou dans le cadre de l'achat d'actifs d'un type identique ou similaire hors de vos comptes à honoraires, pourrait avoir des incidences fiscales.

5. Fonds communs de placement

Nous veillerons à ce que certaines catégories de parts d'un fonds commun de placement soient disponibles pour votre compte à honoraires, et que l'ensemble des frais d'acquisition, frais de gestion, commissions de suivi, frais d'opérations à court terme ou autres particularités du fonds commun de placement, ainsi que tous les achats, rachats et substitutions effectués à partir ou à destination du fonds commun de placement soient exécutés conformément aux modalités énoncées dans le prospectus du fonds commun de placement.

- a. Vous reconnaissez qu'un fonds commun de placement peut exiger l'échange de certaines catégories de parts contre une autre catégorie si vous transférez l'actif de votre compte à honoraires dans un compte traditionnel à commission dans lequel une certaine catégorie de parts de fonds commun de placement ne peut être détenue,

ou si notre entente de convention de placement avec le fonds commun de placement se termine pour une raison quelconque. Vous nous autorisez par les présentes à prendre en votre nom toute mesure susceptible d'être imposée à un porteur de parts pour effectuer la substitution des catégories de parts d'un fonds commun de placement si celui-ci l'exige.

- b. Des frais s'appliquent aux parts de fonds communs de placement sans frais d'acquisition et à certaines catégories de ces fonds. Vous reconnaissez que nous pouvons recevoir des commissions de suivi d'un fonds commun de placement lorsque des parts de ce fonds sont détenues dans votre compte à honoraires. Ces commissions s'ajoutent aux frais demandés à l'égard de nos services. Toutes les parts de fonds admissibles qui sont acquises dans le cadre de programmes de réinvestissement automatique après l'ouverture de votre compte à honoraires seront assujetties à des frais. Raymond James se réserve le droit d'imposer des frais à l'égard de ces positions en espèces ou quasi-espèces, des parts de fonds communs de placement autres que de catégorie F et des parts de fonds communs de placement qui ne sont pas sans frais d'acquisition dans certains cas. Cependant, Raymond James n'imposera pas de tels frais tout en touchant simultanément des frais et des commissions de suivi sur les fonds communs de placement autres que de catégorie F.

COMPTES NON DISCRÉTIONNAIRES À HONORAIRES (P. EX., VIRIDIAN)

6. Services et opérations excessives

Vous acceptez que les comptes non discrétionnaires (comme les comptes Viridian) ne doivent pas servir à effectuer de la spéculation à très court terme ni des opérations excessives, y compris, notamment, la négociation excessive d'options ou de fonds communs de placement en vue d'une synchronisation avec le marché (collectivement, des « opérations excessives »).

Si nous établissons, à notre entière discrétion, que des opérations excessives sont effectuées dans un compte non discrétionnaire, des restrictions pourraient alors être imposées sur ces opérations excessives, des commissions pourraient être imposées sur ces opérations ou nous pourrions fermer votre compte. Nous n'assumons aucune responsabilité à l'égard des pertes découlant des opérations excessives ni des restrictions sur les comptes ou de leur fermeture.

COMPTES GÉRÉS DISCRÉTIONNAIRES À HONORAIRES

7. Autorité discrétionnaire

Vous nous donnez tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour prendre en votre nom toutes les mesures que nous jugeons appropriées, à notre discrétion, pour l'exploitation de votre compte géré discrétionnaire. Nous continuerons de procéder ainsi jusqu'à ce que vous résilie la présente convention au moyen d'un avis écrit. Nous prendrons toutes les décisions de placement, nous apporterons toutes les modifications au portefeuille, et vous serez lié par toutes les décisions de placement que nous prenons. Nous ne sommes pas tenus d'exécuter un ordre ni de suivre une directive de votre part si nous décidons, à notre entière discrétion, que cela n'est pas approprié ou ne convient pas à vos objectifs de placement.

Lorsque nous exerçons notre autorité discrétionnaire, nous pouvons, sans y être tenus, notamment :

- a. investir, réinvestir ou détenir les fonds dans votre compte sous forme de titres, d'espèces ou de quasi-espèces;
- b. acheter, vendre ou exercer des droits et des bons de souscription, souscrire des titres, exercer des privilèges de conversion, de rachat, de prolongation et de rachat au gré du porteur et exercer tous les droits et pouvoirs associés aux émetteurs dont les titres sont détenus dans votre compte;
- c. consentir ou refuser de consentir à toute restructuration ou opération similaire à l'égard d'un émetteur dont les titres sont détenus dans votre compte;
- d. voter ou nous abstenir de voter à l'égard des titres dans votre compte de quelque façon que nous jugeons appropriée;
- e. confier à des tiers le soin de voter ou de participer au processus de vote à l'égard des titres détenus dans votre compte de quelque façon qu'ils jugent appropriée et nous abstenir de vous poster tout prospectus, circulaire de sollicitation de procurations, notice annuelle, note d'information ou autre document similaire concernant les émetteurs dont les titres sont achetés pour votre compte, sauf si vous demandez par écrit de recevoir ces documents ou si nous sommes tenus par la loi de vous les faire parvenir;

-
- f. donner des directives et des instructions aux dépositaires et à des tiers lorsque nous le jugeons nécessaire ou souhaitable, ce qui signifie aussi donner des directives quant au règlement et, sauf directives contrares de votre part, confier à Raymond James le soin d'agir en qualité de courtier pour l'exécution d'opérations sur titres;
 - g. prendre n'importe laquelle des mesures suivantes relativement à un recours collectif concernant des titres qui sont ou étaient détenus, ou des émetteurs dont les titres sont ou étaient détenus, dans votre compte (le « recours collectif »), mesures auxquelles vous consentez lorsque vous concluez la présente convention :
 - i. réclamer tout produit tiré du règlement du recours collectif pour votre compte;
 - ii. libérer une défenderesse d'une réclamation de votre part à l'égard du recours collectif;
 - iii. déduire de votre compte des dépenses engagées dans le cadre du recours collectif;
 - iv. décider à notre absolue discrétion de ne pas exercer le recours collectif; et
 - v. communiquer vos renseignements personnels à l'administrateur des réclamations dans le cadre du recours collectif conformément à notre politique sur la protection des renseignements personnels.
 - h. prendre n'importe laquelle des mesures suivantes relativement à votre compte, mesures auxquelles vous consentez lorsque vous concluez la présente convention :
 - i. effectuer des opérations sur titres avec un émetteur lié, ou encore un émetteur pour lequel nous, nos filiales et les membres de notre groupe, ainsi que nos associés, administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires et ceux de nos filiales et des membres de notre groupe (chacun, une personne responsable) agissons en qualité d'administrateur ou de dirigeant;
 - ii. effectuer des opérations sur titres avec un émetteur dans lequel une personne responsable détient une participation directe ou indirecte ou pour lequel nous avons agi à titre de placeur pour compte ou de preneur ferme;
 - iii. acheter ou vendre des titres d'une personne responsable ou d'une personne ayant des liens avec celle-ci ou des titres de son compte;
 - iv. acheter des titres en vertu d'une dispense de prospectus en qualité de gestionnaire de portefeuille chargé de prendre des décisions de placement à l'égard d'un compte géré discrétionnaire;
 - v. v) refuser d'acquiescer, à notre entière discrétion, à toute demande de votre part concernant la vente de titres particuliers détenus dans votre compte, ou encore une modification de la répartition des actifs dans votre compte.

8. Renseignements administratifs relatifs au compte

- a. Exécution d'opérations : Vous reconnaissez et acceptez que les opérations sur les titres de votre compte seront généralement exécutées par nous, mais que l'exécution de celles-ci pourra également être confiée à d'autres courtiers en placement.
- b. Prospectus, procurations, droits de vote, etc. : vous concevez que nous ne vous fournirons pas de prospectus, de circulaire de sollicitation de procurations, de notice annuelle, de note d'information ni quelque autre document de nature semblable concernant les émetteurs des titres acquis pour votre compte, sauf dans la mesure exigée par la loi.
- c. Autres documents : Vous acceptez de nous fournir tous les autres documents que nous pouvons raisonnablement exiger dans le cadre de notre prestation de services de gestion de placements aux termes de la présente convention.

9. Garde

Vous reconnaissez qu'à moins que vous nous donniez d'autres instructions spécifiques par écrit, nous ou notre prête-nom détiendrons, à titre de dépositaire, tous les certificats d'actions et autres titres ou preuves de propriété de titres acquis pour votre compte. Si vous avez désigné une autre institution financière que nous pour agir en tant que dépositaire des actifs de votre ou vos comptes gérés, vous prenez les engagements suivants et acceptez ce qui suit :

- a. conserver tous les titres confiés à ce dépositaire sous une forme négociable (pour nous permettre d'effectuer sans retard le règlement de toutes les opérations effectuées pour votre compte);

-
- b. ne pas retirer vos actifs ni donner d'autres instructions à ce dépositaire sans au préalable nous en avoir avisés et obtenu notre consentement;
 - c. nous n'aurons aucune responsabilité envers vous en ce qui a trait à la garde de vos actifs; et
 - d. aviser tout autre dépositaire dont vous avez retenu les services qu'il doit prendre ses directives de nous concernant les opérations exécutées en votre nom, et nous faire parvenir une copie de l'avis à cet égard.

10. Degré de soin

Lorsque nous rendons des services de gestion de placements discrétionnaires à l'égard de vos comptes ou si nous choisissons de confier à des gestionnaires de portefeuille externes, dont nous sommes responsables, le soin de fournir les mandats fondés sur des modèles de portefeuilles, nous exercerons la diligence et la compétence qu'un gestionnaire de placement raisonnablement prudent exercerait lorsqu'il effectue des opérations concernant les biens d'une autre personne dans des circonstances semblables et dans une conjoncture de marché semblable. Nous sommes responsables de toute perte découlant du fait qu'un gestionnaire de placement n'a pas fait preuve de ce degré de soin ou n'a pas exercé ses pouvoirs et accompli ses devoirs honnêtement, de bonne foi et au meilleur de vos intérêts et de nos intérêts.

11. Caractère équitable de la répartition des opérations

Vous concevez que Raymond James, dans le cadre de ses activités, gère d'autres comptes et exerce d'autres activités de négociation de titres en son propre nom, ce qui est également le cas des gestionnaires de placement du programme Partenaires. En outre, vous acceptez que nous puissions recevoir d'autres personnes des frais et des commissions de souscription ou de consultation à l'égard des titres achetés pour votre compte géré.

Dans le cadre de la répartition des occasions de placement, nous tentons de répartir les titres achetés et vendus entre les comptes gérés de nos clients en fonction de la convenance du placement pour chaque compte. Pour établir la convenance d'un placement pour votre compte, nous tenons compte de votre situation et de vos besoins par rapport à tout énoncé de politique de placement, au questionnaire sur la tolérance au risque ou à tout autre document comparable que vous avez préparé. Nous comptons offrir, tant à vous qu'à nos autres clients, un traitement juste et raisonnable tenant compte de la nature de l'opération, des coûts qu'elle comporte, ainsi que des objectifs de placement respectifs et de l'ampleur et de la position des placements de chacun au moment où s'opère la répartition.

Lorsque des ordres à l'égard de plus d'un compte géré sont donnés en tant qu'ordre groupé, et lorsque les opérations sont exécutées selon des prix identiques ou différents, nous appliquerons des efforts raisonnables pour nous assurer que votre compte bénéficie du même prix d'exécution que les comptes gérés appartenant à nos autres clients. Cela pourrait comporter le calcul d'un prix d'exécution moyen pondéré et l'application de ce prix à tous les comptes faisant partie de l'ordre groupé.

Lorsque des ordres à l'égard de plus d'un compte géré sont donnés en tant qu'ordre groupé et que moins de la totalité de l'ordre est exécutée en tant qu'ordre en bloc, nous appliquerons des efforts raisonnables pour répartir proportionnellement les titres en fonction de l'ampleur des ordres. Nous pouvons aussi tenir compte de la proportion que représente un titre dans un portefeuille, de la pondération d'un secteur ou d'un type de titre dans un portefeuille ou des liquidités contenues dans un portefeuille.

Tous les ordres, ainsi que l'ensemble des modifications ou des révocations d'ordres, doivent être constatés sous forme électronique ou par écrit et être horodatés. Nous appliquerons des efforts raisonnables pour que les ordres soient traités selon la méthode du premier entré, premier sorti, sous réserve de la conjoncture du marché et des procédures des bourses.

12. Confirmations de transactions

Nous ne vous fournirons pas de confirmation de transaction à l'égard des transactions effectuées dans votre compte, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par écrit.

13. Objectifs de placement pour les comptes gérés

Votre convention relative aux comptes gérés contiendra un questionnaire sur la tolérance au risque, un énoncé des objectifs de placement et(ou) un énoncé de politique de placement (les « objectifs de placement »). Ces objectifs de

placement renferment les objectifs, les renseignements sur la tolérance au risque et les lignes directrices pour les placements dans votre portefeuille, que nous établirons avec vous une fois tous les renseignements recueillis.

Vous reconnaissez que nous nous fions à vos objectifs de placement, sans autre investigation, lorsque nous effectuons des opérations sur titres à l'égard de votre compte. Nous ferons des investissements à l'égard de votre compte géré conformément aux objectifs de placement et au formulaire de demande d'ouverture de compte-client Raymond James que vous avez rempli. En raison des restrictions que vous précisez dans les objectifs de placement quant à l'investissement des actifs de votre compte géré, il se pourrait que nous prenions, ou, le cas échéant, qu'un gestionnaire de placement prenne, des décisions de placement différentes de celles que nous aurions autrement prises pour vous. Vous confirmez que les objectifs de placement et les renseignements contenus dans le formulaire de demande d'ouverture de compte-client Raymond James que vous avez rempli, y compris toutes les mises à jour, sont complets et exacts. Nous n'assumons aucune responsabilité au titre des pertes découlant d'erreurs ou d'omissions de votre part.

Vous pouvez modifier en tout temps vos objectifs de placement en nous faisant parvenir un avis écrit à cet égard. Vous devez nous aviser rapidement par écrit s'il se produit des changements quant à vos objectifs de placement, à votre situation financière ou personnelle ou à toute autre question susceptible d'avoir une incidence sur le caractère approprié de ces renseignements ou de nos démarches pour effectuer des placements à l'égard de votre compte géré.

14. Gestionnaires de placement

Les comptes gérés Partenaires ont recours à des gestionnaires de placement internes ou externes, notamment des gestionnaires de portefeuille au Canada, aux États-Unis ou ailleurs (désignés individuellement, un « gestionnaire de placement »). Certains de ces gestionnaires de placement sont des membres du groupe Raymond James. Les gestionnaires de placement s'occupent du choix des titres et de la répartition des actifs, et nous fournissent des mandats fondés sur des modèles de portefeuilles. Nous recommandons, et vous choisissez, un mandat fondé sur des modèles de portefeuilles offerts par un gestionnaire de placement en fonction des objectifs de placement que vous nous avez fournis. L'expression « mandat fondé sur un modèle de portefeuille » s'entend, dans notre documentation relative aux comptes-clients, des objectifs, stratégies et limites en fonction desquels les fonds devraient être investis dans le cadre de la politique de placement mise au point par le gestionnaire de placement offrant le mandat fondé sur des modèles de portefeuilles.

Nous engageons notre responsabilité lorsqu'un gestionnaire de placement ne respecte pas ses obligations prévues à la rubrique « Degré de soin ». En cas de modification des mandats fondés sur des modèles de portefeuilles retenus par le gestionnaire de placement, nous vous exposerons la situation avant de choisir de nouveaux mandats fondés sur des modèles de portefeuilles.

PARTIE V : MODALITÉS GÉNÉRALES POUR TOUS LES COMPTES

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet des rapports entre votre conseiller et nous-mêmes et les membres de notre groupe.

1. Qualité de mandataire du conseiller

Votre conseiller peut être un membre du personnel ou un mandataire de Raymond James. Dans l'un ou l'autre cas, nous serons irrévocablement responsables envers vous des actes ou omissions de votre conseiller se rapportant à votre compte auprès de Raymond James comme si votre conseiller était un membre du personnel de Raymond James. En continuant de traiter avec nous, vous acceptez notre offre d'indemnité.

2. Activité ne portant pas sur des titres

Dans le cours normal des affaires avec votre conseiller, celui-ci peut offrir des conseils de planification financière ou d'autres services concernant les actions, les obligations, les parts de fonds communs de placement et d'autres titres. Votre conseiller peut aussi donner des conseils et fournir des services concernant des comptes d'épargne à intérêts élevés et d'autres produits fournis par d'autres institutions financières. Ces activités et ces produits sont offerts à travers

Raymond James. Certaines activités non liées à des titres, comme les assurances et la préparation de déclarations de revenus, peuvent être menées par votre conseiller soit par l'entremise de Planification financière Raymond James Ltée (PFRJ), notre filiale d'assurance, soit par un tiers sans lien de dépendance.

Votre conseiller peut aussi être inscrit pour vendre des produits d'assurance et donner des conseils sur ces produits. Si ce n'est pas le cas, il peut vous recommander à un conseiller en sécurité financière de PFRJ. À ce titre, il est alors mandataire ou membre du personnel de deux entités séparées ou représente deux entités séparées. Selon les produits que vous achetez, vous devez savoir que vous pourriez traiter avec deux entités distinctes et que la rémunération touchée par votre conseiller peut varier. Raymond James communiquera vos renseignements personnels à PFRJ, avec votre consentement. Tous les fonds ou tous les titres se rapportant à vos opérations sur valeurs mobilières seront détenus par Raymond James, et tous les fonds et tous les titres se rapportant à l'assurance ou à des produits liés à l'assurance (p. ex., fonds distincts) seront soit détenus par Raymond James, soit remis aux sociétés d'assurance ou à un dépositaire tiers.

PFRJ est une filiale de Raymond James, mais n'est pas un membre du Fonds canadien de protection des épargnants. Toute activité non liée à des valeurs mobilières exercée par votre conseiller à l'extérieur de Raymond James ou de PFRJ relève de la responsabilité de votre conseiller uniquement, sans que nous ni PFRJ n'engagions de responsabilité envers vous.

Les paragraphes suivants contiennent des renseignements au sujet des risques liés à l'octroi d'une autorisation d'effectuer des opérations visant un régime enregistré et à la détention de titres « hors compte ».

3. Autorisation d'effectuer des opérations pour les comptes de régime enregistré

Vous reconnaissez que des impôts peuvent être exigibles à la suite d'opérations concernant des actifs que vous détenez dans un régime enregistré (notamment des retraits). Si vous nommez une personne pour négocier en votre nom, ou l'autorisez à négocier en votre nom, vous serez responsable de tous les impôts, intérêts ou pénalités exigibles à la suite de toute opération qui a été autorisée par cette personne. Toutes les instructions données par cette personne seront assujetties aux modalités du régime enregistré, y compris celles concernant les transferts ou les restrictions relatives aux retraits. Tout retrait de fonds de votre compte de régime enregistré sera payable à vous en qualité de rentier du régime enregistré.

En plus de toute autre indemnité que vous pourriez donner au fiduciaire du régime, vous vous engagez à indemniser le fiduciaire et Raymond James ainsi que les personnes avec lesquelles nous avons des liens et les membres de leur groupe et tous nos administrateurs, dirigeants, dépositaires, membres du personnel, mandataires et ayants cause respectifs et à les tenir quittes et indemnes relativement à toute réclamation, demande, action, poursuite ou autre procédure et à l'égard de l'ensemble des pertes, coûts, dommages, frais, impôts, taxes, intérêts, pénalités et autres responsabilités quelles qu'elles soient (y compris, notamment les honoraires et frais juridiques) découlant directement ou indirectement de toute action accomplie conformément à toute procuration ou à toute autorisation d'effectuer des opérations régissant votre compte de régime enregistré.

La présente indemnisation restera en vigueur après la cessation du régime enregistré, le retrait ou le transfert de tous les actifs que vous détenez dans le régime enregistré, la démission du fiduciaire ou la révocation des fonctions de fiduciaire du régime enregistré par le fiduciaire ou le retrait de toute autorisation accordée aux termes d'une procuration ou le retrait de toute autorisation d'effectuer des opérations régissant votre compte de régime enregistré. Cette indemnité vous sera opposable à vous ainsi qu'à vos héritiers et ayants cause.

4. Couverture par le Fonds canadien de protection des épargnants

Lorsque des titres sont détenus en compte, ils sont admissibles à la couverture par le Fonds canadien de protection des épargnants. Dans la plupart des cas, nos clients détiennent leurs titres en compte. Si vous détenez des titres en compte, ils paraîtront sur vos relevés de compte comme détenus dans votre compte et pour vous au nom de Raymond James.

Les clients peuvent à l'occasion détenir certains titres hors-livres, ce qui signifie que les titres ne paraissent pas comme détenus dans un compte Raymond James. Ils sont plutôt détenus dans un compte auprès d'un tiers (p. ex., des parts de

fonds commun de placement détenues par une société de fonds communs de placement, des certificats de placement garanti, des comptes d'épargne ou des produits détenus par une banque ou une société de fiducie) au nom du client.

Vous reconnaissez que les titres hors-livres ne sont pas détenus dans un compte Raymond James et ne sont pas couverts par le Fonds canadien de protection des épargnants.

Les paragraphes suivants contiennent les conditions générales de la présente convention concernant notamment la façon dont celle-ci sera interprétée, le moment où elle entre en vigueur et comment elle peut être modifiée.

5. Titres de rubrique

Les titres de rubrique utilisés dans la présente convention n'ont pour but que d'en faciliter la lecture et n'ont aucune incidence sur l'interprétation de ses dispositions.

6. Application

La présente convention vous lie et s'applique à votre avantage et elle lie vos héritiers, liquidateurs de succession, administrateurs judiciaires, successeurs, mandataires et toute partie à laquelle cette convention a été dûment cédée, et s'applique à l'avantage de ceux-ci. La présente convention demeurera en vigueur avec plein effet advenant votre décès, votre faillite ou votre incapacité mentale. La présente convention est une convention et un consentement permanents s'appliquant à toutes vos opérations passées, actuelles et futures. Elle remplace toutes les conventions antérieures si elles contiennent des modalités ou des dispositions incompatibles avec celles contenues dans la présente convention.

7. Durée de la convention

La présente convention demeurera en vigueur jusqu'à ce que nous vous fassions parvenir un avis contraire par écrit.

Vous pouvez résilier la présente convention à l'égard de tous les comptes, sauf les comptes gérés, en nous faisant parvenir un avis de résiliation écrit au moins 10 jours à l'avance.

En ce qui a trait aux comptes gérés, la résiliation de la convention prendra effet lors de la réception de votre demande écrite de résiliation (sauf en ce qui a trait aux opérations conclues avant la réception). Lorsque nous vous faisons parvenir un avis de résiliation, celle-ci prendra effet 30 jours après la date de la remise de cet avis.

Dès la réception de votre avis de résiliation :

- a. vous demeurerez responsable de toutes les opérations que nous avons conclues à l'égard de votre compte avant de recevoir votre avis de résiliation;
- b. tous les frais non facturés, ainsi que toute autre obligation que vous avez envers nous au titre d'un ou de plusieurs comptes à honoraires comportant une facturation, y compris l'ensemble des frais accumulés de façon proportionnelle entre la dernière date de facturation et la date de résiliation, seront dus et payables par vous;
- c. si la résiliation ne s'applique qu'à un ou plusieurs comptes en particulier, la présente convention demeurera en vigueur à l'égard de tout autre compte qui demeure ouvert; et
- d. la présente convention ne prend pas fin automatiquement, en totalité ou en partie, lors de votre décès ou si vous êtes frappé d'invalidité ou d'incompétence.

8. Modifications

Nous pouvons modifier la présente convention à tout moment en vous donnant un préavis écrit de 60 jours, que ce soit par la poste, par courriel, par affichage sur notre site Web pour les clients ou au moyen d'un autre service de transmission électronique. Sauf si vous nous faites parvenir un avis écrit contraire avant que la modification ne prenne effet, nous considérerons la modification comme ayant été automatiquement acceptée par vous. La version la plus récente de la présente Convention de compte-client — Conditions générales peut être consultée à l'adresse www.raymondjames.ca/bienvenue/. Si une modification est effectuée conformément aux dispositions de modification réputée de l'article 2 (Lois s'appliquant à la présente convention) de la présente convention, nous ne sommes pas tenus de vous en aviser.

9. Convention d'utilisation du site Web

Si vous utilisez nos sites Web, la convention d'utilisation du site Web affichée sur notre site Web fait partie de la présente convention et vous vous engagez à en respecter les modalités, telles que modifiées à l'occasion, et vous consentez à être lié par celles-ci.

10. Exemple de client et entrée en vigueur

Vous accusez réception d'un exemplaire de la présente convention. La présente convention est assujettie à notre approbation de votre demande d'ouverture de compte et à l'ouverture de votre compte. Elle entrera en vigueur et sera opposable à partir du moment où nous agissons une première fois sur vos instructions.

11. Intermédiaire qualifié

Vous reconnaissez que nous avons conclu une convention de retenue à la source d'intermédiaire qualifié (Qualified Intermediary) avec l'Internal Revenue Service des États-Unis pour bénéficier des règles de retenue et de déclaration simplifiées et, à ce titre, nous avons des responsabilités de retenue au nom des États-Unis. Vous reconnaissez que nous pouvons, dans la mesure où nous sommes tenus de le faire en qualité d'intermédiaire qualifié ou en vertu de toute loi, règle et réglementation ou ordonnance d'une autorité gouvernementale américaine, retenir toute somme sur les paiements de toute source américaine à destination ou en provenance de vos comptes et de produire les déclarations exigées. Si nous effectuons une retenue, tel qu'il est indiqué ci-dessus, nous vous fournirons les déclarations relatives à toute déduction ou remise ou à tout décaissement de cette nature.

12. Cession

Vous ne pouvez céder la présente convention à une autre partie sans obtenir notre consentement écrit. Si nous fusionnons ou nous regroupons avec une ou plusieurs autres entreprises, ou si une autre entreprise acquiert nos activités de courtage de détail, la nouvelle société prendra en charge les droits et devoirs qui nous incombent aux termes de la présente convention.

13. Délais de rigueur

Il est important que nous exécutions nos obligations et que vous exécutiez les vôtres dans les délais prescrits aux termes de la présente convention.

14. Dissociabilité

Si une disposition de la présente convention est jugée invalide ou inopposable en tout ou en partie, la validité de toutes les autres dispositions (et le cas échéant, le reste de la disposition en question) demeure intacte.

15. Force majeure

Malgré toute autre modalité de la présente convention, ni vous ni nous ne serons tenus d'exécuter les obligations qui nous incombent respectivement aux termes de la présente convention (sauf les obligations d'effectuer les paiements aux termes des présentes et les obligations réglementaires) dans les cas où survient un empêchement découlant de circonstances indépendantes de notre volonté ou de la vôtre.

16. Absence de renonciation

Aucune action que nous, les membres de notre personnel ou nos mandataires accomplissons ou omettons d'accomplir relativement à un droit, un recours ou un pouvoir mis à notre portée aux termes de la présente convention ou autrement n'entraînera une renonciation à l'un quelconque de nos droits, recours ou pouvoirs ni leur modification. Pour qu'une renonciation prenne effet et soit opposable à notre égard, elle doit être faite par écrit et signée par deux signataires autorisés de Raymond James.

17. Collaboration et autres mesures

Vous vous engagez, tout comme nous, à faire toute chose, ainsi qu'à signer et à livrer tous documents, suivant ce qui est nécessaire ou souhaitable pour donner effet aux dispositions de la présente convention.

18. Signatures électroniques

Vous nous autorisez à accepter des conventions, des formulaires, des reconnaissances ou des directives qui nous semblent, à notre entière discrétion, avoir été signés par vous à l'aide de votre signature électronique ou numérique, ainsi qu'à agir sur la foi de ceux-ci. Ces conventions, formulaires, reconnaissances ou directives vous lient et vous en assumez la responsabilité au même titre que si vous les aviez signés et nous les aviez remis en mains propres, par écrit.

Nous ne sommes pas tenus de vérifier toute signature électronique ou numérique que vous nous avez soumise relativement à votre compte. Vous vous engagez à nous aviser rapidement si vous soupçonnez ou constatez que votre signature électronique ou numérique a été compromise ou utilisée d'une façon que vous n'avez pas autorisée. Vous reconnaissez que nous pouvons refuser les conventions, formulaires, reconnaissances ou directives comportant une signature électronique ou numérique qui n'est pas conforme aux lois applicables ou à nos normes, et refuser d'agir sur la foi de ceux-ci.

19. Entente intégrale

Vous nous déclarez que vous avez l'autorité nécessaire pour conclure la présente convention et que les modalités de cette convention ne violent aucune autre obligation que vous pourriez avoir. La présente convention, ainsi que toutes les demandes d'ouverture de compte que vous nous avez remises et les formulaires de communication de renseignements sur le client et contrats supplémentaires relatifs à des comptes que vous nous avez fournis, constitue l'entente intégrale intervenue entre nous.

Explication aux clients du formulaire de réponse du client pour la communication avec les actionnaires (Règlement 54-101)

(Explication aux clients de la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti canadien)

Selon vos instructions, les titres détenus dans votre compte auprès de notre établissement ne sont pas inscrits à votre nom, mais plutôt à notre nom ou à celui d'une autre personne ou société détenant vos titres pour notre compte. Les émetteurs des titres détenus dans votre compte peuvent ne pas connaître l'identité du propriétaire véritable de ces titres.

En vertu des lois sur les valeurs mobilières, nous sommes tenus d'obtenir vos instructions pour diverses questions ayant trait aux titres détenus dans votre compte.

Communication de renseignements sur la propriété véritable

Les lois sur les valeurs mobilières permettent à l'émetteur assujéti, ainsi qu'à d'autres personnes et sociétés, d'envoyer des documents relatifs aux affaires internes de l'émetteur assujéti directement aux propriétaires véritables de ses titres s'ils ne s'opposent pas à la communication de renseignements les concernant à l'émetteur assujéti ou à d'autres personnes et sociétés.

La partie 1 du formulaire de réponse du client vous permet de nous indiquer si vous vous OPPOSEZ à ce que nous communiquions les renseignements sur la propriété véritable, c'est-à-dire votre nom, votre adresse postale, votre adresse électronique, les titres que vous détenez et votre choix de langue de communication. La législation en valeurs mobilières limite l'utilisation des renseignements sur la propriété véritable aux questions touchant les affaires internes de l'émetteur assujéti.

Si vous ne vous OPPOSEZ PAS à la communication de ces renseignements, veuillez cocher la première case, dans la partie 1 du formulaire. Vous n'aurez aucuns frais à payer pour recevoir les documents pour les porteurs de titres.

Si vous vous OPPOSEZ à la communication de ces renseignements, veuillez cocher la deuxième case dans la partie 1 du formulaire. Si vous cochez cette case, tous les documents que vous recevrez en tant que propriétaire véritable des titres vous seront envoyés par nous.

Réception de documents pour les porteurs de titres

Concernant les titres que vous détenez dans votre compte, vous avez le droit de recevoir des documents liés aux procurations envoyés par l'émetteur assujéti aux porteurs inscrits de ses titres en vue des assemblées, ce qui vous permet notamment de recevoir les renseignements nécessaires pour faire exercer le droit de vote afférent à vos titres conformément à vos instructions lors de ces assemblées.

En outre, les émetteurs assujétis peuvent envoyer aux propriétaires véritables d'autres documents pour les porteurs de titres, bien qu'ils ne soient pas obligés de le faire. Les lois sur les valeurs mobilières vous permettent de refuser de recevoir les documents pour les porteurs de titres, soit les trois types de documents suivants :

- a. les documents liés aux procurations, y compris les rapports annuels et les états financiers, qui sont envoyés en vue d'une assemblée de porteurs de titres;
- b. les rapports annuels et les états financiers qui ne font pas partie des documents liés aux procurations;
- c. les documents que l'émetteur assujéti ou toute autre personne ou société envoie aux porteurs de titres et dont le droit des sociétés ou les lois sur les valeurs mobilières n'exigent pas l'envoi aux porteurs inscrits.

La partie 2 du formulaire de réponse du client vous permet de recevoir tous les documents envoyés aux propriétaires véritables ou de ne pas recevoir les trois types de documents susmentionnés. Si vous souhaitez recevoir TOUS les documents qui sont envoyés aux propriétaires véritables des titres, veuillez cocher la première case dans la partie 2 du formulaire de réponse du client ci-jointe. Si vous NE SOUHAITEZ PAS recevoir les trois types de documents susmentionnés, veuillez cocher la deuxième case dans la partie 2 du formulaire.

(Nota : Même si vous ne souhaitez pas recevoir les trois types de documents susmentionnés, l'émetteur assujéti ou une autre personne ou société a le droit de vous les faire parvenir, à ses frais. Ces documents vous seront transmis par le truchement de votre intermédiaire si vous ne souhaitez pas que les renseignements sur la propriété véritable vous concernant soient communiqués aux émetteurs assujétis.)

Choix de langue de communication

La partie 3 du formulaire de réponse du client vous permet de nous indiquer votre choix de langue de communication (français ou anglais). Vous recevrez les documents dans la langue de votre choix si les documents sont offerts dans cette langue.

Transmission électronique des documents

Les lois sur les valeurs mobilières nous autorisent à transmettre certains documents par voie électronique si le destinataire y consent. Si vous souhaitez recevoir les documents disponibles par voie électronique, veuillez remplir la partie 4 du formulaire de Communication avec les actionnaires 54-101 et indiquer l'adresse de courriel requise.

Responsable

Si vous avez des questions ou si vous voulez changer vos instructions à l'avenir, veuillez communiquer avec votre conseiller ou avec Raymond James Ltée.

Pièce jointe A – Document d'information sur les risques

Le présent document d'information sur les risques ne présente pas la totalité des risques et des autres considérations importantes relatives à la négociation de dérivés. Compte tenu de l'éventail des risques connexes, vous ne devriez entreprendre une telle négociation que si vous comprenez la nature des contrats, les relations contractuelles auxquelles vous prenez part et l'étendue des risques auxquels vous vous exposez.

La négociation de dérivés ne convient pas à tous et elle comporte souvent un niveau élevé de risque. Il convient de faire preuve de prudence dans la négociation de dérivés, et vous devriez évaluer attentivement si ce type de négociation vous convient, en tenant compte de votre situation personnelle et financière, de vos besoins et objectifs en matière de placement, de vos connaissances en placement, de votre profil de risque, de votre horizon de placement et d'autres circonstances pertinentes. Avant de négocier des dérivés, vous devriez consulter vos propres conseillers en matière de questions commerciales, juridiques, fiscales ou relatives à vos comptes.

Vous pourriez perdre davantage que le montant de votre dépôt

Une caractéristique de nombreux dérivés est que vous êtes uniquement tenu de déposer des fonds qui correspondent à une partie de vos obligations totales éventuelles, mais que vos profits ou pertes sont fonction des variations de la valeur totale du dérivé. En raison de ce levier inhérent, les pertes subies peuvent être nettement supérieures au montant des fonds déposés. Un mouvement du marché relativement faible aura une incidence proportionnellement plus importante sur les fonds que vous avez déposés ou devrez déposer. Votre courtier peut vous demander de déposer des fonds supplémentaires à bref délai pour maintenir votre position si la valeur du dérivé change. Si vous négligez de déposer ces fonds, votre courtier peut liquider votre position à perte sans préavis et vous serez responsable du déficit qui pourrait en résulter dans votre compte.

L'utilisation de fonds empruntés comporte davantage de risques

Quiconque utilise des fonds empruntés pour financer une opération sur dérivés court un risque plus grand que s'il réglait l'acquisition au moyen de ses propres fonds. Quiconque emprunte des fonds s'oblige à rembourser l'emprunt selon les modalités de celui-ci, intérêts compris, même si la valeur du dérivé diminue.

Dépôts de fonds ou de biens

Vous devriez vous familiariser avec les mécanismes de protection dont vous disposez à l'égard de fonds ou de biens déposés en vue d'opérations au pays ou à l'étranger, en particulier en cas d'insolvabilité ou de faillite de la société. La quantité de fonds ou de biens que vous pourriez recouvrer dépendra de la loi applicable ou des règles locales.

Commissions et autres charges

Avant d'entreprendre toute activité de négociation, vous devriez obtenir des explications claires au sujet des commissions, des frais et des autres charges que vous devrez payer. Ces charges influenceront sur votre profit net (s'il en est) ou augmenteront votre perte.

Fluctuations du prix ou de la valeur

La volatilité des marchés peut avoir des effets défavorables sur le prix ou la valeur des dérivés, de sorte que les périodes de volatilité peuvent accroître considérablement le risque auquel vous êtes exposé. Il existe un éventail de facteurs et de situations sur les marchés qui peuvent avoir des effets directs ou indirects sur les dérivés, comme l'offre et la demande, les taux d'intérêt, les taux de change, les indices, le prix des marchandises, le cours des actions, la perception des investisseurs et d'autres facteurs politiques ou économiques. Comme les dérivés sont liés à un ou à plusieurs sous-jacents, leur prix ou leur valeur peut aussi subir des variations considérables en raison des risques associés aux sous-jacents. Le niveau de sensibilité d'un sous-jacent à des situations de marché particulières peut avoir de grandes répercussions sur la valeur des dérivés qui lui sont liés.

Par exemple, lorsqu'un ou deux facteurs touchent un ou plusieurs sous-jacents d'un dérivé, la valeur de celui-ci peut devenir imprévisible. Une petite variation du prix de l'un des sous-jacents peut entraîner une fluctuation soudaine et considérable

de la valeur du dérivé.

Stratégies de couverture et de gestion des risques

Les opérations de couverture peuvent exiger un suivi constant. Si vous négligez d'ajuster votre position sur dérivés en fonction de l'évolution de la conjoncture du marché, cela pourrait entraîner un excédent ou un déficit de couverture et occasionner des pertes.

Le fait de passer certains ordres (par exemple un ordre stop ou un ordre stop à cours limité) destinés à limiter les pertes à certains montants peut se révéler inefficace lorsque la conjoncture du marché rend impossible l'exécution de tels ordres. Les stratégies faisant appel à une combinaison de positions, comme les positions mixtes ou à double option, peuvent se révéler aussi risquées que l'adoption de simples positions acheteur ou vendeur.

Dérivés cotés

Selon la conjoncture du marché, il peut être difficile, voire impossible de liquider ou de compenser une position existante sur un marché (p. ex. d'acheter ou de vendre pour dénouer une position). Cela peut arriver par exemple lorsque le marché atteint une limite quotidienne de fluctuation des cours (« limite de cours quotidienne » ou seuil de déclenchement d'un « coupe-circuit »).

Vous devriez demander à votre courtier quelles sont les modalités des dérivés précis que vous négociez et quelles obligations y sont associées. Dans certaines circonstances, les spécifications des contrats en cours peuvent être modifiées par le marché ou la chambre de compensation pour tenir compte des changements survenus dans le sous-jacent.

Dérivés de gré à gré

Les dérivés de gré à gré ne sont pas négociés sur un marché. Votre courtier est votre contrepartie à l'opération. Lorsque vous vendez, votre courtier est l'acheteur et lorsque vous achetez, votre courtier est le vendeur. Par conséquent, lorsqu'une opération vous fait perdre de l'argent, cette même opération peut rapporter de l'argent à votre courtier, outre les honoraires, commissions ou marges qu'il peut exiger.

Une plateforme de négociation électronique permettant de négocier des dérivés de gré à gré comme des contrats sur différence et des contrats de change n'est pas un marché, mais une connexion électronique vous permettant d'accéder à votre courtier. Vous accédez à cette plateforme de négociation uniquement pour effectuer des opérations avec votre courtier, et non avec d'autres entités ou avec des clients de celui-ci. La disponibilité et le fonctionnement d'une telle plateforme, notamment les conséquences de son indisponibilité pour quelque raison que ce soit, sont régis uniquement par les modalités de la convention de compte que vous avez conclue avec votre courtier.

Puisque les opérations ne sont pas effectuées sur un marché, vous ne pouvez compenser ou liquider vos positions qu'auprès de votre courtier. Par conséquent, il peut être difficile, voire impossible de liquider une position existante. Le fait que certains dérivés de gré à gré sont adaptés aux besoins des clients peut aussi augmenter leur illiquidité.

Les modalités des dérivés de gré à gré ne sont généralement pas standardisées; vous devez souvent négocier leurs prix et leurs caractéristiques individuellement avec votre courtier. Il n'existe peut-être pas de source centralisée pour obtenir ou comparer des prix, ce qui contribue au manque d'efficacité et de transparence susceptible de se présenter dans la négociation de dérivés de gré à gré. Par conséquent, il peut être difficile de déterminer la valeur, de trouver un juste prix ou d'évaluer le risque auquel vous vous exposez lors de la négociation de dérivés de gré à gré. Vous devriez demander à votre courtier quelles sont les modalités des dérivés de gré à gré que vous négociez et comprendre les droits et obligations qui leur sont associés.

Divulgence des conflits d'intérêts

Généralités

Il existe des conflits d'intérêts réels, potentiels ou perçus dans presque toutes les interactions humaines. Notre relation avec vous n'est pas différente. Par exemple, Raymond James Ltée (RJL) est un courtier en valeurs et un preneur ferme dont la société mère, Raymond James Financial, Inc., est une société ouverte. Nous avons la responsabilité légale de maximiser les rendements économiques pour nos actionnaires et nos autres partenaires. Nous croyons que la meilleure façon d'y parvenir est de vous offrir des conseils fiables et des solutions financières personnalisées vous aidant à atteindre vos objectifs financiers, de façon à garder votre clientèle et à vous inciter à recommander à d'autres l'utilisation de nos produits et services.

Description de la société membre

RJL peut être désignée comme une société de placement « intégrée », car nous fournissons un large éventail de produits et services de financement des entreprises, de négociation institutionnelle et de détail. Nous sommes conscients d'être naturellement plus exposés aux conflits d'intérêts que beaucoup d'autres secteurs commerciaux, car il est fréquent que nous représentions les deux parties à une opération, c'est-à-dire l'acheteur et le vendeur.

Des détails additionnels sur notre société sont disponibles à www.raymondjames.ca/fr_ca/. Les types généraux de conflits d'intérêts susceptibles de survenir sont les suivants :

- Conflits d'intérêts entre vous et nous;
- Conflits d'intérêts entre vous et nos autres clients;
- Conflits d'intérêts entre nous et nos sociétés liées ou associées.

Description du rôle de courtier en valeurs et de preneur ferme

En tant que courtier en valeurs, nous sommes un intermédiaire financier. Comme il est courant dans l'industrie du courtage, il arrive que nous soyons nous-mêmes partie à une opération (appelée « opération de contrepartiste »), lorsque nous détenons les titres que nous vous vendons ou que nous achetons les titres que vous vendez. Dans d'autres cas, nous facilitons simplement une opération entre vous, notre client, et une autre partie, dans le cadre d'une « opération pour compte de tiers », sans avoir nous-mêmes un intérêt dans les titres négociés. Parfois également, nous conseillons un émetteur de titres sur la meilleure façon de lever des fonds par la vente de valeurs mobilières, tout en recommandant simultanément à nos clients l'achat de ces mêmes titres. Nous pourrions agir à titre de preneur ferme, de membre d'un syndicat de placement ou de contrepartiste dans le cadre d'opérations effectuées à l'égard de votre compte géré. Nous agissons à ce titre lorsque cela correspond à vos objectifs de placement.

Gestion des conflits d'intérêts

En général, nous agissons face aux conflits d'intérêts pertinents par les interventions suivantes :

- **Éviter** : Nous évitons les conflits qui sont interdits par la loi, ainsi que les conflits qui ne peuvent être gérés de manière efficace.
- **Contrôler** : Nous gérons les conflits réels et potentiels par des moyens comme la séparation physique de différentes fonctions d'affaires et la restriction de l'échange interne d'information.
- **Divulguer** : En vous fournissant de l'information sur les conflits, nous vous permettons d'apprécier indépendamment leur importance lorsque vous évaluez nos recommandations et toute mesure que nous prenons.

L'information qui suit a pour but de vous aider à comprendre et à évaluer les conflits d'intérêts importants, qu'ils soient réels ou potentiels, notamment la façon dont nous les gérons. Il s'agit d'un survol d'un sujet complexe. Nous croyons qu'en fin de compte, la mesure la plus efficace de votre compréhension est votre satisfaction à l'égard de l'information que nous vous fournissons.

Information supplémentaire

Il existe au Canada des lois et des règlements complets et détaillés sur les valeurs mobilières, dont bon nombre visent

à protéger les intérêts des clients et des investisseurs, notamment en traitant de la question des conflits d'intérêts. Nous vous suggérons de vous reporter aux sites Web et aux publications des commissions provinciales des valeurs mobilières, par l'entremise des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI), pour en apprendre davantage sur la façon dont la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières traite les conflits d'intérêts dans le but de protéger le public investisseur.

Conflits d'intérêts possibles et mesures prises pour les gérer

Le tableau qui suit donne des exemples de situations de conflits d'intérêts importants :

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
Situations de conflits d'intérêts permanents		
Nous gagnons une rémunération en vous vendant des produits et services pour lesquels vous nous payez.	Divulguer Contrôler	<ul style="list-style-type: none"> - Nous essayons d'être transparents en vous informant des frais, des commissions et des autres rémunérations, pour que vous soyez pleinement informé à l'avance et que vous sachiez ce que vous payez. - Nous offrons un vaste choix d'options de tarification. - Veuillez consulter votre conseiller pour obtenir notre brochure des frais de service
Différents produits et services procurent différents niveaux de rémunération.	Divulguer Éviter	<ul style="list-style-type: none"> - Notre rémunération vous est divulguée et nous offrons des options de tarification visant à réduire les conflits liés à la rémunération à base de commissions. - La réglementation de l'industrie et la politique de la société nous obligent à faire uniquement des recommandations de placement qui sont convenables. - Nous pouvons choisir de ne pas offrir un produit complexe comportant une commission élevée.
Nous aimerions que vous utilisiez un plus grand nombre de nos services et achetiez un plus grand nombre de nos produits.	Éviter Contrôler Contrôler Contrôler	<ul style="list-style-type: none"> - Nous ne faisons pas de « ventes liées », lesquelles sont interdites par la réglementation. - Nous avons des politiques et procédures interdisant de faire des recommandations qui visent uniquement à nous procurer des revenus, sans aucun avantage pour vous. - La direction a mis en place des programmes de conformité pour surveiller les conseillers et aider à repérer et à résoudre les préoccupations.
Nous pouvons fournir des services de recherche en placement sur les titres de sociétés qui peuvent avoir d'autres relations d'affaires avec nous.		<ul style="list-style-type: none"> - Nos recherches et nos recommandations sont soumises à des exigences réglementaires et à des normes internes étendues et détaillées. - Chaque rapport de recherche divulgue toute l'information concernant les activités de RJL et des analystes avec la société visée ou leur relation avec celle-ci qui peut comporter un conflit d'intérêts. - Vous pouvez consulter les normes que nos analystes de recherche sont tenus de respecter sur le site Web du CFA Institute.

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
---------------------	-------------------	----------------------

Situations de conflits d'intérêts possibles

Notre rémunération, au niveau de la société et individuellement, peut comporter des commissions fondées sur le volume de ventes.	Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Nous offrons des comptes basés sur des frais et gérés, ainsi que des produits semblables comme des fonds communs de placement sans commission, qui ont des structures de tarification conçues pour réduire les incitatifs liés aux commissions.
Les commissions et frais pour des services semblables peuvent varier à l'intérieur du barème de frais établi, en fonction de ce que vous négociez avec votre conseiller.	Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Les commissions et certains de nos frais peuvent être négociables et peuvent varier en fonction des discussions indépendantes que vous avez avec votre conseiller.
Les commissions et les frais perçus sur certains produits que nous distribuons ne figurent pas sur vos relevés de compte. Par exemple, Raymond James peut gagner un revenu à titre de commission sur l'écart entre le prix payé à l'émetteur des titres et le prix d'émission payé par l'acheteur de titres dans le cadre de nouvelles émissions de titres.	Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Les frais d'acquisition reportés des fonds communs de placement vous sont expliqués par votre conseiller et sont présentés dans le prospectus du fonds. - Les frais perçus sur de nouvelles émissions sont décrits dans le prospectus
Nous aimerions que vous achetiez et que vous utilisiez un plus grand nombre de services ou de produits offerts par l'entremise de sociétés apparentées, telles que Eagle Asset Management Inc., Cougar Global Investments Limited, Solus Trust Company, Fiducie Raymond James (Québec), Raymond James Financial Planning (RJFP), Raymond James Limited USA (RJLU) et Conseils en placement Raymond James Ltée (CPRJ).	Éviter Contrôler Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Nous ne nous livrons pas à des « ventes liées » qui, de toute façon, sont interdites par la réglementation. - La direction a mis en place des programmes de conformité pour surveiller les conseillers afin de les aider à cerner les préoccupations et à y répondre. - Nous avons des politiques et des procédures qui interdisent les recommandations dans le seul but de générer des revenus, sans aucun avantage pour vous. - Nos conseillers reçoivent la même rémunération sous forme de commissions en pourcentage des revenus bruts, peu importe l'initiateur du produit.
Nous pouvons vous vendre des titres que nous détenons (opération de contrepartiste) et en tirer un bénéfice	Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Pour chaque transaction, nous vous indiquerons dans la confirmation de transaction si nous avons agi comme contrepartiste ou mandataire. - Pour les comptes non institutionnels, dans le cas des titres à revenu fixe (que nous vendons souvent comme contrepartiste), nous vous fournissons un relevé du rendement à l'échéance, afin que vous puissiez évaluer la compétitivité de nos prix.
Nous pouvons négocier des titres pour notre propre compte (ce que l'on appelle une opération pour compte propre).	Contrôler	<ul style="list-style-type: none"> - Nous n'avons pas de pupitre de négociation qui opère pour son propre compte. - Les transactions de la société et des employés sont identifiées comme telles et cèdent la priorité aux transactions des clients, conformément à la réglementation de l'industrie relative à la « priorité des clients ».

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
<p>Nous pouvons vous vendre des titres de sociétés qui sont liées ou rattachées à nous.</p>	<p>Divulguer</p> <p>Divulguer</p> <p>Contrôler</p> <p>Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nous vous indiquons, sur la confirmation de transaction, si celle-ci a porté sur un titre d'une société liée ou rattachée. - Nous sommes une filiale en propriété exclusive de RJFI, une société ouverte inscrite à la Bourse de New York, de sorte que notre société mère est une partie liée. Nous ne sollicitons pas l'achat d'actions de RJFI. - RJFI est aussi la société mère d'Eagle Asset Management Inc. et de Cougar Global Investments Limited, qui sont toutes deux des sociétés de gestion de placements fournissant des modèles de portefeuille pour notre programme Partenaires. Nos conseillers reçoivent le même paiement de commission en pourcentage du revenu brut, peu importe la provenance du produit. - Pour la divulgation relative aux autres parties liées, consultez le site Web de RJFI, à l'adresse suivante : www.raymondjames.com. - Si vous avez des questions ou désirez des précisions, adressez-vous à votre conseiller ou à notre chef de la conformité.
<p>Certains de nos conseillers reçoivent une rémunération pour vous diriger vers une autre personne à l'intérieur ou à l'extérieur de la société pour la réalisation de diverses transactions.</p>	<p>Contrôler</p> <p>Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les ententes d'indication de clients dans les cas où le conseiller reçoit une rémunération d'une autre partie sont stipulées par écrit et les frais vous sont entièrement divulgués par écrit.
<p>Nous pourrions avoir à déterminer quels clients se verront offrir certains titres si la disponibilité est limitée.</p>	<p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nous avons une politique de « répartition équitable » pour les comptes gérés. - Pour les comptes sur lesquels nous n'avons pas de pouvoir discrétionnaire, la répartition sera déterminée par nous selon des procédures internes
<p>Les conseillers et d'autres personnes de la société peuvent recevoir périodiquement, à des fins promotionnelles, des cadeaux de représentants d'un émetteur tel qu'un fonds commun de placement. De même, les représentants de RJL peuvent remettre des cadeaux promotionnels à des émetteurs ou d'autres parties qui ont transigé avec nous ou que nous sollicitons pour des liens d'affaires.</p>	<p>Éviter</p> <p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il est interdit par la réglementation de l'industrie et la politique de la société de recevoir ou de remettre des cadeaux et avantages promotionnels si importants ou si fréquents qu'ils deviennent la source d'un conflit d'intérêts.

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
<p>Nous distribuons des rapports de recherche sur les placements produits par des tiers.</p>	<p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nous avons des procédures écrites, en vertu de la réglementation de l'OCRI, qui régissent la distribution des rapports de recherche de tiers.
<p>RJL est un courtier en valeurs qui exerce des activités de négociation de titres et de courtage et qui fournit des services de banque d'investissement, de gestion de placements, de financement et de conseils financiers.</p> <p>Sa clientèle comprend des sociétés émettrices, des promoteurs, des détenteurs de blocs d'actions et d'autres émetteurs. RJL et ses sociétés affiliées peuvent aussi fournir une vaste gamme de produits et de services financiers à leurs clients (p. ex., services bancaires, produits dérivés d'instruments de crédit, produits de couverture, assurance, produits et services de change).</p>	<p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nous nous conformons aux dispositions des lois sur les valeurs mobilières qui régissent la négociation de titres pendant que nous sommes en possession d'information non publique importante. Nos services de conseils aux institutions et aux entreprises et ceux s'adressant aux clients privés sont séparés pour empêcher la communication d'information non publique. - Les faits importants sur nos liens avec l'émetteur sont décrits dans les documents d'offre.
<p>Nous pouvons permettre que certaines personnes inscrites auprès de RJL (p. ex., votre conseiller ou votre chargé de compte) soient employées par d'autres personnes ou sociétés, collaborent avec elles ou en reçoivent une rémunération, en dehors du champ de leur relation avec nous.</p>	<p>Contrôler Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ces relations sont soumises à des exigences de l'industrie et réglementaires imposant des restrictions aux opérations entre sociétés inscrites liées, ou avec des personnes qui ont une autre inscription auprès d'une société inscrite liée. Ces restrictions visent à réduire au minimum la possibilité de conflits d'intérêts résultant de ces relations. - Nous avons adopté des politiques et procédures internes qui s'ajoutent aux exigences réglementaires, notamment des politiques sur la protection des renseignements personnels et la confidentialité de l'information

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
Des personnes inscrites auprès de RJL peuvent également être inscrites auprès d'une autre société inscrite liée à RJL et fournir des services aux clients de cette société.	Éviter Contrôler	<ul style="list-style-type: none"> - Ces relations sont soumises à des exigences de l'industrie et réglementaires imposant des restrictions aux opérations entre sociétés inscrites liées, ou avec des personnes qui ont une autre inscription auprès d'une société inscrite liée. Ces restrictions visent à réduire au minimum la possibilité de conflits d'intérêts résultant de ces relations. - Nous avons adopté des politiques et procédures internes qui s'ajoutent aux exigences réglementaires, notamment des politiques sur la protection des renseignements personnels et la confidentialité de l'information.
Nous sommes rémunérés par les émetteurs de titres et pour d'autres services lorsque nous agissons comme conseiller ou preneur ferme pour une nouvelle émission que nous pouvons vous recommander.	Contrôler Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Nous avons séparé structurellement nos services de conseils en financement des institutions et entreprises et notre secteur des conseils aux clients privés, afin d'empêcher le partage d'information non publique de nos services aux institutions et entreprises (ayant une relation avec l'émetteur) avec nos services de conseils aux clients privés (ayant une relation avec des clients comme vous). - Les documents d'offre divulguent en entier les liens que nous pouvons avoir avec l'émetteur.
Quand nous nous chargeons du placement d'une nouvelle émission, nous devons trouver un juste équilibre entre deux obligations : celle que nous avons envers l'émetteur, qui vend les titres à prix juste et raisonnable, et celle que nous avons envers les investisseurs, qui achètent les titres à prix juste et raisonnable.	Contrôler	<ul style="list-style-type: none"> - – Nous exploitons séparément nos services de conseils en financement des entreprises et notre secteur des conseils aux clients privés, et tous les liens et autres faits importants sur notre relation avec l'émetteur sont décrits dans les documents d'offre.
Nous pouvons recevoir une rémunération des émetteurs de titres et d'autres parties en fonction des produits que nous vous vendons, par exemple des « commissions de suivi » sur fonds communs de placement et des « commissions de suivi » et autres commissions s'appliquant aux fonds distincts et aux polices d'assurance.	Divulguer	<ul style="list-style-type: none"> - Nous vous divulguons le type de rémunération que des tiers peuvent nous verser, et à quelles conditions. Veuillez consulter les prospectus des produits concernés. - La réglementation sur les valeurs mobilières exige que les émetteurs divulguent expressément dans le document d'offre (p. ex., le prospectus) de telles modalités ainsi que la rémunération que nous recevrons.

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
<p>Si vous détenez des titres d'émetteurs publics impliqués dans une offre publique d'achat, une restructuration d'entreprise, la sollicitation de procurations ou d'autres mesures, il se peut que nous soyons rémunérés par les émetteurs, les initiateurs ou d'autres parties pour solliciter votre procuration ou votre vote en leur faveur à l'égard de telles mesures.</p>	<p>Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation sur les valeurs mobilières exige que soient divulguées expressément par l'émetteur, dans des documents comme les circulaires d'information ou les circulaires d'offre publique d'achat ou de rachat, de telles modalités ainsi que la rémunération que nous recevrons.
<p>Nous percevons d'autres rémunérations par suite des opérations que nous pouvons faire avec vous, par exemple sous forme d'écarts de taux d'intérêt sur les dépôts en espèces non investis que vous nous confiez ou d'écarts de change quand vous convertissez des devises.</p>	<p>Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les diverses formes d'autres rémunérations que nous pouvons recevoir vous sont divulguées. - Veuillez vous reporter aux autres sections de cette brochure et à notre barème de frais
<p>Nous pouvons tirer un avantage de la levée de certains titres qui approchent de leur échéance si vous avez choisi de ne pas exercer ce droit vous-même. Cela prend généralement la forme d'une levée de titres regroupés à partir de plusieurs comptes de clients ayant renoncé à leur droit parce que les frais liés à une levée pour chaque compte rendraient l'opération individuelle non économique.</p>	<p>Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - À l'approche des dates d'échéance de certains types de titres, nous tentons de communiquer avec les investisseurs pour déterminer s'ils veulent exercer leurs droits avant l'expiration des titres.
<p>Les personnes inscrites auprès de nous, ou nos employés, peuvent participer à des placements privés sans l'intermédiaire d'un courtier avant que les actions ne soient disponibles en bourse.</p>	<p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les professionnels participant à ces opérations sont tenus de déclarer leur placement à la société et il leur est interdit de vendre leurs titres dans les six mois suivant une offre publique par l'émetteur lorsque RJL est le preneur ferme. - Nous examinons et préapprouvons les opérations de placement privé sans l'intermédiaire d'un courtier, et nous pouvons mettre en main tierce des actions détenues par des employés de la société s'il existe un conflit potentiel avec nos clients. - Les employés qui supervisent des placements privés sans l'intermédiaire d'un courtier ne peuvent pas participer personnellement à ces opérations ou ne peuvent pas participer au processus d'approbation s'ils prévoient participer à l'opération envisagée.

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
<p>Nous pouvons recevoir une rémunération provenant de points de destination, y compris de réseaux de communication électroniques, de mainteneurs de marché ou de bourses, à l'égard des opérations que nous dirigeons vers ces points de destination par l'entremise de sociétés affiliées ou directement.</p>	<p>Éviter Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation de l'industrie dicte nos obligations envers vous en ce qui touche le meilleur prix et la meilleure exécution. - Nous vous divulguons toute participation que nous pouvons avoir dans des bourses et nos politiques et procédures relatives à l'acheminement des ordres
<p>Nous pouvons permettre que certaines personnes inscrites auprès de RJL (p. ex., votre conseiller ou votre chargé de compte) soient employées par d'autres personnes ou sociétés, collaborent avec elles ou en reçoivent une rémunération, en dehors du champ de leur relation avec nous.</p>	<p>Éviter Contrôler Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ces relations sont assujetties à des exigences sectorielles et réglementaires qui imposent des restrictions sur les opérations entre des sociétés inscrites liées et/ou des personnes physiques qui sont inscrites auprès d'une société inscrite liée. Ces restrictions visent à réduire au minimum la possibilité de conflits d'intérêts découlant de ces relations. - Les lois sur les valeurs mobilières interdisent à une personne d'être administrateur d'une autre société inscrite qui n'est pas l'une de nos sociétés affiliées. - La réglementation de l'industrie exige que les personnes dévoilent leurs activités d'affaires externes en vue d'une approbation. - Nous avons adopté des politiques et des procédures internes qui complètent les exigences réglementaires, y compris des politiques sur la protection des renseignements personnels et la confidentialité des renseignements. - Nous interdisons la participation à une activité faisant concurrence aux affaires de la société et dissuadons quiconque de solliciter des affaires non liées à la société auprès de clients détenant des comptes chez RJL. Si un conseiller, associé ou agent sollicite votre clientèle en dehors des affaires de RJL, il vous informera du fait que les services ne sont pas liés à RJL et que nous n'en sommes pas responsables. Si vous avez des questions ou préoccupations, communiquez directement avec notre Service de la conformité.
<p>Si vous avez un compte géré, nous exerçons une discrétion ou un contrôle sur les opérations de votre compte.</p>	<p>Contrôler Divulguer Éviter</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation exige que nous vous informions et obtenions votre approbation expresse pour l'achat de titres d'entités liées ou rattachées, lorsque nous avons le pouvoir discrétionnaire de faire un tel achat. - Les fonds d'investissement sont assujettis à des exigences strictes sur les conflits d'intérêts et à des mécanismes de surveillance. - Nous sommes tenus par les lois sur les valeurs mobilières d'interdire les opérations traitées par un conseiller pouvant avoir un intérêt, ou exercer une influence ou un contrôle.

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
<p>Nos autres relations avec les émetteurs d'un titre peuvent faire en sorte que nous profitons directement du fait que vous en faites l'achat, par exemple quand l'émetteur utilise les fonds pour rembourser ou garantir un emprunt qu'il a contracté auprès de nous.</p>	<p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'information confidentielle, qui ne peut être diffusée publiquement, est protégée par des barrières internes à la circulation de l'information, afin qu'elle ne puisse être partagée ni avoir aucune influence sur les services de conseils à des clients privés
<p>Du fait de nos relations d'affaires avec des émetteurs de titres, nous pouvons détenir des renseignements confidentiels qu'il nous est interdit de vous communiquer au moment de vous recommander les titres, même si ces renseignements pourraient nous amener à ne pas vous recommander l'achat des titres. Il arrive que nous prenions connaissance de renseignements importants, qui ne sont pas connus du public, au sujet de certains titres que la réglementation en valeurs mobilières ou d'autres facteurs pourraient nous empêcher d'utiliser au bénéfice de votre compte géré.</p>	<p>Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nous exploitons nos secteurs du financement des entreprises, des clients privés et des ventes institutionnelles séparément, afin que de tels renseignements soient étroitement contrôlés et qu'ils ne puissent être communiqués par nos services de financement des entreprises à nos services de conseils aux institutions et aux clients privés. - Nos barrières internes à la circulation de l'information visent à faire en sorte que les exigences réglementaires soient respectées et que nos employés des services de conseils aux institutions et aux clients privés n'aient pas accès à de l'information non publique pouvant être détenue par notre secteur du financement des entreprises.
<p>Nous pouvons acheter et vendre des titres à l'égard de votre compte géré, soit séparément, soit dans le cadre d'une opération de plus grande envergure pour vous et d'autres personnes, notamment pour notre propre compte. Pour ce faire, nous pouvons agir en tant qu'acheteur ou vendeur pour notre compte ou l'un quelconque de nos autres clients. Nous ne sommes pas tenus d'effectuer ou de recommander un achat ou une vente, au titre de votre compte géré, de titres ou d'autres actifs que nous ou les membres de notre groupe pouvons acheter, détenir ou vendre pour notre propre compte ou pour celui de nos autres clients.</p>	<p>Divulguer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les conflits d'intérêts potentiels vous sont divulgués de sorte qu'au moment où vous évalueriez nos recommandations et actions, vous pourrez évaluer en toute indépendance l'importance de ces conflits pour vous.
<p>Nous pourrions avoir accès à des renseignements sensibles sur le plan commercial ou à de l'information d'initié.</p>	<p>Éviter Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nous pouvons refuser de fournir un service pour éviter d'être visés par les dispositions des lois sur les valeurs mobilières portant sur les délits d'initiés. - Nous pouvons avoir des procédures particulières pour faire face aux conflits d'intérêts liés à de l'information d'initié et respecter les dispositions sur les opérations d'initiés.

Conflits d'intérêts	Action d'intérêts	Gestion des conflits
<p>Il se peut que les gestionnaires de placement qui créent des mandats fondés sur des modèles de portefeuille dans le cadre du compte du programme Partenaires, ainsi que d'autres entités pouvant faire partie de leur groupe, aient des responsabilités envers d'autres personnes ou sociétés en matière de gestion de portefeuille, de modèles de portefeuille et(ou) de services- conseils. Un ou plusieurs des gestionnaires de placement peuvent prendre des décisions de placement pour d'autres personnes ou sociétés, ou leur donner des conseils, qui diffèrent des décisions de placement prises pour RJL ou vous- même, ou des conseils donnés à celle-ci ou à vous, en ce qui a trait aux mandats fondés sur des modèles de portefeuille, même si le mandat en matière d'investissement pour ces autres personnes ou sociétés est identique ou semblable au mandat fondé sur des modèles de portefeuille que comportent les services-conseils en placement offerts à RJL par le gestionnaire de placement.</p> <p>Le gestionnaire de placement doit agir de bonne foi et prendre des décisions de placement en tenant compte des intérêts de ses clients et de ses propres politiques d'équité. Le gestionnaire de placement effectuera des opérations pour ses clients détenant des comptes discrétionnaires non autogérés (c.- à-d. des comptes à l'égard desquels le gestionnaire de placement demeure autorisé à effectuer des activités de négociation et de courtage) avant de mettre à jour le mandat fondé sur des modèles de portefeuille et de fournir celui- ci à RJL.</p>	<p>Divulguer Contrôler</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les gestionnaires de placement sont tenus de gérer les avoirs détenus dans un mandat de modèle de portefeuille conformément à pareil mandat et de prendre des décisions de placement qui sont dans l'intérêt fondamental des clients. - La direction a instauré des programmes de conformité pour exercer une surveillance sur les conseillers et contribuer à déceler les problèmes et à les régler. - Les conflits d'intérêts potentiels vous sont divulgués de sorte qu'au moment où vous évaluez nos recommandations et actions, vous pourrez évaluer en toute indépendance l'importance de ces conflits pour vous

Pour de l'information à jour et complète sur les conflits d'intérêts importants pouvant exister entre vous et RJL, veuillez visiter notre site Web à www.raymondjames.ca/fr_ca/ ou communiquer avec notre chef de la conformité. **Toutes situations futures de conflits d'intérêts importants, si elles ne sont pas évitées, seront divulguées à mesure qu'elles surviennent.**

Emprunt de fonds pour l'achat de titres (effet de levier) :

Document d'information

Les autorités de réglementation des valeurs mobilières provinciales exigent que nous communiquions cette information aux investisseurs qui envisagent d'emprunter des fonds pour acheter des valeurs mobilières.

Il existe deux manières d'acheter des titres. Vous pouvez utiliser de l'argent comptant uniquement ou une combinaison d'argent comptant et d'argent emprunté. Si vous payez au comptant l'achat de vos titres intégralement, alors le pourcentage de vos gains ou de vos pertes sera égal au pourcentage d'augmentation ou de diminution de la valeur des titres. Si vous utilisez des fonds empruntés pour acheter des titres, cela amplifiera le gain ou la perte. Cet effet est appelé l'effet de levier.

L'utilisation de fonds empruntés pour acheter des titres implique des risques plus grands que l'utilisation de fonds au comptant seulement.

Par exemple

Vous achetez pour 100 000 \$ de titres et versez au total 25 000 \$ au comptant et 75 000 \$ d'argent emprunté. La valeur des titres chute ensuite de 10 % à 90 000 \$. Votre avoir propre (la différence entre la valeur des titres et le montant emprunté) a alors baissé de 40 %, c.-à-d. de 25 000 \$ à 15 000 \$.

Cependant, si vous achetez pour 100 000 \$ de titres au comptant seulement et que leur valeur baisse de 10 % à 90 000 \$, votre avoir propre a baissé de 10 %.

Chaque investisseur doit déterminer le degré de risque qu'implique un achat de titres avec effet de levier. Le risque varie selon les circonstances de chaque investisseur et les titres qu'il achète.

Si vous empruntez des fonds pour acheter des titres, vous devez connaître les conditions du prêt qui est garanti par les titres que vous achetez. Votre prêteur peut exiger que l'encours du prêt ne dépasse pas un pourcentage convenu de la valeur marchande des titres. Si cela se produit, vous devez soit rembourser le prêt, soit vendre des titres pour ramener le prêt au pourcentage convenu.

Dans notre exemple ci-dessus

Votre prêteur exige que le montant du prêt ne dépasse pas 75 % de la valeur au marché des titres. Lorsque la valeur des titres chute à 90 000 \$, vous devez réduire votre emprunt à 67 500 \$ (75 % de 90 000 \$). Si vous n'avez pas les fonds nécessaires pour réduire l'emprunt, vous devez vendre vos titres à perte pour remettre l'argent afin de réduire l'emprunt.

Vous aurez aussi besoin de fonds pour payer les intérêts sur votre emprunt. Dans ces circonstances, nous conseillons aux investisseurs qui utilisent l'effet de levier dans leurs placements de disposer de fonds suffisants pour payer à la fois les intérêts et pour réduire l'emprunt si ces dispositions exigent un tel paiement.

Politique de protection des renseignements personnels

Notre engagement à protéger votre vie privée

Chez Raymond James Ltée (« Raymond James »), nous sommes conscients de l'importance de protéger votre vie privée, et à quel point cela est important pour vous. Cette politique de confidentialité confirme notre engagement à recueillir, utiliser et partager vos renseignements personnels de manière responsable et sûre et uniquement aux fins et de la manière décrites dans la présente politique. Chez Raymond James Ltée (Raymond James), nous nous engageons à protéger vos renseignements personnels et à maintenir des normes élevées de confidentialité par la mise en œuvre de mesures de protection et de sécurité administratives, techniques et opérationnelles appropriées. Nous nous efforçons d'être ouverts et transparents avec vous en ce qui concerne nos pratiques en matière de renseignements personnels.

L'objectif de cette politique est de vous aider à comprendre quels sont les renseignements personnels que nous recueillons, la manière dont nous les utilisons, les partageons et les protégeons, et combien de temps nous les conservons. Nous vous expliquerons également de quelle manière vous pouvez savoir quels renseignements personnels nous détenons à votre sujet et de quelle manière vous pouvez assurer leur gestion de la manière qui vous convient le mieux, ce qui comprend vos droits d'accès, de correction et de suppression.

Nous vous encourageons à lire cette politique de confidentialité afin de bien comprendre nos pratiques en matière de renseignements personnels. En nous fournissant vos renseignements personnels, vous consentez à la collecte, à l'utilisation et au partage de vos informations comme indiqué dans la présente Politique de protection des renseignements personnels et comme autorisé ou requis par la loi.

Nous pouvons mettre à jour la présente Politique de protection des renseignements personnels de temps à autre sans préavis et nous publierons la politique révisée sur notre site Web. Les modifications de la Politique s'appliqueront aux informations collectées à partir de la date de publication sur le site Web, ainsi qu'aux informations existantes dans nos dossiers.

Responsabilité

Pour s'assurer que nous respectons notre engagement envers vous, Raymond James dispose d'un responsable de la protection des renseignements personnels qui est chargé de superviser nos pratiques en matière de protection des renseignements personnels et nos efforts visant notre conformité à la législation applicable en matière de protection des renseignements personnels et pour gérer et atténuer les risques liés à la protection des renseignements personnels. La prise en charge de la protection des renseignements personnels s'étend à l'ensemble de Raymond James, chacun de nos employés étant responsable du respect et de la protection des renseignements personnels auxquels il a accès.

Nous disposons d'un cadre de confidentialité complet pour le traitement sécurisé et respectueux des renseignements personnels sous la garde et le contrôle de Raymond James. Notre cadre de protection de la vie privée comprend des politiques et des procédures définissant nos obligations en matière de protection de la vie privée et la manière dont nous traitons vos renseignements personnels conformément aux lois applicables, ainsi que des programmes de suivi des modifications réglementaires en matière de protection de la vie privée, de communication, de sensibilisation et de formation, de contrôle et de test, et d'établissement de rapports à l'intention de la haute direction, du conseil d'administration et des autorités de réglementation.

Vous pouvez contacter notre bureau consacré à la protection des renseignements personnels en utilisant les coordonnées figurant à la fin de la présente Politique.

Quels renseignements personnels collectons-nous?

Raymond James recueille vos renseignements personnels afin de vous fournir des produits et des services.

Les « Renseignements personnels » sont toutes les informations, seules ou combinées, qui vous désignent directement ou indirectement en tant qu'individu. La plupart des informations que nous recueillons sont fournies par vous dans le cadre de notre relation avec vous. Nous pouvons également recueillir des renseignements personnels vous concernant auprès d'autres sources, en fonction des produits ou services que vous demandez et de nos obligations légales et réglementaires.

Les renseignements personnels que nous sollicitons et traitons varient selon les produits ou services que vous avez demandés et, dans la plupart des cas, sont exigés par la loi ou par les organismes de réglementation. Par exemple, votre numéro d'assurance sociale (NAS) est requis pour les produits qui génèrent des revenus de placement, pour respecter les exigences de l'Agence du revenu du Canada en matière de déclaration de revenus.

Les renseignements personnels que nous recueillons peuvent être classés en quatre grandes catégories :

- **Identification et coordonnées**

- o Les renseignements personnels de cette catégorie sont utilisés pour communiquer avec vous au sujet de vos produits et services et pour vous identifier et vous authentifier dans le cadre de la fourniture des produits et services que vous avez demandés.
- o Il s'agit par exemple de votre nom, adresse, adresse électronique, numéros de téléphone, date de naissance, sexe, état matrimonial et numéros de pièces d'identité (par exemple, numéro de permis de conduire ou numéro de passeport).

- **Renseignements financiers**

- o Les renseignements personnels de cette catégorie sont utilisés pour évaluer votre aptitude ou votre éligibilité à certains produits et services, y compris l'adéquation de divers types d'investissement ou votre solvabilité pour un produit de crédit.
- o Les exemples incluent vos connaissances et objectifs en matière d'investissement, votre tolérance au risque, vos revenus, vos actifs financiers, vos biens immobiliers, votre appellation d'emploi et votre salaire.

- **Informations pour gérer nos risques et nos intérêts**

- o Les renseignements personnels de cette catégorie sont utilisés pour exercer le contrôle diligent requis par la loi, y compris pour la gestion de la criminalité financière, pour se conformer aux obligations réglementaires (telles que les déclarations fiscales) et pour protéger nos intérêts et les vôtres en prévenant la fraude.
- o Il s'agit par exemple de la citoyenneté, du lieu de naissance, du NAS, de la résidence fiscale et du numéro d'identification fiscale, ainsi que les détails relatifs à vos transactions et aux parties avec lesquelles vous effectuez des transactions.

- **Informations sur nos interactions avec vous**

- o Les renseignements personnels de cette catégorie sont utilisés pour conserver des traces de vos transactions et de nos interactions avec vous, pour mesurer la performance de nos produits et services, pour savoir comment vous utilisez nos sites Web afin de les améliorer, et à des fins d'assurance qualité et de formation du personnel.
- o Il s'agit par exemple des relevés de transactions et d'activités, des relevés d'appels et de réunions en personne, et des informations relatives à l'utilisation des sites Web.

Nous ne demandons vos renseignements personnels que si nous en avons besoin pour vous fournir ou améliorer nos produits et services.

Comment recueillons-nous les renseignements personnels à votre sujet?

Nous recueillons la plupart des renseignements directement auprès de vous, principalement au moyen des formulaires d'ouverture de compte pour un produit et un service que vous remplissez avec votre conseiller.

Selon le produit ou service demandé, avec votre consentement, nous pouvons également collecter des renseignements auprès de tiers comme des prêteurs ou des agences de notation du crédit afin d'obtenir des renseignements au sujet de vos antécédents en matière de crédit. Nous pouvons également communiquer avec vos employeurs ou d'autres références personnelles afin de vérifier les renseignements que vous avez fournis.

Les renseignements personnels que nous recueillons sont collectés de différentes manières tout au long de votre relation et de vos transactions avec nous en tant que client. Vous pouvez nous contacter de différentes manières, notamment par courrier, par courriel, par téléphone et par l'intermédiaire de notre site Web.

Nous pouvons surveiller et/ou enregistrer vos discussions téléphoniques avec nos représentants pour protéger nos interactions réciproques, pour améliorer le service à la clientèle et pour garder une trace de nos discussions avec vous.

Nous pouvons également recueillir des informations sur vous et suivre votre comportement lorsque vous visitez notre site Web par le biais d'une connexion Internet ou de votre appareil mobile. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de protection des renseignements personnels sur Internet en cliquant sur le lien suivant : [protection des renseignements personnels sur Internet](#)

Les renseignements personnels collectés par le biais de chacune de ces méthodes seront protégés par les garanties administratives, techniques et opérationnelles et les systèmes de sécurité que nous avons mis en place comme décrit dans la présente Politique. Pour plus d'informations, veuillez consulter la rubrique Comment protégeons-nous vos renseignements personnels?

Comment obtenons-nous votre consentement à l'utilisation de vos renseignements personnels?

Au début de votre relation avec Raymond James, lorsque vous nous fournissez pour la première fois vos renseignements personnels, et chaque fois que vous demandez un nouveau produit ou service, il vous sera demandé d'accepter un Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels. Le Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels vous permet d'autoriser Raymond James à collecter, utiliser et partager (collectivement « traiter ») vos renseignements personnels à toutes les fins décrites dans la présente Politique de protection des renseignements personnels, ainsi qu'à toute autre fin que la loi peut autoriser ou exiger. Le champ d'application du Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels que nous demandons couvre uniquement ce dont Raymond James a besoin pour pouvoir vous fournir les produits et services que vous avez demandés. Si vous n'acceptez pas ce Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels standard, nous ne pourrions pas vous fournir les produits et services que vous avez demandés.

Si nous devons utiliser ou partager vos renseignements personnels à des fins différentes de celles couvertes par le Consentement standard que vous avez fourni, nous vous demanderons un consentement supplémentaire avant d'entreprendre toute action.

Tout au long de votre relation avec nous, en fonction de la situation et de la sensibilité des informations ou de la méthode de notre interaction, nous pouvons obtenir votre Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels de différentes manières. Nous pouvons obtenir un consentement explicite par oral, en ligne ou par écrit. Nous pouvons que votre consentement soit implicite lorsque vous utilisez un produit, ou considérer que vous avez donné votre consentement implicite lorsque vous vous adressez à nous pour obtenir des informations, vous renseigner sur des produits ou des services ou en faire la demande. Quelle que soit la méthode utilisée, notre objectif est de nous assurer que vous comprenez l'objectif du consentement que vous donnez.

Votre consentement facultatif au marketing

En plus du Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels standard, vous aurez la possibilité de fournir un consentement séparé pour recevoir des informations marketing d'un conseiller Raymond James et des professionnels avec lesquels vous travaillez chez Raymond James au début de votre relation avec nous et chaque fois que vous demandez un nouveau produit ou service.

Un des éléments clés des services offerts par Raymond James est l'étude de marché et les informations sur les produits et services que vous recevrez en tant que client de Raymond James, qui vous aideront à répondre à tous vos besoins en matière de gestion de patrimoine. Vous pouvez consentir à ce que votre équipe de conseillers et les professionnels avec lesquels vous travaillez chez Raymond James utilisent vos renseignements personnels pour vous informer sur nos produits, nos services et d'autres occasions. en cochant la case de consentement.

Ce consentement est facultatif et vous pouvez le modifier ou le retirer à tout moment. Vous pouvez à tout moment modifier vos préférences en matière de communication marketing en contactant votre conseiller ou l'agence ou le bureau avec lequel vous traitez. Pour plus d'informations, veuillez consulter la section Gestion des options de consentement ci-dessous.

Comment utilisons-nous vos renseignements personnels?

Comme indiqué dans notre Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels, vous pouvez autoriser Raymond James à collecter, utiliser et partager vos renseignements personnels à toutes les fins décrites dans la présente

Politique de protection des renseignements personnels, ainsi qu'à toute autre fin que la loi peut autoriser ou exiger. Notre objectif est d'être transparent et la présente Politique expose plus en détail, dans ses différentes sections, la manière dont nous recueillons, utilisons, partageons et protégeons vos renseignements personnels.

Nous avons inclus un résumé des principales raisons pour lesquelles nous traitons vos renseignements personnels dans notre Consentement à l'égard de la protection des renseignements personnels et, par souci de commodité, nous les résumons à nouveau comme suit :

a. **Fournir et gérer les produits et services que vous avez demandés**

Nous recueillons, utilisons et partageons vos renseignements personnels au sein de Raymond James afin d'établir et de maintenir notre relation avec vous et de vous fournir les produits et services que vous avez demandés. Il s'agit notamment des activités typiques de gestion de compte telles que la vérification de votre identité, l'enregistrement des informations relatives au compte, l'exécution des transactions et l'établissement de rapports à votre intention. Si vous demandez certains produits de crédit (tels qu'un compte sur marge), il s'agira également de partager des renseignements personnels avec des prêteurs ou des agences d'évaluation du crédit afin d'obtenir des vérifications de crédit et de déterminer votre solvabilité.

b. **Partager les renseignements avec des agents et des prestataires de services tiers qui fournissent des services d'assistance**

Raymond James peut partager vos renseignements personnels avec nos agents et fournisseurs de services tiers dans le but de se procurer des services d'assistance. Il s'agit notamment d'activités telles que le traitement ou la livraison de confirmations de transactions, de relevés de compte ou d'autres documents d'information, et la fourniture d'un service clientèle ou d'autres services d'assistance connexes pour un ou plusieurs de nos produits ou services. Certains de ces fournisseurs de services peuvent être situés ou posséder des serveurs en dehors de la province de Québec ou du Canada. Dans de telles situations, ces parties peuvent être tenues de divulguer des informations aux tribunaux, aux autorités gouvernementales, aux régulateurs ou aux forces de l'ordre, conformément à la législation applicable dans ces juridictions.

c. **Respecter nos obligations contractuelles, légales et réglementaires**

Nous collectons, utilisons et partageons vos renseignements personnels afin de respecter nos obligations contractuelles, légales et réglementaires, ainsi que dans la mesure où la loi l'autorise ou l'exige. Cela inclut nos obligations en vertu de la législation fédérale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et la répression du terrorisme, ainsi que la protection contre la fraude, la criminalité et d'autres risques. Cela peut également inclure la communication de vos renseignements personnels aux organismes réglementaires ou aux marchés boursiers dont Raymond James est membre ou auxquels Raymond James est assujéti, aux autorités fiscales ou à des auditeurs et autres fournisseurs de services professionnels.

Pour bien comprendre de quelle manière nous traitons vos renseignements personnels, vous devez lire la présente Politique dans son intégralité.

Quand communiquons-nous vos renseignements personnels?

Raymond James ne vend pas, n'échange pas et ne loue pas les renseignements personnels de ses clients à des tiers pour leur propre usage. Nous ne fournirons pas vos renseignements personnels à des tiers afin qu'ils soient utilisés par ces derniers à des fins de marketing ou autres, à moins d'avoir obtenu une autorisation expresse de votre part à cet effet. Nous ne vendons jamais les données de nos clients à des fins de marketing.

Le partage de vos renseignements personnels avec des tiers pourrait toutefois s'avérer nécessaire dans certains cas.

Nous pouvons partager des informations avec :

- Nos fournisseurs et partenaires avec lesquels nous collaborons pour vous servir
- D'autres tiers, pour effectuer une transaction que vous avez lancée
- Régulateurs, organismes gouvernementaux et organismes chargés de l'application de la loi
- D'autres domaines d'activité au sein de notre organisation ou
- Si la divulgation est par ailleurs légalement autorisée ou requise.

a. Prestataires de services et partenaires

Pour vous fournir des produits et des services, nous pouvons avoir besoin de l'assistance de prestataires de services et de partenaires tiers et devons partager vos renseignements personnels avec eux de temps à autre. Il s'agit par exemple des prestataires de services tiers que nous engageons pour entreprendre des activités telles que :

- o Traiter ou préparer des données (par exemple, les relevés de compte)
- o Fournir d'autres services liés au traitement, à l'autorisation et à l'authentification de vos transactions
- o Effectuer des analyses ou
- o Fournir un service à la clientèle ou d'autres services pour un ou plusieurs de nos produits ou services.

Nous pouvons également divulguer vos renseignements personnels à d'autres entités juridiques au sein du groupe de sociétés Raymond James, y compris nos sociétés affiliées aux États-Unis, dans les cas où elles opèrent effectivement en tant que fournisseurs de services pour nous aider à fournir des services opérationnels, administratifs et de soutien et à effectuer des analyses en notre nom.

Seules les informations nécessaires à cette fin seront divulguées. Nous chercherons à obtenir l'accord de ces prestataires de services et de ces tiers pour protéger vos renseignements personnels par le biais des garanties administratives, techniques et opérationnelles appropriées et des mesures de sécurité et des normes.

b. D'autres tiers, pour effectuer une transaction que vous avez lancée

Nous pouvons partager vos renseignements personnels avec des prêteurs ou des agences d'évaluation du crédit afin de procéder à une vérification du crédit pour l'ouverture d'un compte ou à des fins de marge.

Nous pouvons également être tenus d'autoriser l'accès à vos renseignements personnels ou de les partager avec un autre courtier en valeurs mobilières si votre compte est transféré à un autre courtier en valeurs mobilières pour quelque raison que ce soit.

c. Régulateurs, organismes gouvernementaux et organismes chargés de l'application de la loi

Nous pouvons partager vos renseignements personnels pour nous conformer à des obligations légales, réglementaires et de conformité. Cela inclut toute citation à comparaître, tout mandat, toute ordonnance judiciaire ou administrative, ou toute demande valide émanant de gouvernements, de régulateurs, de tribunaux et d'autorités chargées de l'application de la loi au Canada ou dans d'autres juridictions ou pays, ainsi que lorsque nous estimons que cela est nécessaire pour détecter et prévenir la fraude, l'usurpation d'identité, le blanchiment d'argent et d'autres actes illégaux. Par exemple, une demande d'information émanant d'un fonctionnaire du gouvernement, ou une demande émanant de régulateurs auxquels nous sommes soumis ou de nos auditeurs aux fins d'un audit ou d'une enquête portant sur des comptes spécifiques ou sur nos activités en général. Dans de tels cas, nous ne divulguons que les renseignements requis et seulement après avoir confirmé que l'autorité légale appropriée pour exiger ces renseignements est en place.

d. D'autres domaines d'activité au sein de notre organisation

En plus des services que vous avez demandés à Raymond James, vous pouvez demander d'autres produits ou services aux autres membres du groupe de sociétés de Raymond James Canada (le groupe RJ Canada). Ces sociétés offrent une gamme complète de services de gestion de patrimoine, notamment de planification financière, d'assurance, d'investissement, de gestion fiduciaire et successorale, de conseil et de préparation en matière fiscale, des prestations spécifiques aux États-Unis et une assistance dédiée aux fondations de bienfaisance et à leurs activités.

Lorsque vous avez demandé de tels services, nous pouvons partager les renseignements personnels appropriés avec le membre concerné du groupe RJ Canada.

Où conservons-nous vos renseignements personnels?

En fonction de la nature des informations, celles-ci peuvent être stockées dans les bureaux de Raymond James où vous travaillez régulièrement, dans nos systèmes informatiques ou nos installations de stockage de données, ou dans les systèmes informatiques ou les installations de stockage de données de nos sociétés affiliées ou de prestataires de services tiers.

Les informations peuvent être stockées et traitées dans tout pays où nous avons des affiliés ou des prestataires de services. Nos prestataires de services et autres tiers, y compris nos sociétés affiliées avec lesquelles nous partageons

des renseignements dans le cadre de la présente Politique, peuvent exercer des activités en dehors du Canada. Par conséquent, vos renseignements peuvent être utilisés, stockés ou consultés dans d'autres pays et être soumis aux lois de ces pays. Par exemple, il peut être nécessaire de partager des informations en réponse à des demandes légitimes émanant d'autorités gouvernementales, de tribunaux, de régulateurs et de responsables de l'application de la loi dans ces pays, comme l'exige la législation en vigueur. En utilisant nos produits ou services, vous consentez au transfert d'informations vers des pays hors du Canada et hors du Québec, qui peuvent appliquer des règles différentes en matière de protection des données, y compris vers les États-Unis.

Quel que soit l'endroit où nous stockons vos renseignements personnels, nous nous assurerons qu'ils bénéficient d'un niveau de protection approprié et que le transfert est légal. Nous appliquons des normes strictes pour protéger les renseignements personnels dont nous avons la garde et le contrôle contre le vol, la perte et l'accès, l'utilisation et le partage non autorisés. Pour plus d'informations, veuillez consulter la rubrique Comment protégeons-nous vos renseignements personnels?

Pendant combien de temps retenons-nous vos renseignements personnels?

Nous conservons vos renseignements personnels aussi longtemps que les raisons de leur collecte initiale l'exigent ou que la loi ou la réglementation l'exige ou pour atténuer les risques.

La période pendant laquelle nous conservons les renseignements dépend du produit ou du service et de la nature des renseignements. Cette période peut s'étendre au-delà de la durée de votre relation avec nous, mais seulement tant que la réglementation l'exige ou tant que cela s'avère nécessaire pour que nous puissions répondre à toute question pouvant être soulevée ultérieurement.

Lorsque vos renseignements personnels ne sont plus requis, nous avons mis en place des procédures pour les détruire, les supprimer, les effacer ou les rendre anonymes en toute sécurité.

Comment protégeons-nous vos renseignements personnels?

Nous nous efforçons de protéger vos renseignements personnels de plusieurs façons.

Nous offrons des garanties administratives, techniques et opérationnelles appropriées ainsi que des mesures de sécurité et des normes pour prévenir l'utilisation, l'accès, la divulgation, la perte ou le vol non autorisés de vos renseignements personnels dont nous avons la garde ou le contrôle. Nous mettons à jour et testons régulièrement nos normes et procédures de sécurité afin de mieux protéger les renseignements que nous détenons à votre sujet et de garantir l'intégrité de vos renseignements personnels.

Nous avons des procédures qui donnent l'accès aux renseignements personnels seulement aux employés qui ont besoin de ces renseignements dans le cadre de leur travail. Nos employés sont formés au sujet de l'importance de protéger la confidentialité et les renseignements personnels des clients, au moyen de programmes de formation et de procédures d'exploitation normalisées. Nous prenons les mesures appropriées pour que nos employés assument leurs responsabilités en matière de confidentialité.

Nos systèmes informatiques sont surveillés 24 heures sur 24, 365 jours par année, pour détecter tout signe d'altération ou d'activité non autorisée. Nous utilisons le chiffrement et des réseaux privés virtuels, effectuons des tests d'intrusion et de vulnérabilité, et mettons à profit les plus récentes technologies de pare-feu et d'antivirus. Nos courriels et nos communications électroniques sont aussi surveillés à des fins réglementaires et de conformité, pour protéger nos clients. Nous avons également mis en place des contrôles rigoureux afin de limiter et de surveiller l'accès de nos employés à nos systèmes.

Nos professionnels des technologies de l'information sont à l'affût des plus récents développements et apportent constamment des améliorations afin que nous soyons toujours à l'avant-garde dans le domaine de la sécurité des données. Une équipe d'auditeurs indépendants examine nos systèmes informatiques à une fréquence régulière.

Nos fournisseurs de services et agents, dans le cadre de leurs contrats avec Raymond James, ont l'obligation de protéger la confidentialité des renseignements personnels des clients et ne peuvent pas utiliser ces renseignements à des fins non autorisées.

Quels sont vos droits pour gérer vos renseignements personnels détenus par Raymond James?

Vous disposez de plusieurs droits concernant la gestion de vos renseignements personnels que nous détenons. Il s'agit notamment de vos droits d'accès, de rectification ou de suppression de vos renseignements et de gestion de vos consentements.

1. Garder vos renseignements personnels à jour

Nous tentons de maintenir des dossiers aussi exacts et complets que possible. Vous pouvez nous aider à veiller à l'exactitude des renseignements vous concernant en informant votre conseiller et le bureau consacré à la protection des renseignements personnels de toute modification de vos renseignements personnels. Si vous remarquez des erreurs dans les renseignements que nous avons à votre égard, faites-le nous savoir. Nous apporterons les corrections rapidement et nous nous assurerons de les acheminer à quiconque détenait les mauvais renseignements. Si nous sommes en désaccord sur certains renseignements, nous prendrons note de votre point de vue dans le dossier.

2. Gérer vos options de consentement

Nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir ou améliorer les produits ou services que vous avez demandés et pour nous conformer aux lois en vigueur.

Vous avez toujours le choix de fournir ou non vos renseignements personnels ou de consentir à ce que nous obtenions des renseignements personnels à votre sujet auprès de tiers. Vous pouvez retirer ou accorder votre consentement en tout temps. Toutefois, si vous choisissez de ne pas fournir les renseignements personnels ou les consentements demandés, ou si vous retirez votre consentement, il se peut que nous ne soyons pas en mesure d'ouvrir ou de continuer à gérer votre compte ou de vous fournir tous les produits et services que vous demandez. Par exemple, nous ne pouvons pas ouvrir de compte de placement ou le maintenir sans obtenir certains renseignements personnels, puisqu'en procédant ainsi nous ne respecterions pas nos obligations légales et réglementaires.

Vous pouvez continuer à recevoir certains types de communications, y compris des messages électroniques ou des offres, de la part de Raymond James même après avoir retiré votre consentement ou vous être désabonné des courriels. Il peut s'agir de messages envoyés à partir de notre portail en ligne, de messages envoyés en réponse à des demandes spécifiques, de messages visant à satisfaire une obligation légale ou à faire respecter un droit existant ou en cours d'exercice, ou à vous en informer.

Pour toute question concernant les options de consentement, n'hésitez pas à communiquer avec votre conseiller ou le bureau consacré à la protection des renseignements personnels de Raymond James. Leurs coordonnées sont énoncées à la fin du présent document. Il nous fera plaisir de vous expliquer les différentes options qui s'offrent à vous, ainsi que les conséquences d'un refus ou du retrait de votre consentement.

3. Obtenir l'accès à vos renseignements personnels

La plupart de vos renseignements sont disponibles dans les rapports que vous recevez sur vos produits et services. Si vous souhaitez demander l'accès à d'autres renseignements personnels que nous pourrions détenir à votre sujet, et obtenir des informations sur l'utilisation et la divulgation de ces renseignements par Raymond James, vous pouvez contacter le chef de la protection des renseignements personnels de Raymond James comme indiqué à la fin de la présente Politique.

Nous vous demanderons de formuler votre demande par écrit et de nous fournir suffisamment de détails pour nous aider à bien comprendre votre demande et à effectuer nos recherches. Nous vous demanderons de confirmer votre identité avant de vous donner accès à vos renseignements ou vous permettre de lancer une recherche. Nous vous ferons savoir à l'avance si l'accès à vos renseignements est payant. Nous pouvons également vous demander des informations supplémentaires pour confirmer l'objectif de votre demande, telles que la période concernée ou une description spécifique des renseignements auxquels vous souhaitez accéder.

Une fois que nous aurons reçu votre demande écrite, vérifié votre identité et compris la portée de votre demande, nous vous répondrons par écrit à votre demande d'accès dans le délai fixé par la législation applicable en matière de protection de la vie privée.

Si vous souffrez d'un handicap sensoriel, vous pouvez demander à recevoir vos renseignements dans un format alternatif. Si nous disposons déjà de ce format, nous le fournirons. Dans le cas contraire, nous convertirons les renseignements

dans le format demandé si cela est raisonnable et conforme à la législation applicable en matière de protection de la vie privée pour permettre l'accès.

Veillez noter qu'il est possible que nous ne soyons pas en mesure de fournir certains renseignements à votre sujet si les dossiers concernés contiennent des références à d'autres personnes et si ces références ne peuvent pas être séparées, font l'objet de privilèges juridiques, contiennent des renseignements confidentiels exclusifs à Raymond James, concernent une enquête pour rupture de contrat ou pour violation de la loi ou ne peuvent être divulgués pour toute autre raison d'ordre juridique. En outre, nous ne tenons pas de dossiers de divulgation pour les activités courantes ou normales.

Sur demande et lorsque la loi le permet, nous vous indiquerons les types de tiers auxquels nous avons, ou pourrions avoir, communiqué vos renseignements. Toutefois, cela n'inclut pas les prestataires de services auxquels nous avons fait appel. Cela n'inclura pas non plus les rapports à l'Agence du revenu du Canada ou les informations fournies dans le cadre d'obligations légales et réglementaires.

4. Demande de suppression de vos renseignements personnels

Comme indiqué ci-dessus, nous conservons vos renseignements personnels aussi longtemps que les raisons de leur collecte initiale l'exigent ou que la loi ou la réglementation l'exige. Lorsque vos renseignements personnels ne sont plus requis, nous avons mis en place des procédures pour les faire disparaître, les supprimer, les effacer ou les rendre anonymes de manière sécurisée. Si vous souhaitez demander la suppression de tout renseignement personnel que nous pourrions détenir à votre sujet, vous pouvez communiquer avec le chef de la protection des renseignements personnels de Raymond James comme indiqué à la fin de la présente Politique. Nous vous demanderons de formuler votre demande par écrit et de nous fournir suffisamment de détails pour nous aider à bien comprendre votre demande.

Protection des renseignements personnels sur Internet

Raymond James s'engage à respecter et à protéger la vie privée des personnes qui visitent son site Web. Nous utilisons des témoins et d'autres technologies de suivi pour collecter des renseignements sur les visiteurs de notre site Web. Un témoin est une technologie courante qui nous permet de reconnaître les visites de votre ordinateur ainsi que la manière et le moment où vous utilisez un site, et vos préférences d'utilisateur, afin de contrôler la manière dont le site Web est utilisé. Nous utilisons ces informations pour déterminer les paramètres qui conviennent à votre ordinateur ou à votre appareil, pour fournir ou améliorer les fonctionnalités numériques, et à des fins de sécurité, y compris la prévention de la fraude, l'analyse interne et les rapports.

Notre site Web peut contenir des liens vers d'autres sites Web. N'oubliez jamais que lorsque vous cliquez sur l'un de ces liens, vous accédez à un autre site Web à l'égard duquel Raymond James n'a aucune responsabilité ni contrôle.

Notre Politique de confidentialité sur Internet vous aidera à mieux comprendre de quelle manière nous recueillons, utilisons, partageons et protégeons vos renseignements personnels lorsque vous visitez notre site Web, ainsi que les options dont vous disposez pour limiter la collecte de renseignements. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de protection des renseignements personnels sur Internet en cliquant sur le lien suivant : [protection des renseignements personnels sur Internet](#)

Résoudre les problèmes en matière de protection de la vie privée

Si vous avez des questions concernant la protection de la vie privée et la confidentialité ou toute préoccupation ou plainte sur la façon dont une demande de renseignements personnels a été traitée, veuillez communiquer directement avec le chef de la protection des renseignements personnels de Raymond James aux coordonnées ci-dessus :

5300-40 King Street West
Scotia Plaza , Boîte postale 415
Toronto, ON Canada
M5H 3Y2

Tél. : (416) 777-6438 ou 1 888 410-1179

Courriel : privacyofficer@raymondjames.ca

Si nous ne parvenons pas à résoudre vos problèmes à votre satisfaction, vous pouvez contacter le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada :

30 Victoria Street, Gatineau, Québec, K1A 1H3

Sans frais : 1 800 282-1376

Téléphone : (819) 994-5444

ATS : (819) 994-6591

www.priv.gc.ca

Régime enregistré d'épargne-retraite autogéré de Raymond James Ltée – Déclaration de fiducie

Nous, Société de fiducie Canadienne de l'Ouest, société de fiducie existant en vertu des lois du Canada, déclarons par les présentes que nous agissons en qualité de fiduciaire pour vous, le rentier désigné dans la demande qui est jointe à la présente déclaration, à l'égard du régime d'épargne-retraite autogéré de Raymond James Ltée (le « régime »), selon les modalités suivantes :

Quelques définitions :

Dans la présente déclaration, en plus des termes qui sont définis ailleurs ci-après,

- « conjoint de fait » a le sens qui lui est donné dans la Loi;
- « cotisations » désigne les cotisations en espèces ou les placements versés au régime;
- « échéance » a le sens qui lui est donné à la section 8 (Constitution d'un revenu de retraite ou transfert à un FERR);
- « époux » désigne un époux aux fins des lois fiscales;
- « FERR » désigne un fonds enregistré de revenu de retraite, selon la définition de la Loi;
- « Loi » désigne la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- « lois fiscales » désigne la Loi ainsi que toute loi fiscale applicable de votre province de résidence, indiquée dans votre demande;
- « mandataire » désigne la société nommée à la section 15 (Délégation);
- « nous » et « notre » se rapportent à la Société de fiducie Canadienne de l'Ouest;
- « REER » désigne un régime enregistré d'épargne-retraite, selon la définition de la Loi;
- « revenu de retraite » a le sens qui lui est donné dans la Loi;
- « vous » et « votre » se rapportent à la personne qui a signé la demande et qui sera le propriétaire du régime (aux termes de la Loi, vous êtes connu comme étant le « rentier » du régime).

1. Enregistrement

Nous demanderons l'enregistrement du régime conformément aux lois fiscales. Le régime a pour but de vous fournir un revenu de retraite.

2. Cotisations

Nous n'acceptons que les cotisations effectuées par vous ou, le cas échéant, par votre époux ou votre conjoint de fait. Il vous incombera entièrement, à vous ou à cette autre personne, de déterminer quel est le montant maximal permis par les lois fiscales à l'égard des cotisations effectuées au cours d'une année d'imposition donnée et de déterminer pour quelle année d'imposition, le cas échéant, les cotisations donnent droit à une déduction fiscale. Nous détiendrons les cotisations et les placements, ainsi que le revenu ou les gains qui en proviendront (l'« actif du régime »), en fiducie, lesquels seront détenus, investis et affectés conformément aux dispositions de la présente déclaration et des lois fiscales. Aucune cotisation ne peut être versée au régime après l'échéance.

3. Placements

Nous détiendrons, investirons et vendrons l'actif du régime selon vos instructions. Nous pouvons exiger que les instructions soient consignées par écrit.

Nous pouvons placer les espèces non investies dans un compte de dépôt à vue auprès d'une banque à charte au Canada. Nous verserons des intérêts sur les soldes en espèces au taux et au moment que nous seuls déterminerons.

Les placements ne seront pas limités à ceux que la loi autorise pour les fiduciaires. Cependant, il vous reviendra entièrement de déterminer si une cotisation ou un placement est ou demeure un « placement admissible » aux fins des REER en vertu des lois fiscales. Le régime assumera les impôts, pénalités ou intérêts exigibles en vertu des lois fiscales.

Si l'actif du régime ne suffit pas à couvrir les impôts, pénalités ou intérêts à payer, ou si des impôts, pénalités ou intérêts sont exigés une fois que le régime a cessé d'exister, vous devez nous payer ou nous rembourser directement ces

impôts, pénalités ou intérêts. Vous pouvez, au moyen d'une procuration signée en bonne et due forme que nous jugeons satisfaisante, désigner un mandataire pour donner des instructions en matière de placement. Vous nous dégagez de toute réclamation ou responsabilité lorsque nous agissons conformément aux instructions de ce mandataire.

Nonobstant toute disposition de la présente déclaration, nous pouvons, à notre entière discrétion, refuser d'accepter une cotisation ou de faire un placement quelconque pour quelque raison que ce soit, notamment s'il n'est pas conforme à nos exigences administratives ou à nos politiques en vigueur. Nous pouvons également exiger que vous nous fournissiez des documents spéciaux à l'appui avant de faire certains placements dans le cadre du régime.

Nous ne serons aucunement responsables de toute perte découlant de la vente ou d'une autre disposition de tout placement faisant partie de l'actif du régime.

4. Reçus aux fins de l'impôt

Au plus tard le 31 mars de chaque année, nous vous enverrons, à vous ou à votre époux ou conjoint de fait, s'il y a lieu, un reçu faisant état des cotisations que vous ou cette personne avez effectuées au cours de l'année précédente et, le cas échéant, au cours des 60 premiers jours de l'année courante. Il vous incombera entièrement, à vous ou à votre époux ou conjoint de fait, de vous assurer qu'aucune déduction fiscale réclamée n'excède le montant maximal permis en vertu des lois fiscales.

5. Votre compte et vos relevés

Nous établirons à votre nom un compte où seront consignés toutes les cotisations versées au régime, toutes les opérations de placement et tous les retraits du régime. Au moins une fois tous les trois mois, nous vous ferons parvenir un relevé de compte indiquant toutes ces opérations, de même que les intérêts gagnés et les frais engagés au cours de la période couverte par le relevé.

6. Gestion et propriété

Nous pouvons détenir un placement à notre nom, au nom de notre nominataire ou mandataire, au porteur ou à tout autre nom ou sous toute autre forme, ou auprès de toute chambre de compensation ou de tout dépositaire, que nous pouvons déterminer. Nous pouvons généralement exercer les droits d'un propriétaire à l'égard de tous les éléments d'actif du régime, y compris le droit de voter et celui de donner des procurations de vote relativement à ces éléments d'actif, ainsi que le pouvoir de vendre des éléments d'actif afin de payer les cotisations, impôts ou frais qui se rapportent au régime.

Dans l'exercice de nos droits et de nos responsabilités en vertu des présentes, nous pouvons avoir recours aux services de mandataires et de conseillers, y compris un conseiller juridique, et nous pouvons agir ou nous abstenir d'agir en fonction des conseils ou des renseignements fournis par ces mandataires ou conseillers.

7. Remboursement des cotisations excédentaires

À la réception d'une demande écrite de votre part ou, s'il y a lieu, de votre époux ou conjoint de fait, nous rembourserons à cette personne un montant qui réduira le montant de l'impôt que cette personne devrait autrement payer en vertu de la Partie X.1 de la Loi ou de toute autre loi fiscale. Il ne nous reviendra aucunement de déterminer le montant d'un tel remboursement.

8. Constitution d'un revenu de retraite ou transfert à un FERR

Votre régime arrivera à échéance à la date (l'« échéance ») que vous choisirez pour le début du paiement d'un revenu de retraite; cette date ne doit cependant pas être postérieure au 31 décembre de l'année civile au cours de laquelle le paiement de votre revenu de retraite doit commencer en vertu de la Loi. Vous devez nous informer de l'échéance au moyen d'un préavis écrit d'au moins 90 jours. Dans ce préavis, vous devez également nous donner instruction :

- a. de vendre l'actif du régime et d'affecter toutes les espèces faisant partie du régime, moins les coûts liés à la vente et les autres frais connexes, le cas échéant, (le « produit du régime ») pour constituer un revenu de retraite pour vous, dont le versement commencera à l'échéance; ou
- b. de transférer l'actif du régime, au plus tard à l'échéance, à un FERR.

Si vous nous donnez comme instruction de constituer un revenu de retraite pour vous, vous devez également préciser

le type de rente, conformément à l'article 146 de la Loi, que vous désirez recevoir à titre de revenu de retraite, de même que le nom de la société autorisée auprès de laquelle nous devons souscrire la rente. Toute rente ainsi choisie doit présenter une ou plusieurs des caractéristiques permises au paragraphe 146(3), au sous-alinéa 146(2)(b)(ii) et à l'alinéa 146(2)(b.1) de la Loi. Cependant, tout revenu de retraite ainsi constitué ne peut être cédé, intégralement ou en partie, et doit être converti s'il devient par ailleurs payable à une personne autre que vous ou, après votre décès, que votre époux ou votre conjoint de fait. De plus, le total des versements d'une rente effectués périodiquement dans une année après votre décès ne peut dépasser le total des versements effectués durant une année précédant votre décès. Il vous incombe entièrement de choisir un revenu de retraite qui est conforme aux lois fiscales.

Si nous ne recevons pas votre préavis et vos instructions au moins 60 jours avant le 31 décembre de l'année civile au cours de laquelle le paiement de votre revenu de retraite doit commencer en vertu de la Loi, nous vendrons l'actif du régime, sous réserve des exigences des lois fiscales. Si le produit du régime est supérieur à 10 000 \$ (ou à un montant plus ou moins élevé que nous pouvons, à notre entière discrétion, déterminer), nous procéderons, avant la fin de cette année, au transfert du produit du régime à un FERR pour vous; par les présentes, vous nous désignez (et/ou le mandataire) comme votre (vos) fondé(s) de pouvoir pour signer tous les documents et faire les choix qui sont nécessaires pour établir le FERR. Vous serez réputé i) avoir choisi de vous fonder sur votre âge pour déterminer le montant minimal payable en vertu du FERR conformément aux lois fiscales; ii) ne pas avoir choisi de désigner votre époux ou conjoint de fait comme rentier successeur du FERR à votre décès; et iii) ne pas avoir désigné de bénéficiaire du FERR. Nous administrerons le FERR à titre de fiduciaire conformément aux dispositions des lois fiscales. Si le montant du produit du régime est inférieur à 10 000 \$ ou à un montant plus ou moins élevé que le fiduciaire peut déterminer, vous transférerez le produit du régime dans un FERR ou déposerez le montant net dans un compte de dépôt non enregistré portant intérêt. Veuillez noter que tout montant choisi doit figurer dans la déclaration de fiducie et qu'il ne peut être laissé à la discrétion du fiduciaire.

9. Retraits

Vous pouvez, au moyen d'instructions écrites ou de tout autre mode de communication que nous jugeons acceptable, avant de commencer à toucher un revenu de retraite, nous demander de vous verser la totalité ou une partie de l'actif du régime. Afin d'effectuer ce versement, nous pouvons vendre la totalité ou une partie de tout placement, dans la mesure que nous jugeons appropriée. Nous retiendrons sur le montant retiré tout impôt sur le revenu ou toute autre taxe ou frais exigés à l'égard du retrait de fonds et vous verserons le solde, après avoir déduit tous frais et débours applicables. Nous n'assumerons aucune responsabilité envers vous relativement à la vente de l'actif du régime ou à toute perte pouvant résulter d'une telle vente.

10. Transferts (après échec de la relation ou autrement)

Sous réserve de toute exigence raisonnable que nous pouvons avoir, vous pouvez nous demander, par écrit, de transférer l'actif du régime (déduction faite des coûts de la liquidation), moins les frais payables en vertu des présentes ainsi que les impôts et taxes, les intérêts et les pénalités qui sont ou peuvent devenir payables ou qui doivent être retenus en vertu des lois fiscales, à :

- a. un REER ou un FERR dont i) vous êtes le rentier; ou ii) votre époux, votre ancien époux, votre conjoint de fait ou votre ancien conjoint de fait, avec qui vous ne vivez plus, est le rentier et si le transfert est effectué conformément à quelque décret, ordonnance ou jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation visant à partager des biens en règlement, après échec de votre mariage ou de votre couple en union libre, des droits qui en découlent; ou
- b. un régime de pension agréé (selon la définition des lois fiscales) dont vous êtes le bénéficiaire.

Ces transferts prendront effet conformément aux dispositions des lois fiscales et de toute autre loi applicable, et ce, dans un délai raisonnable une fois que les formulaires requis auront été remplis. Si seulement une partie de l'actif du régime est transférée conformément à la présente section, vous pouvez préciser par écrit quels éléments d'actif vous voulez voir transférés ou vendus; autrement, nous transférerons ou vendrons les éléments d'actif que nous jugeons appropriés. Aucun transfert ne sera effectué tant que tous les frais et impôts ou taxes n'auront pas été payés.

11. Absence d'avantage

Aucun avantage subordonné de quelque façon que ce soit à l'existence du régime ne peut vous être accordé ou être accordé à une personne ayant un lien de dépendance avec vous, si ce n'est un avantage ou un montant autorisés par les lois fiscales.

12. Désignation de bénéficiaire

Si la loi provinciale applicable le permet, vous pouvez désigner une ou plusieurs personnes comme bénéficiaire(s) de l'actif du régime ou du produit du régime à votre décès. Vous pouvez effectuer, modifier ou révoquer une désignation de bénéficiaire en remplissant, en datant et en signant le formulaire que nous vous fournissons ou tout autre formulaire approprié à cette fin, et en vous assurant que nous le recevons avant que nous ne versions la totalité du régime, conformément aux dispositions de la section 13. Si nous recevons plus d'un formulaire, nous tiendrons compte de celui qui porte la date la plus récente.

13. Décès

Advenant votre décès avant l'échéance, à la réception d'une preuve satisfaisante du décès et de tous les autres documents que nous pouvons exiger, nous procéderons au transfert de l'actif du régime, ou nous le vendrons et verserons le produit du régime, au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) du régime. Si vous n'avez pas désigné de bénéficiaire ou si votre bénéficiaire décède avant vous, nous transférerons l'actif du régime ou verserons le produit du régime à votre représentant personnel. Tous les frais, coûts, impôts et taxes devant être payés ou retenus seront déduits. Nous serons entièrement libérés de toute responsabilité une fois que nous aurons effectué un tel transfert ou versement, même si une désignation de bénéficiaire faite par vous peut être non valable à titre d'instrument testamentaire. Nous ne serons aucunement responsables de toute perte découlant d'un retard relatif à un tel transfert ou versement.

14. Preuve d'âge

Votre déclaration relative à votre date de naissance figurant dans votre demande sera réputée constituer une attestation et un engagement de votre part à fournir toute autre preuve d'âge qui peut être exigée aux fins de l'établissement de l'échéance et de la constitution d'un revenu de retraite.

15. Délégation

Vous nous autorisez à déléguer à Raymond James Ltée (le « mandataire ») certaines de nos fonctions, notamment :

- i. enregistrer le régime auprès de l'Agence du revenu du Canada;
- ii. recevoir les cotisations;
- iii. iii investir l'actif du régime conformément aux modalités de la présente déclaration;
- iv. assurer la garde de l'actif du régime, en son nom ou au nom de son nominataire ou gardien;
- v. maintenir votre compte et vous fournir des relevés et des avis;
- vi. recevoir vos préavis et instructions et y donner suite;
- vii. percevoir les frais et débours auprès de vous ou à même le régime;
- viii. viii exercer des choix permis en vertu des lois fiscales selon vos instructions ou celles de vos représentants personnels;
- ix. émettre les reçus aux fins de l'impôt et préparer et produire les relevés et formulaires fiscaux ayant trait au régime;
- x. retirer ou transférer des éléments d'actif du régime selon vos instructions ou afin d'effectuer des paiements à vous, à une autorité gouvernementale ou à toute autre personne ayant droit à de tels paiements en vertu du régime, des lois fiscales ou de toute autre loi applicable;

et toute autre fonction relative au régime que nous pouvons déterminer de temps à autre. Cependant, nous demeurerons en dernier lieu responsables de l'administration du régime, conformément aux dispositions de la présente déclaration et des lois fiscales.

Vous reconnaissez que nous pouvons payer au mandataire la totalité ou une partie de nos frais en vertu des présentes et le rembourser des débours engagés dans l'exercice des fonctions qui lui sont déléguées. Vous reconnaissez également que le mandataire touchera des commissions sur les opérations de placement qu'il effectue. Vous reconnaissez et

acceptez que toutes les protections, limites de responsabilité et indemnisations qui nous sont données en vertu de la présente déclaration, y compris, sans restriction, celles qui figurent aux sections 16 (Frais) et 17 (Responsabilité du fiduciaire), sont également données au mandataire.

16. Frais

Nous avons le droit de recevoir et pouvons exiger à l'égard du régime des frais raisonnables que nous établissons périodiquement avec le mandataire, sous réserve que nous vous donnions un préavis écrit de 60 jours de tout changement dans le montant de ces frais. Nous avons également le droit de nous faire rembourser les impôts, pénalités et intérêts ainsi que tous les autres coûts et débours engagés par nous ou par le mandataire relativement au régime. Tous les montants ainsi payables seront imputés au régime, à moins que vous ne preniez d'autres dispositions avec nous. Si les espèces détenues dans le régime ne suffisent pas pour acquitter ces montants, nous pouvons, à notre entière discrétion, vendre des éléments d'actif du régime à cette fin, et nous ne serons aucunement responsables de toute perte pouvant résulter d'une telle vente.

17. Responsabilité du fiduciaire

Nous n'avons pas la responsabilité de déterminer si un placement effectué suivant vos instructions est ou demeure un « placement admissible » aux fins des REER en vertu des lois fiscales.

Nous avons le droit d'agir conformément à tout acte, certificat, avis ou autre document que nous jugeons authentique et dûment signé ou présenté. Lorsque le régime aura pris fin et que la totalité de l'actif du régime aura été payée, nous serons libérés de toute responsabilité ou obligation se rapportant au régime.

Nous ne sommes aucunement responsables envers vous ou le régime à l'égard des impôts, pénalités, intérêts, pertes ou dommages subis ou à payer par le régime, par vous ou par toute autre personne relativement au régime, par suite de l'acquisition, de la détention ou du transfert de tout placement, ou par suite de paiements effectués à même le régime conformément aux dispositions de la présente déclaration, ou parce que nous nous sommes conformés ou avons refusé de nous conformer aux instructions qui nous ont été données, à moins que cela ne découle d'une grossière négligence ou d'une inconduite volontaire de notre part ou de notre mauvaise foi, et nous pouvons nous rembourser, ou payer, les impôts, pénalités, intérêts ou frais que nous devons acquitter en vertu des lois fiscales ou à toute autre autorité gouvernementale à même l'actif du régime. Sans limiter la généralité de ce qui précède, vous ne pourrez pas faire valoir de réclamation à notre encontre par suite de pertes, diminution, dommages, frais, coûts, impôts, cotisations, droits, intérêts, demandes, amendes, réclamations, pénalités, honoraires ou débours engagés directement ou indirectement dans le cadre de l'administration ou de l'exercice de notre mandat de fiduciaire du régime ou de l'actif du régime (les « responsabilités »), à l'exception des responsabilités qui découlent directement d'une grossière négligence ou d'une inconduite volontaire de notre part ou de notre mauvaise foi. Vous reconnaissez expressément que nous ne serons aucunement responsables des actes ou du défaut d'agir du mandataire à titre personnel.

Vous, vos héritiers et vos représentants personnels devez en tout temps nous indemniser et nous tenir à couvert, de même que nos sociétés liées ou affiliées et chacun de nos administrateurs, dirigeants, dépositaires, mandataires (notamment le mandataire) et employés respectifs, de toute responsabilité (dont tous les frais raisonnables engagés pour notre défense) de toute nature pouvant en tout temps être engagés par l'un de nous ou être présentés contre nous par toute personne, tout organisme de réglementation ou toute autorité gouvernementale et pouvant concerner le régime. Si nous avons le droit de présenter une demande d'indemnisation en vertu des présentes et que nous le faisons, le mandataire peut payer le montant de la demande d'indemnisation à même l'actif du régime. Si l'actif du régime ne suffit pas à couvrir la demande d'indemnisation, ou si la demande d'indemnisation est faite une fois que le régime a cessé d'exister, vous acceptez de verser personnellement le montant de la demande d'indemnisation. Les dispositions de la présente section 17 demeureront en vigueur après la cessation du régime.

18. Remplacement du fiduciaire

Nous pouvons démissionner à titre de fiduciaire du régime en vous faisant parvenir, à vous et au mandataire, un préavis écrit de 60 jours ou un préavis plus court que le mandataire peut juger suffisant. Le mandataire peut nous destituer de nos fonctions de fiduciaire en vous faisant parvenir, de même qu'à nous, un préavis écrit de 60 jours ou un préavis plus court que nous pouvons juger suffisant. Lorsqu'il a émis ou reçu un préavis concernant notre destitution ou notre démission, le mandataire doit, au cours de la période du préavis, désigner un nouveau fiduciaire autorisé en vertu des lois fiscales et de toute autre loi applicable (le « nouveau fiduciaire »). Si aucun nouveau fiduciaire n'a été trouvé

pendant la période du préavis, nous et/ou le mandataire pouvons (peut) s'adresser à un tribunal compétent pour que soit nommé un nouveau fiduciaire. Tous les frais engagés par nous relativement à la nomination d'un nouveau fiduciaire seront imputés à l'actif du régime et seront remboursés à même l'actif du régime, à moins qu'ils ne soient payés personnellement par le mandataire. Notre démission ou notre destitution n'entrera en vigueur que lorsqu'un nouveau fiduciaire aura été nommé.

Toute société de fiducie issue d'une fusion ou d'une prorogation à laquelle nous prenons part, ou qui prend en charge la plus grande part de nos affaires relatives aux REER et aux FERR (que ce soit par suite de la vente de ces affaires ou autrement) deviendra, si elle est autorisée à cette fin, le nouveau fiduciaire en vertu des présentes, sans autre avis ni formalité.

19. Modification de la présente déclaration de fiducie

Nous pouvons modifier la présente déclaration avec l'accord des autorités fiscales applicables, au besoin, sous réserve que cette modification ne puisse rendre le régime non admissible comme REER au sens des lois fiscales. Nous vous ferons parvenir un préavis écrit de 30 jours à cet égard, à moins que la modification ne vise à satisfaire à une exigence des lois fiscales.

20. Avis

Vous pouvez nous donner vos instructions en les remettant en mains propres ou en les faisant parvenir par télécopieur ou par la poste, port payé (ou par tout autre moyen que nous ou le mandataire pouvons juger acceptable), à l'adresse du mandataire ou à toute autre adresse que nous précisons. Nous pouvons vous faire parvenir tout avis, relevé, reçu ou autre communication par la poste, port payé, à l'adresse indiquée sur votre demande ou à toute autre adresse que vous nous fournissez. Les avis que nous vous envoyons seront réputés avoir été donnés le deuxième jour ouvrable suivant leur mise à la poste.

21. Référence aux lois

Toutes les références faites dans les présentes aux lois, aux règlements ou à leurs dispositions signifient lesdites lois, lesdits règlements ou lesdites dispositions, tels que ceux-ci peuvent être remis en vigueur ou remplacés de temps à autre.

22. Convention obligatoire

Les dispositions de la présente déclaration lieront vos héritiers et vos représentants personnels, ainsi que nos successeurs et ayants droit. Nonobstant ce qui précède, si le régime ou l'actif du régime sont transférés à un nouveau fiduciaire, les modalités de la déclaration de fiducie du nouveau fiduciaire s'appliqueront à compter de la date du transfert.

23. Droit applicable

La présente déclaration sera interprétée et exécutée conformément aux lois de la province de la Colombie-Britannique et aux lois du Canada qui s'appliquent aux présentes, sauf que, lorsque les circonstances l'exigent, les termes « époux » et « conjoint de fait » seront reconnus conformément au sens qui leur est attribué en vertu de la Loi.

24. Accès au dossier (au Québec seulement)

Vous comprenez que les renseignements contenus dans votre demande seront conservés dans un dossier à l'établissement du mandataire. L'objet de ce dossier est de nous permettre, ainsi qu'au mandataire et à nos mandataires et représentants respectifs, d'évaluer votre demande, de répondre à toute question que vous pouvez formuler au sujet de la demande ou de votre régime, de gérer votre régime et de donner suite à vos instructions sur une base continue. Sous réserve des lois applicables, les renseignements personnels consignés dans ce dossier peuvent être utilisés par nous ou par le mandataire afin de prendre toute décision relative à l'objet du dossier, et seulement nous, le mandataire et nos employés, agents et représentants respectifs, toute autre personne désignée pour exécuter nos devoirs et obligations ou ceux du mandataire, vous ainsi que toute autre personne que vous autorisez par écrit, aurons accès à ce dossier. Vous pouvez consulter votre dossier et, au besoin, le faire rectifier. Afin de vous prévaloir de tels droits, vous devez nous en informer par écrit.

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE CANADIENNE DE L'OUEST

Fonds enregistré de revenu de retraite autogéré de Raymond James Ltée – Déclaration de fiducie

Nous, Société de fiducie Canadienne de l'Ouest, société de fiducie existant en vertu des lois du Canada, déclarons par les présentes que nous agissons en qualité de fiduciaire pour vous, le rentier désigné dans la demande qui est jointe à la présente déclaration, à l'égard du fonds de revenu de retraite autogéré de Raymond James Ltée (le « fonds »), selon les modalités suivantes :

Quelques définitions :

Dans la présente déclaration, en plus des termes qui sont définis ailleurs ci-après,

« **conjoint de fait** » a le sens qui lui est donné dans la Loi;

« **époux** » désigne un époux aux fins des lois fiscales;

« **FERR** » désigne un fonds enregistré de revenu de retraite, selon la définition de la Loi;

« **Loi** » désigne la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);

« **lois fiscales** » désigne la Loi ainsi que toute loi fiscale applicable de votre province de résidence, indiquée dans votre demande;

« **mandataire** » désigne la société nommée à la section 12 (Délégation);

« **nous** » et « **notre** » se rapportent à la Société de fiducie Canadienne de l'Ouest;

« **REER** » désigne un régime enregistré d'épargne-retraite, selon la définition de la Loi;

« **revenu de retraite** » a le sens qui lui est donné dans la Loi;

« **vous** » et « **votre** » se rapportent à la personne qui a signé la demande et qui sera le propriétaire du fonds (aux termes de la Loi, le « rentier » du fonds) et, après votre décès, à votre époux ou conjoint de fait s'il devient le rentier successeur du fonds, conformément aux dispositions de la section 9 (Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire) des présentes.

1. Enregistrement

Nous demanderons l'enregistrement du fonds conformément aux lois fiscales. Le fonds a pour but de vous fournir un revenu de retraite conformément à la Loi.

2. Acceptation de biens dans le fonds

Nous n'accepterons dans le fonds que les espèces et les autres biens qui y sont transférés conformément aux dispositions des lois fiscales, s'ils proviennent :

- a. d'un REER ou d'un FERR dont vous êtes le rentier;
- b. de vous, uniquement dans la mesure où le bien était un montant décrit sous-alinéa 60(1)(v) de la Loi (y compris les remboursements de primes d'un REER d'une personne décédée si celle-ci était votre époux ou votre conjoint de fait, ou si vous étiez à sa charge en raison d'une infirmité physique ou mentale);
- c. d'un REER ou d'un FERR dont votre époux, votre ancien époux, votre conjoint de fait ou votre ancien conjoint de fait, avec qui vous ne vivez plus, est le rentier et si le transfert est effectué conformément à quelque décret, ordonnance ou jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation visant à partager des biens en règlement, après échec de votre mariage ou de votre couple en union libre, des droits qui en découlent;
- d. d'un régime de pension agréé dont vous êtes un participant (selon la définition du paragraphe 147.1(1) de la Loi) ou d'un régime de pension agréé conformément au paragraphe 147.3(5) ou (7) de la Loi; ou
- e. d'un régime provincial de retraite lorsque le paragraphe 146(21) de la Loi s'applique.

Nous détiendrons ces biens et les placements, ainsi que le revenu ou les gains qui en proviendront (l'« actif du fonds »), en fiducie, lesquels seront détenus, investis et affectés conformément aux dispositions de la présente déclaration et des lois fiscales.

3. Placements

Nous détiendrons, investirons et vendrons l'actif du fonds selon vos instructions. Nous pouvons exiger que les instructions soient consignées par écrit. Il n'est pas permis au fiduciaire d'emprunter des espèces ou d'autres biens aux fins de l'arrangement. Nous pouvons placer les espèces non investies dans un compte de dépôt à vue auprès d'une banque à charte au Canada. Nous verserons des intérêts sur les soldes en espèces au taux et au moment que nous seuls déterminerons.

Les placements ne seront pas limités à ceux que la loi autorise pour les fiduciaires. Toutefois, il vous incombera de déterminer si un bien ou un placement transféré est ou demeure un « placement admissible » aux FERR en vertu des lois fiscales. Le fonds assumera les impôts, pénalités ou intérêts exigibles en vertu des lois fiscales, autres que ceux qui sont attribuables au fiduciaire en vertu des lois fiscales. Si l'actif du fonds ne suffit pas à couvrir les impôts, pénalités ou intérêts à payer, ou si les impôts, pénalités ou intérêts sont exigés une fois que le fonds a cessé d'exister, vous devez nous payer ou nous rembourser directement ces impôts, pénalités ou intérêts.

Vous pouvez, au moyen d'une procuration signée en bonne et due forme que nous jugeons satisfaisante, désigner un mandataire pour donner des instructions en matière de placement. Vous nous dégagez de toute réclamation ou responsabilité lorsque nous agissons conformément aux instructions de ce mandataire.

Nonobstant toute disposition de la présente déclaration, nous pouvons, à notre entière discrétion, refuser d'accepter une cotisation ou de faire un placement quelconque pour quelque raison que ce soit, notamment s'il n'est pas conforme à nos exigences administratives ou à nos politiques en vigueur. Nous pouvons également exiger que vous nous fournissiez des documents spéciaux à l'appui avant de faire certains placements dans le cadre de l'arrangement.

Nous ne serons aucunement responsables de toute perte découlant de la vente ou d'une autre disposition de tout placement faisant partie de l'actif du fonds.

4. Votre compte et vos relevés

Nous établirons à votre nom un compte où seront consignés tout l'actif du fonds, toutes les opérations de placement et tous les paiements effectués à partir du fonds. Au moins une fois tous les trois mois, nous vous ferons parvenir un relevé de compte indiquant toutes ces opérations, de même que les intérêts gagnés et les frais engagés au cours de la période couverte par le relevé. Nous vous enverrons également, avant la fin de février de chaque année, un feuillet de renseignements faisant état de tous les paiements effectués à partir de votre fonds au cours de l'année civile précédente, afin de vous permettre de déclarer ce montant dans votre déclaration de revenus.

5. Gestion et propriété

Nous pouvons détenir un placement à notre nom, au nom de notre nominataire ou mandataire, au porteur ou à tout autre nom ou sous toute autre forme, ou auprès de toute chambre de compensation ou de tout dépositaire, que nous pouvons déterminer. Nous pouvons généralement exercer les droits d'un propriétaire à l'égard de l'actif du fonds, y compris le droit de voter et celui de donner des procurations de vote relativement à ces éléments d'actif, ainsi que le pouvoir de vendre des éléments d'actif afin de payer les cotisations, impôts ou frais qui se rapportent au régime, dans le cadre de l'arrangement. Toutefois, vous pourriez nous demander de faire en sorte que vous puissiez exercer ces droits de vote à la suite de quoi, si nous disposons de suffisamment de temps, nous pourrions procéder à un tel arrangement. Dans l'exercice de nos droits et de nos responsabilités en vertu des présentes, nous pouvons avoir recours aux services de mandataires et de conseillers, y compris un conseiller juridique, et nous pouvons agir ou nous abstenir d'agir en fonction des conseils ou des renseignements fournis par ces mandataires ou conseillers.

6. Paiements

Chaque année civile, nous vous verserons un ou plusieurs paiements, dont le total doit être au moins égal au montant minimal calculé conformément au paragraphe 146.3(1) de la Loi. Aucun paiement ne doit dépasser la valeur de l'actif du fonds immédiatement avant le versement. Le montant minimal pour l'année initiale est de zéro, ce qui signifie que

vous n'avez pas à recevoir de paiement si vous ne le voulez pas. Pour ce qui est des montants et de la fréquence des versements, nous nous conformerons à vos instructions indiquées sur votre demande ou à d'autres instructions acceptables, que vous pourrez par ailleurs modifier. Vous pouvez nous donner comme instruction d'effectuer des paiements dépassant le montant minimal pour l'année; en pareil cas, nous devons effectuer une retenue d'impôt sur l'excédent. Si vous ne précisez pas le montant que vous voulez recevoir ou si le montant que vous précisez est inférieur au montant minimal pour une année, nous vous verserons des paiements équivalant au moins au montant minimal. À la fin de l'année au cours de laquelle le dernier paiement est effectué, un montant équivalant à la valeur de l'actif du fonds doit être versé.

Vous pouvez choisir que le montant minimal soit déterminé en fonction de l'âge de votre époux ou conjoint de fait. Pour ce faire, vous devez remplir la section appropriée du formulaire de demande avant que nous ne commencions à vous verser des paiements à partir du fonds.

Il vous incombe entièrement de vous assurer que le solde en espèces du fonds est suffisant pour que ces paiements puissent être effectués. Nous ne serons pas tenus d'effectuer des paiements en espèces. Si nous devons vendre des éléments d'actif du fonds pour disposer des liquidités nécessaires et que vous ne nous avez pas donné d'instructions quant au choix des éléments à vendre, nous vendrons les éléments d'actif que nous jugeons appropriés, à notre entière discrétion. Nous n'assumerons aucune responsabilité relativement à toute perte résultant d'une telle vente.

Aucun paiement effectué à partir du fonds ne peut être cédé, en totalité ou en partie.

Nous n'effectuerons aucun autre paiement que ceux qui sont prévus aux sections 6 (Paiements), 7 (Transferts (après échec de la relation ou autrement)) et 10 (Décès) de la présente déclaration. Cependant, avant d'effectuer un tel paiement, nous pouvons déduire du fonds le montant des impôts, pénalités, intérêts, frais et débours qui doivent être payés en vertu des présentes, en vertu des lois fiscales ou en vertu de toute autre loi applicable.

7. Transferts (après échec de la relation ou autrement)

Sous réserve de toute exigence raisonnable que nous pouvons avoir, vous pouvez nous demander, par écrit, de transférer la totalité ou une partie de l'actif du fonds (déduction faite des coûts de la liquidation et de tout bien que nous devons conserver en vertu des lois fiscales afin d'assurer que le montant minimal puisse vous être versé au cours de cette année), à :

- a. un FERR dont vous êtes le rentier; ou
- b. un REER ou un FERR dont votre époux, votre ancien époux, votre conjoint de fait ou votre ancien conjoint de fait, avec qui vous ne vivez plus, est le rentier, si le transfert est effectué conformément à quelque décret, ordonnance ou jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation visant à partager des biens en règlement, après échec de votre mariage ou de votre couple en union libre, des droits qui en découlent.

Ces transferts prendront effet conformément aux dispositions des lois fiscales et de toute autre loi applicable, et ce, dans un délai raisonnable une fois que les formulaires requis auront été remplis. Si le transfert est effectué à un autre FERR dont vous êtes le rentier, nous procéderons également au transfert de toute l'information nécessaire aux fins de la continuation du fonds. Si seulement une partie de l'actif du fonds est transférée conformément à la présente section, vous pouvez préciser par écrit quels éléments d'actif vous voulez voir transférés ou vendus; autrement, nous transférerons ou vendrons les éléments d'actif que nous jugeons appropriés. Aucun transfert ne sera effectué tant que tous les frais et impôts ou taxes n'auront pas été payés. Nous n'aurons plus aucun devoir ni aucune responsabilité à l'égard des éléments de l'actif du fonds qui sont transférés.

8. Absence d'avantage ou de prêt

Aucun avantage ou prêt subordonné de quelque façon que ce soit à l'existence du fonds ne peut vous être accordé ou être accordé à une personne ayant un lien de dépendance avec vous, si ce n'est un avantage ou un prêt autorisé en vertu de l'alinéa 146.3(2)(g) de la Loi.

9. Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire

Si la loi provinciale applicable le permet, vous pouvez désigner une ou plusieurs personnes comme bénéficiaire(s) d'un montant ou de montants provenant du fonds à votre décès, conformément à l'une des dispositions qui suivent :

- a. *Rentier successeur* : Vous pouvez en tout temps choisir que votre époux ou conjoint de fait reçoive les paiements

prévus à la section 6 (Paiements) à votre décès. (Un rentier successeur ne peut procéder à une telle désignation.) Si vous n'avez pas fait ce choix, nous pouvons consentir à verser de tels paiements à votre époux ou conjoint de fait à votre décès, si votre représentant personnel nous en fait la demande.

- b. *Bénéficiaire d'un montant forfaitaire* : Vous pouvez désigner une ou plusieurs personnes comme bénéficiaire(s) de l'actif du fonds ou du produit du fonds, déduction faite de tous les impôts et taxes applicables et de tous les frais ou débours à payer en vertu de la présente déclaration, sous forme de montant forfaitaire.

Vous pouvez effectuer, modifier ou révoquer une désignation de bénéficiaire en remplissant, en datant et en signant le formulaire que nous vous fournissons ou tout autre formulaire approprié à cette fin, et en vous assurant que nous le recevons avant que nous ne versions la totalité du fonds, conformément aux dispositions de la section 10 (Décès). Si nous recevons plus d'un formulaire, nous tiendrons compte de celui qui porte la date la plus récente.

10. Décès

Advenant votre décès, si vous n'avez pas choisi que votre époux ou conjoint de fait devienne le rentier successeur conformément à la section 9 a) ci-dessus (ou si vous, vous l'avez choisi, mais que votre époux ou conjoint de fait est décédé avant vous), à la réception d'une preuve satisfaisante de votre décès et de tous les autres documents que nous pouvons exiger, nous procéderons au transfert de l'actif du fonds, ou nous le vendrons et verserons le produit du fonds, à tout autre bénéficiaire désigné conformément à la section 9 (Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire) ci-dessus. Si vous n'avez pas désigné de bénéficiaire ou si votre bénéficiaire décède avant vous, nous transférerons l'actif du fonds ou verserons le produit du fonds à votre représentant personnel. Tous les frais, coûts, impôts et taxes devant être payés ou retenus seront déduits.

Nous serons entièrement libérés de toute responsabilité une fois que nous aurons effectué un tel transfert ou versement, même si une désignation de bénéficiaire faite par vous peut être non valable à titre d'instrument testamentaire. Nous ne serons aucunement responsables de toute perte découlant d'un retard relatif à un tel transfert ou versement.

11. Preuve d'âge

Votre déclaration relative à votre date de naissance figurant dans votre demande sera réputée constituer une attestation et un engagement de votre part à fournir toute autre preuve d'âge qui peut être exigée aux fins du calcul de votre revenu de retraite.

12. Délégation

Vous nous autorisez à déléguer à Raymond James Ltée (le « mandataire ») certaines de nos fonctions, notamment :

- i. recevoir les transferts d'espèces et d'autres biens dans le fonds et accepter votre demande en notre nom;
- ii. enregistrer le fonds auprès de l'Agence du revenu du Canada;
- iii. investir l'actif du fonds conformément aux modalités de la présente déclaration;
- iv. assurer la garde de l'actif du fonds, en son nom ou au nom de son nominataire ou gardien;
- v. maintenir votre compte et vous fournir des relevés et des avis;
- vi. recevoir vos préavis et instructions et y donner suite;
- vii. percevoir les frais et débours auprès de vous ou à même le fonds;
- viii. exercer des choix permis en vertu des lois fiscales selon vos instructions ou celles de vos représentants personnels;
- ix. émettre les reçus aux fins de l'impôt et préparer et produire les relevés et formulaires fiscaux ayant trait au fonds;
- x. retirer ou transférer des éléments d'actif du fonds selon vos instructions ou afin d'effectuer des paiements à vous, à une autorité gouvernementale ou à toute autre personne ayant droit à de tels paiements en vertu du fonds, des lois fiscales ou de toute autre loi applicable; et toute autre fonction relative au fonds que nous pouvons déterminer de temps à autre. Cependant, nous demeurerons en dernier lieu responsables de l'administration du fonds, conformément aux dispositions de la présente déclaration et des lois fiscales.

Vous reconnaissez que nous pouvons payer au mandataire la totalité ou une partie de nos frais en vertu des présentes et le rembourser des débours engagés dans l'exercice des fonctions qui lui sont déléguées. Vous reconnaissez également que le mandataire touchera des commissions sur les opérations de placement qu'il effectue. Vous reconnaissez et acceptez que toutes les protections, limites de responsabilité et indemnisations qui nous sont données en vertu de la

présente déclaration, y compris, sans restriction, celles qui figurent aux sections 13 (Frais) et 14 (Responsabilité du fiduciaire), sont également données au mandataire.

13. Frais

Nous avons le droit de recevoir et pouvons exiger à l'égard du fonds des frais raisonnables que nous établissons périodiquement avec le mandataire, sous réserve que nous vous donnions un préavis écrit de 60 jours de tout changement dans le montant de ces frais. Nous avons également le droit de nous faire rembourser les impôts, pénalités et intérêts ainsi que tous les autres coûts et débours engagés par nous ou par le mandataire relativement au fonds. Tous les montants ainsi payables seront imputés au fonds, à moins que vous ne preniez d'autres dispositions avec nous. Si les espèces détenues dans le fonds ne suffisent pas pour acquitter ces montants, nous pouvons, à notre entière discrétion, vendre des éléments d'actif du fonds à cette fin, et nous ne serons aucunement responsables de toute perte pouvant résulter d'une telle vente.

14. Responsabilité du fiduciaire

Nous n'avons pas la responsabilité de déterminer si un placement effectué suivant vos instructions est ou demeure un « placement admissible » aux fins des FERR en vertu des lois fiscales.

Nous avons le droit d'agir conformément à tout acte, certificat, avis ou autre document que nous jugeons authentique et dûment signé ou présenté. Lorsque le fonds aura pris fin et que la totalité de l'actif du fonds aura été payée, nous serons libérés de toute responsabilité ou obligation qui se rapporte au fonds.

Nous ne sommes aucunement responsables envers vous ou le fonds à l'égard des impôts, pénalités, intérêts, pertes ou dommages subis ou à payer par le fonds, par vous ou par toute autre personne relativement au fonds, par suite de l'acquisition, de la détention ou du transfert de tout placement, ou par suite de paiements effectués à même le fonds conformément aux dispositions de la présente déclaration, ou parce que nous nous sommes conformés ou avons refusé de nous conformer aux instructions qui nous ont été données, à moins que cela ne découle d'une grossière négligence ou d'une inconduite volontaire de notre part ou de notre mauvaise foi, et nous pouvons nous rembourser, ou payer, les impôts, pénalités, intérêts ou frais que nous devons acquitter en vertu des lois fiscales ou à toute autre autorité gouvernementale à même l'actif du fonds. Sans limiter la généralité de ce qui précède, vous ne pourrez pas faire valoir de réclamation à notre encontre par suite de pertes, diminution, dommages, frais, coûts, impôts, cotisations, droits, intérêts, demandes, amendes, réclamations, pénalités, honoraires ou débours engagés directement ou indirectement dans le cadre de l'administration ou de l'exercice de notre mandat de fiduciaire du fonds ou de l'actif du fonds (les « responsabilités »), à l'exception des responsabilités qui découlent directement d'une grossière négligence ou d'une inconduite volontaire de notre part ou de notre mauvaise foi. Vous reconnaissez expressément que nous ne serons aucunement responsables des actes ou du défaut d'agir du mandataire à titre personnel.

Vous, vos héritiers et vos représentants personnels devez en tout temps nous indemniser et nous tenir à couvert, de même que nos sociétés liées ou affiliées et chacun de nos administrateurs, dirigeants, dépositaires, mandataires (notamment le mandataire) et employés respectifs, de toute responsabilité (dont tous les frais raisonnables engagés pour notre défense) de toute nature pouvant en tout temps être engagés par l'un de nous ou être présentés contre nous par toute personne, tout organisme de réglementation ou toute autorité gouvernementale et pouvant concerner le fonds. Si nous avons le droit de présenter une demande d'indemnisation en vertu des présentes et que nous le faisons, le mandataire peut payer le montant de la demande d'indemnisation à même l'actif du fonds. Si l'actif du fonds ne suffit pas à couvrir la demande d'indemnisation, ou si la demande d'indemnisation est faite une fois que le fonds a cessé d'exister, vous acceptez de verser personnellement le montant de la demande d'indemnisation.

Les dispositions de la présente section 14 demeureront en vigueur après la cessation du fonds.

15. Remplacement du fiduciaire

Nous pouvons démissionner à titre de fiduciaire du fonds en vous faisant parvenir, à vous et au mandataire, un préavis écrit de 60 jours ou un préavis plus court que le mandataire peut juger suffisant. Le mandataire peut nous destituer de nos fonctions de fiduciaire en vous faisant parvenir, de même qu'à nous, un préavis écrit de 60 jours ou un préavis plus court que nous pouvons juger suffisant. Lorsqu'il a émis ou reçu un préavis concernant notre destitution ou notre démission, le mandataire doit, au cours de la période du préavis, désigner un nouveau fiduciaire autorisé en vertu des lois fiscales et de toute autre loi applicable (le « nouveau fiduciaire »). Si aucun nouveau fiduciaire n'a été trouvé

pendant la période du préavis, nous et/ou le mandataire pouvons (peut) s'adresser à un tribunal compétent pour que soit nommé un nouveau fiduciaire.

Tous les frais engagés par nous relativement à la nomination d'un nouveau fiduciaire seront imputés à l'actif du fonds et seront remboursés à même l'actif du fonds, à moins qu'ils ne soient payés personnellement par le mandataire. Notre démission ou notre destitution n'entrera en vigueur que lorsqu'un nouveau fiduciaire aura été nommé.

Toute société de fiducie issue d'une fusion ou d'une prorogation à laquelle nous prenons part, ou qui prend en charge la plus grande part de nos affaires relatives aux REER et aux FERR (que ce soit par suite de la vente de ces affaires ou autrement) deviendra, si elle est autorisée à cette fin, le nouveau fiduciaire en vertu des présentes, sans autre avis ni formalité.

En cas de changement de fiduciaire, nous transférerons l'actif du fonds au nouveau fiduciaire dans les 30 jours suivant la date d'effet du changement. Ce transfert sera assujéti aux exigences de la section 7 (Transferts (après échec de la relation ou autrement)) des présentes, y compris la conservation de tout bien nécessaire pour vous assurer le versement du montant minimal au cours de cette année.

16. Modification de la présente déclaration de fiducie

Nous pouvons modifier la présente déclaration avec l'accord des autorités fiscales applicables, au besoin, sous réserve que cette modification ne puisse rendre l'arrangement non admissible comme CELI au sens des lois fiscales.

Nous vous ferons parvenir un préavis écrit de 30 jours à cet égard, à moins que la modification ne vise à satisfaire à une exigence des lois fiscales.

17. Avis

Vous pouvez nous donner vos instructions en les remettant en mains propres ou en les faisant parvenir par télécopieur ou par la poste, port payé (ou par tout autre moyen que nous ou le mandataire pouvons juger acceptable), à l'adresse du mandataire ou à toute autre adresse que nous précisons. Nous pouvons vous faire parvenir tout avis, relevé, reçu ou autre communication par la poste, port payé, à l'adresse indiquée sur votre demande ou à toute autre adresse que vous nous fournissez. Les avis que nous vous envoyons seront réputés avoir été donnés le deuxième jour ouvrable suivant leur mise à la poste.

18. Référence aux lois

Toutes les références faites dans les présentes aux lois, aux règlements ou à leurs dispositions signifient lesdites lois, lesdits règlements ou lesdites dispositions, tels que ceux-ci peuvent être remis en vigueur ou remplacés de temps à autre.

19. Convention obligatoire

Les dispositions de la présente déclaration lieront vos héritiers et vos représentants personnels, ainsi que nos successeurs et ayants droit. Nonobstant ce qui précède, si le fonds ou l'actif du fonds sont transférés à un nouveau fiduciaire, les modalités de la déclaration de fiducie du nouveau fiduciaire s'appliqueront à compter de la date du transfert.

20. Droit applicable

La présente déclaration sera interprétée et exécutée conformément aux lois de la province de la Colombie-Britannique et aux lois du Canada qui s'appliquent aux présentes, sauf que, lorsque les circonstances l'exigent, les termes « époux » et « conjoint de fait » seront reconnus conformément au sens qui leur est attribué en vertu de la Loi.

21. Accès au dossier (au Québec seulement)

Vous comprenez que les renseignements contenus dans votre demande seront conservés dans un dossier à l'établissement du mandataire. L'objet de ce dossier est de nous permettre, ainsi qu'au mandataire et à nos mandataires et représentants respectifs, d'évaluer votre demande, de répondre à toute question que vous pouvez formuler au sujet de la demande ou de votre fonds, de gérer votre fonds et de donner suite à vos instructions sur une base continue. Sous réserve des lois applicables, les renseignements personnels consignés dans ce dossier peuvent être utilisés par nous ou par le mandataire afin de prendre toute décision relative à l'objet du dossier, et seulement nous, le mandataire et nos

employés, agents et représentants respectifs, toute autre personne désignée pour exécuter nos devoirs et obligations ou ceux du mandataire, vous ainsi que toute autre personne que vous autorisez par écrit, aurons accès à ce dossier. Vous pouvez consulter votre dossier et, au besoin, le faire rectifier. Afin de vous prévaloir de tels droits, vous devez nous en informer par écrit.

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE CANADIENNE DE L'OUEST

Compte d'épargne libre d'impôt autogéré de Raymond James Ltée – Déclaration de fiducie

Nous, Société de fiducie Canadienne de l'Ouest, société de fiducie existant en vertu des lois du Canada, déclarons par les présentes que nous agissons en qualité de fiduciaire pour vous, le titulaire désigné dans la demande qui est jointe à la présente déclaration, à l'égard du Compte d'épargne libre d'impôt autogéré de Raymond James Ltée (l'arrangement), selon les modalités suivantes :

Quelques définitions :

Dans la présente déclaration, en plus des termes qui sont définis ailleurs ci-après,

«**CELI** », c.-à-d. Compte d'épargne libre d'impôt, a le sens qui lui est donné dans la Loi;

« **conjoint de fait** » a le sens qui lui est donné dans la Loi;

« **cotisations** » désigne les cotisations à l'arrangement, en espèces ou sous forme d'investissements;

« **époux** » désigne un époux aux fins des lois fiscales;

« **Loi** » désigne la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);

« **lois fiscales** » désigne la Loi ainsi que toute loi fiscale applicable de votre province de résidence, tel qu'il est indiqué dans votre demande;

« **mandataire** » désigne la société nommée à la section 14 (Délégation);

« **nous** » et « **notre** » se rapportent à la Société de fiducie Canadienne de l'Ouest, à titre d'émetteur de l'arrangement;

« **vous** », « **votre** » et le « **titulaire** », sauf si le contexte exige un autre sens, se rapportent à la personne qui a signé la demande et qui sera le propriétaire de l'arrangement (aux termes de la Loi, le « titulaire » du compte) et, après votre décès, à votre époux ou conjoint de fait s'il devient le titulaire successeur de l'arrangement, conformément aux dispositions de la section 11 (Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire) des présentes.

1. Enregistrement

Nous produirons auprès du ministre du Revenu national un choix visant à enregistrer l'arrangement à titre de CELI, en vertu de l'article 146.2 de la Loi. L'arrangement sera géré à votre profit exclusif.

2. Cotisations

Nous n'accepterons que les cotisations effectuées par vous ou, à votre décès et en vertu de la section 11 des présentes, par votre époux ou conjoint de fait, s'il est désigné titulaire successeur de l'arrangement. Vous seul serez responsable de déterminer le plafond des cotisations en toute année fiscale, tel qu'il est permis par les lois fiscales. Nous détiendrons en fiducie ces cotisations et tout placement, ainsi que le revenu ou les gains qui pourraient en provenir (l'« actif de l'arrangement ») afin de les détenir, de les investir et de les affecter conformément aux dispositions de la présente déclaration et des lois fiscales.

3. Placements

Nous détiendrons, investirons et vendrons l'actif de l'arrangement selon vos instructions et les lois fiscales. Nous pouvons exiger que les instructions soient consignées par écrit. Il n'est pas permis à l'arrangement d'emprunter des espèces ou d'autres biens aux fins de l'arrangement.

Nous pouvons placer les espèces non investies dans un compte de dépôt à vue auprès d'une banque à charte au Canada. Nous verserons des intérêts sur les soldes en espèces au taux et au moment que nous seuls déterminerons.

Les placements ne seront pas limités à ceux que la loi autorise pour les fiduciaires. L'arrangement assumera les impôts, pénalités ou intérêts exigibles en vertu des lois fiscales, à l'exception de ceux attribuables au fiduciaire en vertu des lois fiscales. Si l'actif de l'arrangement ne suffit pas à couvrir les impôts, pénalités ou intérêts à payer, ou si les impôts, pénalités ou intérêts sont exigés une fois que l'arrangement a cessé d'exister, vous devez nous payer ou nous rembourser directement ces impôts, pénalités ou intérêts.

Vous pouvez, au moyen d'une procuration signée en bonne et due forme que nous jugeons satisfaisante, désigner un mandataire pour donner des instructions en matière de placement. Vous nous dégagez de toute réclamation ou responsabilité lorsque nous agissons conformément aux instructions de ce mandataire.

Nonobstant toute disposition de la présente déclaration, nous pouvons, à notre entière discrétion, refuser d'accepter toute cotisation particulière ou de faire un placement quelconque pour quelque raison que ce soit, notamment s'il n'est pas conforme à nos exigences administratives ou à nos politiques en vigueur. Nous pouvons également exiger que vous nous fournissiez des documents spéciaux à l'appui avant de faire certains placements dans le cadre de l'arrangement.

Nous ne serons aucunement responsables de toute perte découlant de la vente ou d'une autre disposition de tout placement faisant partie de l'actif de l'arrangement.

4. Votre compte et vos relevés

Nous établirons à votre nom un compte où seront consignés toutes les cotisations effectuées à l'arrangement, toutes les opérations de placement et tous les retraits de l'arrangement. Nous émettrons des déclarations au moins une fois tous les trois mois ou plus fréquemment selon ce que nous aurons établi, à notre seule discrétion.

5. Gestion et propriété

Bien que l'arrangement ait un titulaire, personne sauf nous (y compris notre mandataire) et vous n'aura de droits en vertu de l'arrangement, en ce qui concerne le montant et le moment des distributions de l'arrangement ainsi que le placement de l'actif de l'arrangement. Nous pouvons détenir un placement à notre nom, au nom de notre nominataire ou mandataire, au porteur ou à tout autre nom ou sous toute autre forme, ou auprès de tout gardien de valeurs, de toute chambre de compensation ou de tout dépositaire, que nous pouvons déterminer. Nous pouvons généralement exercer les droits d'un propriétaire à l'égard de l'actif de l'arrangement, y compris le droit de voter et celui de donner des procurations de vote relativement à ces éléments d'actif, ainsi que le pouvoir de vendre des éléments d'actif afin de payer les cotisations, impôts ou frais qui se rapportent à l'arrangement, à l'exception de ceux attribuables au fiduciaire en vertu des lois fiscales. Dans l'exercice de nos droits et de nos responsabilités en vertu des présentes, nous pouvons avoir recours aux services de mandataires et de conseillers, y compris un conseiller juridique, et nous pouvons agir ou nous abstenir d'agir en fonction des conseils ou des renseignements fournis par ces mandataires ou conseillers.

6. Remboursement de cotisations excédentaires ou de non-résidents

À la réception d'une demande écrite de votre part, nous vous rembourserons un montant afin de réduire la somme d'impôt qui serait autrement exigible en vertu de l'article 207.02 ou 207.03 de la Loi, ou en vertu de toute autre loi fiscale. Nous ne serons pas responsables de déterminer le montant de tels remboursements.

7. Retraits

Vous pouvez nous demander, par écrit ou toute autre méthode de communication que nous jugeons acceptable, de vous verser la totalité ou une partie de l'actif de l'arrangement. Afin d'effectuer de tels paiements, nous pouvons vendre tous les placements ou une partie de ceux-ci, dans la mesure que nous jugeons nécessaire. Nous retiendrons toute taxe et tous frais requis au moment du retrait des fonds et vous paierons le solde, déduction faite de tous les frais et de toutes les dépenses applicables. Nous n'assumerons aucune responsabilité face à vous pour tout élément de l'arrangement vendu ou pour toute perte pouvant découler d'une telle vente.

8. Transferts (après échec de la relation ou autrement)

Sous réserve de toute exigence raisonnable que nous pouvons avoir, vous pouvez nous demander, par écrit, de transférer l'actif de l'arrangement (déduction faite des coûts de la liquidation), moins tous frais payables en vertu des présentes ainsi que tout impôt, intérêt ou pénalité qui est ou peut devenir payable ou qui doit être retenu en vertu des lois fiscales, à un autre CELI pour lequel :

- i. vous êtes le titulaire; ou
- ii. le titulaire est votre époux, ancien époux, conjoint de fait ou ancien conjoint de fait avec qui vous ne vivez plus, si le transfert est effectué conformément à quelque décret, ordonnance ou jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation visant à partager des biens en règlement des droits après échec de votre mariage ou de votre couple en union libre, ou après l'échec d'un tel mariage ou d'une telle union libre.

Ces transferts prendront effet conformément aux dispositions des lois fiscales et de toute autre loi applicable, et ce, dans un délai raisonnable une fois que les formulaires requis auront été remplis. Si seulement une partie de l'actif de l'arrangement est transférée conformément à la présente section, vous pouvez préciser par écrit quels éléments d'actif vous voulez voir transférés ou vendus; autrement, nous transférerons ou vendrons les éléments d'actif que nous jugeons appropriés. Aucun transfert ne sera effectué tant que tous les frais, impôts et taxes n'auront pas été payés.

9. Utiliser l'intérêt dans un CELI comme garantie d'un emprunt

Rien dans les sections 1 (Enregistrement), 5 (Gestion et propriété) ou 8 (Transferts (après échec de la relation ou autrement)) des présentes ne s'applique, dans la mesure où elles ne correspondent pas à votre capacité à utiliser votre intérêt ou, pour le droit civil, votre droit à l'arrangement comme garantie d'un emprunt ou de toute autre dette, si les conditions du paragraphe 146.2(4) de la loi sont respectées.

10. Aucun avantage

Aucun avantage, tel que ce terme est défini dans le paragraphe 207.01(1) de la Loi, qui est conditionnel de quelque façon que ce soit à l'existence de l'arrangement ne peut être accordé à vous ou à une personne ayant un lien de dépendance avec vous, autres que les bénéfiques et avantages permis par les lois fiscales. Des impôts sont payables dans le cadre du CELI, si un avantage relatif à l'arrangement est accordé à une personne qui est le titulaire de l'arrangement ou qui n'a pas de lien de dépendance avec ce dernier.

11. Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire

Si la loi provinciale applicable le permet, vous pouvez désigner une ou plusieurs personnes comme bénéficiaire(s) de l'arrangement à votre décès, conformément à ce qui suit et à la section 12 (Décès) :

- i. Titulaire successeur : Vous pouvez en tout temps choisir que votre époux ou conjoint de fait reçoive tous vos droits à l'arrangement à votre décès. Dans ce cas, le titulaire successeur devient le titulaire de l'arrangement, à condition que cet individu soit toujours votre époux ou conjoint de fait au moment de votre décès; ou
- ii. Bénéficiaire de l'actif de l'arrangement : Vous pouvez désigner une ou plusieurs personnes comme bénéficiaire(s) de l'actif de l'arrangement, déduction faite de tous les impôts et taxes applicables et de tous les frais ou débours à payer en vertu de la présente déclaration.

Vous pouvez désigner un bénéficiaire, ou modifier ou révoquer la désignation de celui-ci, en remplissant le formulaire que nous fournissons ou tout autre formulaire qui convient à cette fin, sur lequel vous devez indiquer la date et apposer votre signature, et faire le nécessaire pour qu'il nous parvienne avant que nous effectuions un paiement aux termes de l'arrangement prévu au paragraphe 12 (Décès). Si nous recevons plus d'un formulaire, nous suivrons les directives de celui qui a été signé à la date la plus récente.

12. Décès

Advenant votre décès, si vous n'avez pas choisi que votre époux ou conjoint de fait devienne le titulaire successeur conformément au paragraphe 11(i) (Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire) ci-dessus (ou si vous, vous l'avez choisi, mais que votre époux ou conjoint de fait est décédé avant vous), à la réception d'une preuve satisfaisante de votre décès et de tous les autres documents que nous pouvons exiger et sous réserve de la section 11(i) (Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire) ci-dessus, nous procéderons au transfert de l'actif de

l'arrangement, ou nous le vendrons et verserons le produit de l'arrangement, au(x) bénéficiaire(s) de l'arrangement désigné(s) conformément à la section 11 (Désignation d'un rentier successeur ou d'un bénéficiaire) ci-dessus. Si vous n'avez pas désigné de bénéficiaire ou si votre (vos) bénéficiaire(s) décède(nt) avant vous, nous effectuerons le transfert ou le versement à votre représentant personnel. Tous les frais, coûts, impôts et taxes devant être payés ou retenus seront déduits. Nous serons entièrement libérés de toute responsabilité une fois que nous aurons effectué un tel transfert ou versement, même si une désignation de bénéficiaire faite par vous peut être non valable à titre d'instrument testamentaire. Nous ne serons aucunement responsables de toute perte découlant d'un retard relatif à un tel transfert ou versement.

13. Preuve d'âge

Votre déclaration relative à votre date de naissance figurant dans votre demande sera réputée constituer une attestation de votre âge et un engagement de votre part à fournir toute autre preuve d'âge qui peut être exigée afin de déterminer votre admissibilité à détenir un CELI. Un arrangement n'est considéré comme admissible (tel qu'il est défini au paragraphe 146.2(1) de la Loi) que si le titulaire est âgé d'au moins 18 ans lorsque l'arrangement est conclu.

14. Délégation

Vous nous autorisez à déléguer à Raymond James Ltée (le « mandataire ») certaines de nos fonctions, notamment :

- i. produire auprès du ministre du Revenu national un choix visant à enregistrer l'arrangement à titre de CELI, en vertu de l'article 146.2 de la Loi;
- ii. recevoir vos cotisations;
- iii. investir l'actif de l'arrangement conformément aux modalités de la présente déclaration;
- iv. assurer la garde de l'actif de l'arrangement, en son nom ou au nom de son nominataire ou gardien;
- v. maintenir votre compte et vous fournir des relevés et des avis;
- vi. recevoir vos avis et instructions et y donner suite;
- vii. percevoir les frais et débours auprès de vous ou à même l'arrangement;
- viii. exercer les choix permis en vertu des lois fiscales, selon vos instructions ou celles de vos représentants personnels;
- ix. produire et déposer les déclarations de revenus et les formulaires fiscaux ayant trait à l'arrangement;
- x. retirer ou transférer des éléments d'actif de l'arrangement selon vos instructions ou afin d'effectuer des paiements à vous, à une autorité gouvernementale ou à toute autre personne ayant droit à de tels paiements en vertu de l'arrangement, des lois fiscales ou de toute autre loi applicable; et toute autre fonction relative à l'arrangement que nous pouvons, de temps à autre, déterminer être appropriée. Cependant, nous demeurerons en dernier lieu responsables de l'administration de l'arrangement, conformément aux dispositions de la présente déclaration et des lois fiscales.

Vous reconnaissez que nous pouvons payer au mandataire la totalité ou une partie de nos frais en vertu des présentes et le rembourser des débours engagés dans l'exercice des fonctions qui lui sont déléguées.

Vous reconnaissez également que le mandataire touchera des frais de courtage normaux sur les opérations de placement qu'il effectue. Vous reconnaissez et acceptez que toutes les protections, limites de responsabilité et indemnisations qui nous sont données en vertu de la présente déclaration, y compris, sans restriction, celles qui figurent aux sections 15 (Frais) et 16 (Responsabilité du fiduciaire), sont également données au mandataire.

15. Frais

Nous avons le droit de recevoir et pouvons exiger de l'arrangement des frais raisonnables que nous établissons périodiquement avec le mandataire, à la condition de vous envoyer un préavis écrit de 60 jours stipulant un changement du montant de ces honoraires. Nous avons également le droit de nous faire rembourser les impôts, pénalités et intérêts ainsi que tous les autres coûts et débours engagés par nous ou par le mandataire relativement à l'arrangement. Tous les montants ainsi payables seront imputés à l'actif de l'arrangement et déduit de ce dernier, à moins que vous ne nous avisiez de procéder autrement et que vous preniez d'autres dispositions. Si les espèces détenues dans l'arrangement ne suffisent pas pour acquitter ces montants, nous pouvons, à notre entière discrétion, vendre des éléments d'actif de l'arrangement à cette fin, et nous ne serons aucunement responsables de toute perte pouvant résulter d'une telle vente.

16. Responsabilité du fiduciaire

Nous avons le droit d'agir conformément à tout acte, certificat, avis ou autre document que nous jugeons authentique et dûment signé ou présenté. Lorsque l'arrangement aura pris fin et que la totalité de l'actif de l'arrangement aura été payée, nous serons libérés de toute responsabilité ou obligation qui se rapporte à l'arrangement.

Nous ne sommes aucunement responsables envers vous ou l'arrangement à l'égard des impôts, pénalités, intérêts, pertes ou dommages subis ou à payer par l'arrangement, par vous ou par toute autre personne relativement à l'arrangement, à l'exception de ceux attribuables au fiduciaire en vertu des lois fiscales. Sans limiter la généralité de ce qui précède, vous ne pourrez pas faire valoir de réclamation à notre encontre par suite de pertes, diminution, dommages, frais, coûts, impôts, cotisations, droits, intérêts, demandes, amendes, réclamations, pénalités, honoraires ou débours engagés directement ou indirectement dans le cadre de l'administration ou de l'exercice de notre mandat de fiduciaire de l'arrangement ou de l'actif de l'arrangement (les « responsabilités »), à l'exception des responsabilités qui découlent directement d'une grossière négligence ou d'une inconduite volontaire de notre part ou de notre mauvaise foi. Vous reconnaissez expressément que nous ne serons aucunement responsables des actes ou du défaut d'agir du mandataire à titre personnel.

Vous, vos héritiers et vos représentants personnels devez en tout temps nous indemniser et nous tenir à couvert, de même que nos sociétés liées ou affiliées et chacun de nos administrateurs, dirigeants, dépositaires, mandataires (notamment le mandataire) et employés respectifs, de toute responsabilité (dont tous les frais raisonnables engagés pour notre défense) de toute nature pouvant en tout temps être engagée par l'un de nous ou être présentée contre nous par toute personne, tout organisme de réglementation ou toute autorité gouvernementale et pouvant de quelque façon que ce soit découler de l'arrangement ou y être liée. Si nous avons le droit de présenter une demande d'indemnisation en vertu des présentes et que nous le faisons, le mandataire peut payer le montant de la demande d'indemnisation à même l'actif de l'arrangement. Si l'actif de l'arrangement ne suffit pas à couvrir la demande d'indemnisation, ou si la demande d'indemnisation est faite une fois que l'arrangement a cessé d'exister, vous acceptez de verser personnellement le montant de la demande d'indemnisation.

Les dispositions de la présente section 16 demeureront en vigueur après la cessation de l'arrangement.

17. Remplacement du fiduciaire

Nous pouvons en tout temps démissionner de nos fonctions de fiduciaire de l'arrangement en vous faisant parvenir, à vous et au mandataire, un préavis écrit de 60 jours ou un préavis plus court que le mandataire peut juger suffisant. Le mandataire peut nous destituer de nos fonctions de fiduciaire en vous faisant parvenir, de même qu'à nous, un préavis écrit de 60 jours ou un préavis plus court que nous pouvons juger suffisant. Lorsqu'il a émis ou reçu un préavis concernant notre destitution ou notre démission, le mandataire doit, au cours de la période du préavis, désigner un fiduciaire successeur autorisé en vertu des lois fiscales et de toute autre loi applicable (le « fiduciaire successeur »). Si aucun fiduciaire successeur n'a été trouvé pendant la période du préavis, nous et/ou le mandataire pouvons (peut) nous (s') adresser à un tribunal compétent pour que soit nommé un fiduciaire successeur. Tous les frais engagés par nous relativement à la nomination d'un fiduciaire successeur seront imputés à l'actif de l'arrangement et seront remboursés à même l'actif de l'arrangement, à moins qu'ils ne soient payés personnellement par le mandataire. Notre démission ou notre destitution n'entrera en vigueur que lorsqu'un fiduciaire successeur aura été nommé.

Toute société de fiducie issue d'une fusion, d'une prorogation ou d'un regroupement d'entreprises auquel nous prenons part, ou qui prend en charge la plus grande part de nos affaires relatives aux fiducies de régimes enregistrés auprès de l'Agence du revenu du Canada (que ce soit par suite de la vente de ces affaires ou autrement) deviendra, si elle est autorisée à cette fin, le fiduciaire successeur de l'arrangement, sans autre avis ni formalité.

18. Modification de la présente déclaration de fiducie

Nous pouvons, au besoin, modifier la présente déclaration avec l'accord des autorités fiscales applicables, à condition que cette modification ne rende pas l'arrangement non admissible comme CELI au sens des lois fiscales. Nous vous ferons parvenir un préavis écrit de 30 jours à l'égard de toute modification, à moins qu'elle ne vise à satisfaire à une exigence des lois fiscales.

19. Avis

Vous pouvez nous donner vos instructions en les remettant en mains propres ou en les faisant parvenir par télécopieur ou par la poste, port payé (ou par tout autre moyen que nous ou le mandataire pouvons juger acceptable), à l'adresse du mandataire ou à toute autre adresse que nous précisons. Nous pouvons vous faire parvenir tout avis, relevé, reçu ou autre communication par la poste, port payé, à l'adresse indiquée sur votre demande ou à toute autre adresse que vous nous fournissez par la suite. Les avis que nous vous envoyons seront réputés avoir été donnés le deuxième jour ouvrable suivant leur mise à la poste.

20. Référence aux lois

Toutes les références faites dans les présentes aux lois, aux règlements ou à leurs dispositions signifient lesdites lois, lesdits règlements ou lesdites dispositions, tels que ceux-ci peuvent être remis en vigueur ou remplacés de temps à autre.

21. Convention obligatoire

Les dispositions de la présente déclaration lieront vos héritiers et vos représentants personnels, ainsi que nos successeurs et ayants droit. Nonobstant ce qui précède, si l'arrangement ou l'actif de l'arrangement est transféré à un fiduciaire successeur, les modalités de la déclaration de fiducie du fiduciaire successeur s'appliqueront à compter de la date du transfert.

22. Droit applicable

La présente déclaration sera interprétée et exécutée conformément aux lois de la province de Colombie-Britannique et aux lois du Canada qui s'appliquent aux présentes, sauf que, lorsque les circonstances l'exigent, les termes « époux » et « conjoint de fait » seront reconnus conformément au sens qui leur est attribué en vertu de la Loi.

23. Accès au dossier (au Québec seulement)

Vous comprenez que les renseignements contenus dans votre demande seront conservés dans un dossier à l'établissement du mandataire. L'objet de ce dossier est de nous permettre, ainsi qu'au mandataire et à nos mandataires et représentants respectifs, d'évaluer votre demande, de répondre à toute question que vous pouvez formuler au sujet de la demande ou de votre arrangement, et de gérer votre arrangement et vos instructions de manière continue. Sous réserve des lois applicables, les renseignements personnels consignés dans ce dossier peuvent être utilisés par nous ou par le mandataire afin de prendre toute décision relative à l'objet du dossier, et seulement nous, le mandataire et nos employés, agents et représentants respectifs, toute autre personne désignée pour exécuter nos devoirs et obligations ou ceux du mandataire, vous ainsi que toute autre personne que vous autorisez par écrit, aurons accès à ce dossier. Vous pouvez consulter votre dossier et, au besoin, le faire corriger. Afin de vous prévaloir de tels droits, vous devez nous en informer par écrit.

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE CANADIENNE DE L'OUEST

Obligations à coupons détachés et ensemble d'obligations à coupons détachés : Document d'information

Nous sommes tenus par la réglementation en valeurs mobilières provinciale de vous remettre ce document d'information avant que vous ne puissiez faire des opérations sur des obligations à coupons détachés et des ensembles d'obligations à coupons détachés basés sur des obligations du gouvernement du Canada, d'une province canadienne ou de certains gouvernements étrangers ou d'une subdivision politique de ceux-ci. Veuillez le lire attentivement.

Note préliminaire sur la portée de ce document d'information

Ce document d'information porte sur les titres à coupons détachés basés sur des obligations du gouvernement du Canada, d'une province canadienne ou de certains gouvernements étrangers ou d'une subdivision politique de ceux-ci. La réglementation en valeurs mobilières provinciale crée pour ces types de titres une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier et de l'obligation de prospectus.

Les titres à coupons détachés peuvent également être basés sur des obligations de sociétés canadiennes. Même si certains renseignements figurant dans le présent document d'information peuvent également concerner des obligations à coupons détachés basées sur des obligations de sociétés, celles-ci ne sont pas visées par le document d'information. Si vous envisagez d'acheter une obligation à coupons détachés ou un ensemble obligations à coupons détachés basées sur une obligation de société canadienne, veuillez noter que ces titres ne sont pas régis par la réglementation mentionnée précédemment. Ils sont plutôt susceptibles d'être régis par des décisions des autorités en valeurs mobilières du Canada qui dispensent certains titres à coupons détachés basés sur des obligations de sociétés canadiennes de l'application de diverses obligations prévues par la réglementation, dont l'article 2.1 du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable et l'article 2.1 du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié. Voir par exemple RBC Dominion Securities Inc. et al, (2013) 36 OSCB 3867 (Apr. 8), en ligne : www.osc.gov.on.ca/en/SecuritiesLaw_ord_20130411_2110_rbc-dominion.htm. Selon ces décisions, les courtiers en valeurs mobilières canadiens déposent auprès de l'autorité en valeurs mobilières compétente un prospectus préalable de base simplifié et des suppléments connexes qui prévoient le placement, de façon continue, de titres à coupons détachés basés sur des obligations de sociétés canadiennes, sans le dépôt d'un prospectus intégral (le « Programme CARS1 et PARS2 »).

Vous pouvez consulter le prospectus préalable et les suppléments pertinents visés par chaque décision sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche ou « SEDAR » à l'adresse www.sedar.com.

Le prospectus préalable et les suppléments publiés sur SEDAR exposent les risques et donnent d'autres renseignements sur les titres émis dans le cadre du Programme CARS et PARS. Les investisseurs qui envisagent de souscrire de tels titres devraient consulter ces documents, car le présent document d'information ne traite pas des titres émis dans le cadre du Programme CARS et PARS.

Obligations à coupons détachés et ensemble d'obligations à coupons détachés

Une obligation à coupons détachés est un titre à revenu fixe vendu à un prix inférieur à sa valeur nominale, qu'il retrouve à son échéance. Le porteur a ainsi droit à la totalité de la valeur nominale à l'échéance. Les obligations à coupons détachés ne versent pas d'intérêt; le rendement au moment de l'achat est composé semi-annuellement et versé à l'échéance. Comme le rendement d'une obligation à coupons détachés est fixé au moment de l'achat, ces obligations peuvent être des placements convenant aux porteurs qui ont besoin d'un montant fixe de fonds à une date future déterminée.

Une obligation à coupons détachés est créée par la séparation d'un titre de créance classique, comme une obligation publique ou privée, un billet d'escompte ou un titre adossé à des créances (c.-à-d. « l'obligation sous-jacente ») en deux composantes distinctes – les « intérêts » et le « capital » – en vue de la revente. Les composantes sont fongibles et peuvent

¹ CARS : obligations de sociétés à coupons détachés composées d'un coupon et d'un résiduel.

² PARS : forme d'ensembles d'obligations à coupons détachés dans lesquels le taux du coupon est réduit au taux de rendement courant, ce qui permet de vendre l'ensemble au pair.

être groupées si elles ont le même émetteur et la même date de paiement, sont libellées dans la même devise et n'ont pas d'autres caractéristiques qui les distinguent. Les deux types de composantes s'appellent aussi :

- le « coupon » : la partie de l'obligation qui verse des intérêts
- le « résiduel » : la partie capital.

L'expression « ensemble d'obligations à coupons détachés » désigne un titre composé de deux ou plusieurs obligations à coupons détachés. Les ensembles d'obligations à coupons détachés peuvent être créés pour assurer à leurs porteurs un flux de revenu régulier, semblable à une rente, avec ou sans paiement forfaitaire à l'échéance.³

En échelonnant les obligations à coupons détachés avec des échéances graduelles ou d'autres caractéristiques de paiement, les porteurs peuvent stratégiquement gérer leurs flux de trésorerie pour répondre à leurs obligations et à leurs besoins particuliers futurs.

Obligations à coupons détachés et obligations classiques

Les obligations à coupons détachés sont offertes avec une variété de durées et pour une variété d'obligations sous-jacentes, notamment des obligations publiques émises par le gouvernement du Canada ou des gouvernements provinciaux, des obligations municipales et des obligations d'autres organismes publics ou d'un gouvernement étranger. Les CARS et les PARS sont des exemples d'obligations à coupons détachés dérivées d'obligations de sociétés de grande qualité. Voici certaines différences entre les obligations à coupons détachés et les obligations classiques que vous devriez peut-être prendre en considération :

- Les obligations à coupons détachés sont vendues à un prix inférieur à la valeur nominale qu'ils retrouvent à leur échéance, comme les bons du Trésor. Contrairement aux titres de créance portant intérêt classiques, les obligations à coupons détachés ne versent pas d'intérêts avant leur échéance; le porteur a plutôt droit de recevoir un montant fixé à l'échéance. Le rendement ou l'intérêt gagné équivaut à la différence entre le prix d'achat et la valeur à l'échéance; par conséquent, pour une valeur nominale donnée, plus l'échéance est éloignée, généralement plus le prix d'achat de l'obligation à coupons détachés est bas.
- Une obligation à coupons détachés dont la durée jusqu'à l'échéance est plus longue est généralement assujettie à des fluctuations des cours plus importantes qu'une obligation du même émetteur et offrant le même rendement, mais dont l'échéance est plus rapprochée.
- Les obligations à coupons détachés offrent habituellement des rendements plus élevés que les bons du Trésor, les CPG, les dépôts à terme et les obligations classiques du même émetteur de même durée, ayant la même cote de crédit.
- Le rendement plus élevé offert par les obligations à coupons détachés reflète la volatilité plus grande de leur cours. Comme pour les obligations classiques, le prix d'une obligation à coupons détachés est lié inversement à son rendement. Par conséquent, lorsque les taux d'intérêt généraux augmentent, le prix de l'obligation à coupons détachés baisse, et inversement. Cependant, la hausse ou la baisse des prix des obligations à coupons détachés est généralement plus forte que pour les obligations classiques du même émetteur, de la même durée, ayant la même cote de crédit. Cette volatilité est principalement causée par le fait qu'aucun intérêt n'est payé à l'égard d'une obligation à coupons détachés avant son échéance.
- Contrairement aux obligations classiques qui se négocient par tranches de 1 000 \$, les obligations à coupons détachés peuvent s'acheter par tranches de 1 \$ au-delà d'un montant d'investissement minimum, ce qui permet au porteur d'acheter des obligations à coupons détachés pour un montant nominal voulu au-delà du montant minimum du placement.
- Les obligations à coupons détachés sont moins liquides que les obligations classiques émises par le même émetteur, pour la même durée et ayant la même cote de crédit : il peut ne pas exister de marché secondaire pour certaines obligations à coupons détachés et certains ensembles d'obligations à coupons détachés, et ni les courtiers ni les institutions financières ne sont tenus de maintenir un marché secondaire pour les obligations à coupons détachés
- vendues par eux ou par leur entremise. Par conséquent, les acheteurs doivent généralement être prêts à détenir une obligation à coupons détachés jusqu'à son échéance puisqu'ils peuvent, auparavant, être incapables de la vendre ou être seulement en mesure de la vendre moyennant une perte importante.

³ Un ensemble de type obligataire comporte des caractéristiques de paiement qui ressemblent à celles d'une obligation classique, dont des paiements fixes réguliers et un paiement forfaitaire à l'échéance. Par contre, un ensemble de type rente assure des paiements réguliers d'un montant fixe, mais pas de paiements de rente forfaitaire à l'échéance.

Marge bénéficiaire et commissions des courtiers

À l'achat ou à la vente d'une obligation à coupons détachés ou d'un ensemble d'obligations à coupons détachés, l'acheteur ou le vendeur doit s'informer des commissions applicables (majorations ou minorations) lorsqu'il exécute l'opération par l'entremise d'un courtier en placement ou d'une institution financière puisque ces commissions réduisent le taux de rendement effectif (à l'achat) ou le produit net (à la vente). Les courtiers en placement doivent déployer tous les efforts raisonnables pour que le prix total, incluant toute majoration ou minoration, soit juste et raisonnable compte tenu de tous les facteurs raisonnables. Les commissions imputées par les courtiers en placement varient généralement entre 0,25 \$ et 1,50 \$ par tranche de 100 \$ à l'échéance de l'obligation à coupons détachés, et les commissions s'établissent habituellement à l'extrémité haute de cette fourchette pour les opérations en montant moindre, ce qui reflète le coût relativement plus élevé associé au traitement des opérations de petite envergure.

Le tableau ci-après illustre le rendement après commission d'un porteur d'obligations à coupons détachés présentant différentes durées jusqu'à l'échéance et supposant un rendement avant commission de 5,5 %. Tous les rendements indiqués sont semestriels. Par exemple, une obligation à coupons détachés ayant une durée jusqu'à l'échéance d'un an, et une commission de 0,25 \$ par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance a un rendement après commission de 5,229 %. Le coût avant commission de cette obligation à coupons détachés sera de 94,72 \$ par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance, alors que le coût après commission sera de 94,97 \$ par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance. Par contre, une obligation à coupons détachés ayant une durée jusqu'à l'échéance de 25 ans et une commission de 1,50 \$ par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance a un rendement après commission de 5,267 %. Le coût avant commission de cette obligation à coupons détachés sera de 25,76 \$ par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance, alors que le coût après commission sera de 27,26 \$ par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance.⁴

Commission ou majoration du courtier (par tranche de 100 \$ de montant à l'échéance)	Durée jusqu'à l'échéance en années et rendement après déduction de la commission ou de la marge bénéficiaire du courtier (basé sur un rendement avant commission de 5,5 %)					
	1	2	5	10	15	25
0,25 \$	5,229 %	5,357 %	5,433 %	5,456 %	5,462 %	5,460 %
0,75 \$	4,691 %	5,073 %	5,299 %	5,368 %	5,385 %	5,382 %
1,50 \$	3,892 %	4,650 %	5,100 %	5,238 %	5,272 %	5,267 %

Les acheteurs ou vendeurs éventuels d'obligations à coupons détachés doivent demander à leur courtier en placement ou à leur institution financière les cours acheteurs et vendeurs des obligations à coupons détachés et peuvent comparer le rendement à l'échéance de ces obligations à coupons détachés, calculé après prise en compte de toute marge bénéficiaire ou commission applicable, comparativement à un rendement calculé de la même manière jusqu'à l'échéance d'un titre de créance portant intérêt classique.

Marché secondaire et liquidité

Les obligations à coupons détachés peuvent être achetées ou vendues par l'entremise de courtiers en placement et d'institutions financières sur le marché « hors cote » plutôt qu'en bourse. Lorsqu'il existe un marché secondaire actif, l'obligation à coupons détachés peut être vendue par son porteur avant l'échéance au cours du marché afin de réaliser une plus-value ou d'accéder aux fonds. Cependant, la liquidité de certaines obligations à coupons détachés et de certains ensembles d'obligations à coupons détachés peut être limitée et, comme il a été indiqué ci-dessus, les courtiers en

placement et les institutions financières ne sont pas tenus de maintenir un marché secondaire pour les obligations à coupons détachés vendues par eux ou par leur entremise. Par conséquent, rien ne garantit qu'il y aura, à un moment précis, un marché pour des obligations à coupons détachés ou des ensembles d'obligations à coupons détachés en particulier. Les investisseurs doivent généralement être prêts à détenir les obligations à coupons détachés jusqu'à l'échéance ou à courir le risque de subir une perte.

⁴ Le prix d'achat d'une obligation à coupons détachés se calcule comme suit :

Prix d'achat = Valeur à l'échéance (nominale) / (1 + y/2)²ⁿ

où « y » est le rendement applicable (avant ou après commission) et « n » le nombre d'années jusqu'à l'échéance. Par exemple, le prix d'achat (par tranche de 100 \$ de valeur à l'échéance) d'une obligation à coupons détachés dont le rendement est de 5,5 % et qui a une durée de 25 ans est : $100 / (1 + 0,0275)^{50} = 25,76$ \$.

Autres risques

Les acheteurs potentiels d'obligations à coupons détachés doivent effectuer leurs propres recherches sur la durée, le rendement, les obligations de paiement et les caractéristiques particulières d'une obligation à coupons détachés avant de l'acheter. La liste qui suit n'est pas exhaustive, mais présente un certain nombre de risques potentiels à prendre en considération :

Risque de crédit de l'émetteur – les obligations à coupons détachés représentent une obligation de paiement directe de l'émetteur, public ou privé, et par conséquent tout changement de la cote de crédit de l'émetteur ou de sa solvabilité perçue peut affecter le cours de l'obligation à coupons détachés sur le marché, et l'effet peut être plus important que l'effet sur les obligations classiques du même émetteur.

Risque de taux d'intérêt – si les taux d'intérêt montent, la valeur marchande de l'obligation à coupons détachés baisse et cette diminution de la valeur marchande est habituellement plus importante que la diminution de la valeur marchande de l'obligation classique correspondante du même émetteur, pour la même durée et ayant le même rendement. Si les taux d'intérêt montent au-dessus du rendement de l'obligation à coupons détachés au moment de l'achat, la valeur marchande de l'obligation à coupons détachés peut chuter en dessous du prix d'origine de cette obligation.

Risque de marché et de liquidité – les obligations à coupons détachés ne sont pas à l'abri des risques du marché ou de liquidité et peuvent avoir des modalités particulières qui s'appliquent en cas de perturbation du marché ou d'événement de liquidité. Si la liquidité est faible, il peut être difficile de vendre une obligation à coupons détachés avant son échéance et il peut y avoir des écarts importants entre les cours acheteurs et vendeurs. **Rien ne garantit qu'il y aura, à un moment précis, un marché pour des obligations à coupons détachés ou des ensembles d'obligations à coupons détachés en particulier.**

Risque de change – les obligations à coupons détachés peuvent être réglées dans une devise autre que le dollar canadien. Les fluctuations du change peuvent améliorer, annuler ou exacerber les gains ou les pertes de placement.

Risque lié aux composantes – assurez-vous de comprendre les composantes sous-jacentes, les modalités, les risques et les caractéristiques d'une obligation à coupons détachés ou d'un ensemble d'obligations à coupons détachés avant de l'acheter et que cela vous convienne.

Par exemple, les obligations à coupons détachés peuvent être dérivées de titres adossés à des caractéristiques telles que l'indexation à l'inflation ou des paiements structurés.

Volatilité des cours – les obligations à coupons détachés sont généralement assujetties à une plus grande volatilité des cours que les obligations classiques du même émetteur, de la même durée et ayant la même cote de crédit et sont habituellement assujetties à de plus grandes fluctuations des cours en réponse à l'évolution des taux d'intérêt, de la cote de crédit ainsi que des événements de liquidité et de marché. Le tableau qui suit montre l'incidence que les taux d'intérêt en vigueur peuvent avoir sur le cours d'une obligation à coupons détachés. Par exemple, comme l'indique le tableau, une hausse des taux d'intérêt qui passent de 6 % à 7 % entraînera une diminution de 4,73 % du cours d'une obligation à coupons détachés à 5 ans dont la valeur à l'échéance est de 100 \$, ce qui représente une diminution en pourcentage supérieure à la diminution d'une obligation traditionnelle de 100 \$ à 5 ans, dont le cours serait réduit de seulement 4,16 %, dans l'hypothèse d'une même hausse des taux d'intérêt.

VOLATILITÉ DES COURS

Type d'obligation	Cours du marché	Rendement sur le marché	Cours avec une diminution des taux à 5 %	Variation du cours	Cours avec une hausse des taux à 7 %	Variation du cours
Obligation à 5 ans, 6 %	100,00 \$	6,00 %	104,38 \$	+ 4,38 %	95,84 \$	- 4,16 %
Obligation à coupons détachés à 5 ans	74,41 \$	6,00 %	78,12 \$	+ 4,99 %	70,89 \$	- 4,73 %
Obligation à 20 ans, 6%	100,00 \$	6,00 %	112,55 \$	+ 12,55 %	89,32 \$	- 10,68 %
Obligation à coupons détachés à 20 ans	30,66 \$	6,00 %	37,24 \$	+ 21,49 %	25,26 \$	-17,61 %

Ententes de garde

En raison du risque plus élevé de falsification, de blanchiment d'argent et d'activités illégales similaires — et des coûts associés à ces risques — touchant les obligations à coupons détachés matérielles et les instruments au porteur, la plupart des courtiers en placement et institutions financières ne négocient ou n'acceptent les transferts d'obligations que sous forme d'inscription en compte. La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS) assure des services se rapportant aux obligations à coupons détachés, notamment les services de garde par inscription en compte des obligations à coupons détachés et des obligations sous-jacentes. Les banques de garde de valeurs ou sociétés de fiducie peuvent aussi créer et prendre en dépôt des obligations à coupons détachés qui sont des valeurs mobilières sous forme de récépissés et peuvent permettre aux porteurs d'obtenir des certificats enregistrés ou de prendre matériellement la livraison des coupons ou du résiduel sous-jacent. Cependant, si le porteur choisit de prendre matériellement livraison du coupon ou du résidu, il doit connaître les risques (notamment le risque de perte de propriété) inhérents au fait de détenir un titre au porteur qui ne peut être remplacé. De plus, le porteur doit aussi savoir que le marché secondaire des obligations à coupons détachés ayant été matériellement prises en livraison peut être plus limité en raison des risques en jeu. Les épargnants qui investissent dans des composantes d'obligations à coupons détachés détenues par et à la CDS n'obtiennent pas un certificat matériel si les obligations à coupons détachés sont à inscription en compte seulement.

Impôt sur le revenu fédéral — Résumé

L'incidence de l'impôt sur le revenu fédéral sur l'acquisition d'obligations à coupons détachés et d'ensembles d'obligations à coupons détachés est complexe. Les acheteurs d'obligations à coupons détachés et d'ensembles d'obligations à coupons détachés doivent soumettre leurs questions à l'Agence du revenu du Canada (<http://www.cra-arc.gc.ca/>) ou consulter leurs conseillers fiscaux personnels afin d'obtenir des conseils adaptés à leur situation personnelle.

Le résumé ci-après vise à commenter globalement les attributs des obligations à coupons détachés et des ensembles d'obligations à coupons détachés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) (la Loi de l'impôt) et de son règlement d'application (le Règlement) en ce qui concerne les acquéreurs résidents canadiens qui détiennent leurs obligations à coupons détachés et ensembles d'obligations à coupons détachés à titre de biens en immobilisation aux fins de la Loi de l'impôt. Le texte qui suit ne constitue pas un avis juridique.

Placements admissibles

Les obligations à coupons détachés et ensembles d'obligations à coupons détachés qui ont trait à des obligations sous-jacentes émises ou garanties par le gouvernement du Canada ou émises par une province ou un territoire du Canada constituent des « placements admissibles » en vertu de la Loi de l'impôt et peuvent donc être acquis par des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), des fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR), les régimes

enregistrés d'épargne-études (REEE) et les régimes de participation différée aux bénéficiaires, des régimes enregistrés d'épargne-invalidité et des comptes d'épargne libre d'impôt (régimes enregistrés). Selon les circonstances, les obligations à coupons détachés émises par des sociétés peuvent aussi être des « placements admissibles » pour les régimes enregistrés.

Imposition annuelle des obligations à coupons détachés

L'Agence du revenu du Canada a pour position que les obligations à coupons détachés sont des « créances visées par règlement » au sens de la Loi de l'impôt. Ainsi, un acheteur devra inclure chaque année dans son revenu un montant théorique d'intérêts bien qu'aucun intérêt n'ait été versé ou reçu pendant l'année. Les obligations à coupons détachés peuvent par conséquent être plus intéressantes lorsqu'elles sont achetées ou détenues dans des comptes non imposables, comme les comptes enregistrés autogérés, les fonds de retraite et les œuvres de bienfaisance.

De manière générale, le montant de l'intérêt théorique qui est réputé s'accumuler chaque année sera établi à l'aide du taux d'intérêt qui, lorsqu'il est appliqué au prix d'achat total (y compris toute marge bénéficiaire ou commission du courtier) et qu'il est composé au moins annuellement, donnera le montant couru cumulatif d'intérêt théorique depuis la date d'achat jusqu'à la date d'échéance équivalant à l'escompte par rapport à la valeur nominale à laquelle l'obligation à coupons détachés a été achetée.

Pour les particuliers et certaines fiducies, l'intérêt théorique qu'ils doivent accumuler au cours de chaque exercice ne doit généralement courir que jusqu'à la date anniversaire de l'émission de l'obligation sous-jacente. Par exemple, si une obligation à coupons détachés est achetée le 1^{er} février d'une année et que la date anniversaire de l'émission de l'obligation sous-jacente est le 30 juin, il ne sera nécessaire d'accumuler l'intérêt théorique que sur 5 mois au cours de l'année de l'achat. Cependant, pour chaque année subséquente, il faudra accumuler l'intérêt théorique du 1^{er} juillet de l'exercice au 30 juin de l'exercice subséquent (sous réserve que l'obligation à coupons détachés soit encore détenue le 30 juin de l'année suivante).

Dans certains cas, la date anniversaire de l'émission de l'obligation sous-jacente ne pourra pas être déterminée immédiatement. Lorsque cela se produit, les investisseurs individuels pourraient choisir d'accumuler l'intérêt théorique chaque année jusqu'à la fin de l'année plutôt que jusqu'à la date anniversaire.

Une société par actions, société de personnes, fiducie d'investissement à participation unitaire ou fiducie quelconque dont une société par actions ou société de personnes est bénéficiaire doit accumuler l'intérêt théorique chaque année fiscale jusqu'à la fin de celle-ci et non simplement jusqu'à une date anniversaire qui tombe avant la fin de cette année fiscale.

Disposition des obligations à coupons détachés avant l'échéance

Un acheteur qui aliène une obligation à coupons détachés avant ou à l'échéance est tenu d'inclure dans son revenu pour l'année de la disposition l'intérêt théorique couru jusqu'à la date de la disposition qui n'avait pas été inclus auparavant dans le revenu de l'acquéreur sous forme d'intérêt. Si le montant reçu lors de cette disposition dépasse la somme du prix d'achat total et du montant de tout intérêt théorique couru et inclus dans le revenu, l'excédent sera traité comme un gain en capital. Si le montant reçu lors d'une disposition est inférieur à la somme du prix d'achat total et du montant de tout intérêt théorique couru et inclus dans le revenu, la différence sera traitée comme une perte en capital.

Ensembles d'obligations à coupons détachés

Aux fins de l'impôt, les ensembles d'obligations à coupons détachés sont considérés comme une série d'obligations à coupons détachés séparées ayant les mêmes incidences fiscales que celles décrites ci-dessus applicables à chacune des composantes de ces ensembles d'obligations. Par conséquent, l'acheteur d'un ensemble d'obligations à coupons détachés est normalement tenu d'effectuer un calcul à l'égard de chaque composante de l'ensemble d'obligations à coupons détachés, puis de totaliser ces montants pour déterminer l'intérêt théorique couru sur l'ensemble d'obligations à coupons détachés. Ou bien, dans les cas où les ensembles d'obligations à coupons détachés sont émis au prix nominal ou à proximité de ce prix et sont gardés intacts, l'Agence du revenu du Canada accepte une déclaration fiscale concordant avec la déclaration pour les obligations ordinaires (c.-à-d. indiquée sur un feuillet T5 comme intérêt couru), ce qui comprend une dispense de l'obligation de déclarer un amortissement d'une prime ou d'une décote lorsque l'ensemble d'obligations à coupons détachés est par la suite négocié sur le marché secondaire.

POLITIQUE DE RÈGLEMENT DES PLAINTES

Chez Raymond James Ltée, notre objectif est de traiter les plaintes de manière efficace, équitable et rapide.

Raymond James Ltée a nommé un responsable désigné des plaintes pour superviser le traitement de toutes les plaintes des clients liées à une mauvaise conduite dans la gestion de vos comptes de placement.

Si votre plainte est liée à une mauvaise gestion de votre compte de placement, votre conseiller(-ère) en placement de Raymond James ou le directeur ou la directrice de la succursale peut être amené(e) à la transmettre au responsable désigné des plaintes.

Le responsable désigné des plaintes fera en sorte que vous receviez un accusé de réception écrit, généralement dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de votre plainte. L'accusé de réception comprendra le nom de la personne chargée d'examiner votre plainte et la manière de communiquer avec elle, un résumé de notre processus de traitement des plaintes et d'autres options de résolution à votre disposition si vous n'êtes pas satisfait(e) de notre réponse. L'accusé de réception comprendra également le dépliant de l'Organisme canadien de réglementation des investissements intitulée « Dépôt d'une plainte ».

Notre processus de traitement des plaintes comprend une enquête factuelle et une analyse des questions spécifiques à la plainte. Dans le cadre de notre enquête, nous passons en revue les documents relatifs au compte et obtenons les commentaires de votre conseiller(-ère) en placement. Nous pouvons également vous demander des informations supplémentaires.

Une fois l'enquête terminée, une réponse écrite vous sera envoyée. Cette réponse comprendra un résumé de votre plainte, les détails de notre enquête, une décision finale et les options qui s'offrent à vous si vous n'êtes pas satisfait(e) de la réponse. Vous recevrez la réponse dans les quatre-vingt-dix jours calendaires suivant sa réception (si vous résidez au Québec, dans les soixante jours calendaires suivant sa réception) ou nous vous enverrons une lettre expliquant les raisons du retard et le nouveau délai estimé pour l'achèvement de la procédure.

Comment résoudre une plainte

Plusieurs ressources sont à votre disposition si vous souhaitez déposer une plainte. Aidez-nous à comprendre le problème en suivant les étapes indiquées ci-dessous :

Étape 1 :

Dans de nombreux cas, votre plainte peut être résolue à vous adressant à votre conseiller(-ère) en placement de Raymond James ou au directeur ou à la directrice de votre succursale. Vous trouverez leurs coordonnées sur votre relevé de compte.

Étape 2 :

Si vous pensez que votre conseiller(-ère) de Raymond James a agi de manière inappropriée, qu'il(elle) a manqué à ses obligations réglementaires, ou si vous n'êtes pas satisfait(e) après l'étape 1, vous pouvez déposer une plainte auprès du responsable désigné des plaintes. Pour déposer une plainte auprès du responsable désigné des plaintes, envoyez une lettre décrivant le problème à l'une des adresses suivantes :

Adresse courriel

clientconcerns@raymondjames.ca

Par la poste

Raymond James Ltée

À l'attention du Service de conformité, Responsable désigné des plaintes

2100 – 925, rue Georgia Ouest

Vancouver, C.-B.

V6C 3L2

Si vous déposez une plainte écrite, un accusé de réception vous sera adressé dans les cinq jours ouvrables suivant sa réception et une réponse écrite vous sera fournie dans les quatre-vingt-dix jours calendaires suivant sa réception (si vous résidez au Québec, dans les soixante jours calendaires suivant sa réception).

Si vous ne pouvez pas soumettre votre plainte par écrit, composez le 1-888-299-0209 et laissez-nous un message vocal. Nous vous rappellerons dans les deux jours ouvrables.

Étape 3 :

Si, après avoir suivi les deux premières étapes, vous n'êtes pas satisfait(e) de notre réponse, d'autres options de résolution sont à votre disposition :

- L'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI). Vous pouvez envoyer un courriel à l'OBSI à l'adresse www.obsi.ca ou en composant le 1-888-451-4519. Vous devez communiquer avec l'OBSI dans les 180 jours suivant la réception de la réponse finale de Raymond James Ltée à votre plainte.
- Si vous résidez au Québec, l'Autorité des marchés financiers (AMF) peut être jointe à l'adresse www.lautorite.qc.ca ou au numéro 1-877-525-0337.
- Arbitrage
- Déposer une plainte auprès de l'Organisme canadien de réglementation des investissements.
- Litiges/actions civiles.

Raymond James Ltée. Déclaration de fiducie pour le compte d'épargne libred'impôt (CELIAPP) autogéré

La Société de fiducie canadienne de l'Ouest, une société de fiducie existant en vertu des lois du Canada, accepte d'agir à titre de fiduciaire du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (le « CELIAPP ») autogéré de Raymond James Ltd. créé aux termes de la demande et de la présente déclaration de fiducie (la « déclaration »), conformément aux modalités énoncées ci-dessous :

Quelques définitions : Dans la présente déclaration, en plus des termes définis ailleurs aux présentes,

- « **Loi** » désigne la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et ses règlements d'application;
- « **Mandataire** » désigne le « mandataire du fiduciaire »;
- « **Législation applicable** » désigne toutes les lois provinciales et fédérales régissant le CELIAPP, les actifs du CELIAPP et les parties aux présentes, y compris, sans s'y limiter, les lois sur la protection des renseignements personnels et les valeurs mobilières. Toute référence à la législation applicable est réputée inclure toutes ces lois ainsi que les règlements, politiques, règles, ordonnances ou autres dispositions qui en découlent, qui peuvent être modifiés, remis en vigueur ou remplacés de temps à autre;
- « **Lois fiscales applicables** » s'entend au sens du paragraphe 1;
- « **Demande** » désigne le formulaire de demande auquel la présente déclaration est jointe;
- « **Date de fermeture** » s'entend au sens du paragraphe 12;
- « **Cotisations** » s'entend au sens du paragraphe 4;
- « **Objet** » s'entend au sens du paragraphe 2;
- « **Arrangement admissible** » s'entend d'un arrangement entre un titulaire et un émetteur inscrit auprès de l'Agence du revenu du Canada;
- « **Habitation admissible** » désigne une unité d'habitation située au Canada ou une part du capital-actions d'une société coopérative d'habitation dont le titulaire a le droit de posséder une unité d'habitation située au Canada, sauf que, lorsque le contexte l'exige, une référence à une part donnant le droit de posséder une unité d'habitation décrite désigne l'unité d'habitation à laquelle se rapporte la part;
- « **Personne admissible** », à un moment donné, désigne une personne qui :
 - (a) est un résident du Canada;
 - (b) est âgée d'au moins 18 ans;
 - (c) n'a jamais, en tout temps au cours de l'année civile ou des quatre années civiles précédentes, habité comme principal lieu de résidence une habitation admissible (ou ce qui serait une habitation admissible si elle était située au Canada) qui appartenait, conjointement avec une autre personne ou autrement :
 - (i) à la personne, ou
 - (ii) à une personne qui est le conjoint ou le conjoint de fait de la personne à ce moment-là;
- « **Retrait admissible** » d'une personne désigne un montant reçu à un moment donné par la personne à titre d'avantage en vertu d'un CELIAPP si :
 - (a) le montant est reçu à la suite d'une demande écrite de la personne, sous la forme prescrite, dans laquelle celle-ci indique l'emplacement d'une habitation admissible qu'elle a commencé ou qu'elle a l'intention de commencer, au plus tard un an après son acquisition par la personne, à utiliser comme lieu de résidence principal;
 - (b) la personne
 - (i) est une résidente du Canada pendant toute la période qui commence au moment en question et qui se termine au premier des moments suivants : le moment du décès de la personne et le moment où elle acquiert l'habitation admissible, et
 - (ii) n'a pas d'habitation occupée par son propriétaire au sens de l'alinéa 146.01(2)a.1) de la Loi au cours de la période
 - a. qui commence au début de la quatrième année civile précédente qui s'est terminée avant cette date et
 - b. qui prend fin le 31^e jour précédant le moment en question;

(c) la personne a conclu une entente écrite avant le moment particulier de l'acquisition ou de la construction de l'habitation admissible avant le 1^{er} octobre de l'année civile suivant l'année au cours de laquelle le montant a été reçu;

(d) la personne n'a pas acquis l'habitation admissible plus de 30 jours avant le moment en question;

- « **FERR** » désigne un fonds enregistré de revenu de retraite, au sens de la Loi;
- « **REER** » désigne un régime enregistré d'épargne-retraite, au sens de la Loi;
- « **Titulaire remplaçant** » s'entend de votre conjoint ou conjoint de fait, le « survivant » au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.
- « **Survivant** » s'entend de la personne qui était l'époux ou le conjoint de fait du titulaire décédé avant son décès.
- « **nous** », « **notre** » et « **fiduciaire** » désignent la Société de fiducie canadienne de l'Ouest;
- « **vous** », « **votre** » et « **vos** » désignent

(a) jusqu'au décès de la personne qui a signé la demande, la personne;

(b) après le décès de la personne qui a signé la demande, le survivant de la personne, si le survivant est désigné en vertu de la demande comme successeur de la personne et est une personne admissible. et, dans chaque cas, sera le « détenteur » du CELIAPP.

1. Enregistrement :

Nous présenterons une demande d'enregistrement de l'Arrangement admissible à titre de CELIAPP en vertu des dispositions de la Loi et de toute loi fiscale applicable d'une province du Canada (collectivement, les « lois fiscales applicables »). S'il est enregistré, le CELIAPP sera un « Arrangement admissible », au sens de la loi, et vous serez connu aux fins des lois fiscales applicables comme le « titulaire » du CELIAPP.

2. Objet du CELIAPP :

L'objet principal de la CELIAPP est de permettre aux personnes admissibles d'accumuler et d'investir des fonds pour épargner en vue d'une mise de fonds (l'« objet »). Le CELIAPP sera maintenu pour votre bénéfice exclusif en tant que titulaire, sauf dans les cas prévus au paragraphe 20, le cas échéant.

3. Conformité :

Le **CELIAPP** doit, en tout temps, être conforme à toutes les dispositions pertinentes des lois fiscales applicables. Vous êtes lié par les modalités imposées en vertu des lois fiscales applicables.

4. Cotisations :

Les dépôts que vous effectuerez dans votre CELIAPP conformément à la présente déclaration et aux lois fiscales applicables seront appelés « cotisations ». Vous seul pouvez cotiser au CELIAPP. Les chèques refusés ou les autres montants qui ne peuvent pas être traités ou qui ne sont pas acceptés autrement par le fiduciaire ne seront pas considérés comme des cotisations au CELIAPP. Vous serez seul responsable de déterminer le montant maximal des cotisations pour une année d'imposition, de même que le montant maximal à vie, comme le permettent les lois fiscales applicables, et de déterminer les années d'imposition, le cas échéant, où ces cotisations sont déductibles aux fins de l'impôt. Nous conserverons les cotisations et tout revenu ou gain qui en découlera en fiducie pour vous. Nous investirons et réinvestirons ces revenus ou gains accumulés conformément aux instructions que vous nous aurez données. Ces montants, ainsi que tout montant transféré au CELIAPP en vertu du paragraphe 13 des présentes, seront appelés les « actifs du CELIAPP ». Le fiduciaire n'est pas responsable de déterminer si le total de toutes les cotisations que vous avez versées au CELIAPP pour une année dépasse le montant maximal qui peut être versé au CELIAPP pour l'année. Aucune cotisation au CELIAPP ne peut être versée après la date de fermeture.

5. Placements :

Les actifs du CELIAPP seront investis et réinvestis de temps à autre conformément à vos instructions de placement ou à celles de vos ayants droit, sous réserve du paragraphe 25 des présentes. Les instructions de placement doivent être conformes aux exigences qui nous sont imposées à notre seule discrétion. Votre CELIAPP ne sera pas limité

aux placements autorisés par les lois régissant les placements de biens détenus en fiducie autres que les règles de placement imposées par les lois fiscales applicables à un CELIAPP. Nous ne donnerons suite à vos instructions que si elles sont dans une forme acceptable pour nous et sont accompagnées des documents connexes requis par nous, à notre entière discrétion. Nous pouvons accepter toutes les instructions d'investissement que nous croyons, de bonne foi, provenir de vous et y donner suite. En tout temps, il vous incombe de vous assurer que tous les placements détenus dans le CELIAPP sont des placements admissibles en vertu des lois fiscales applicables. Nous pouvons appliquer des frais pour tout dépôt d'argent dans un compte de la Canadian Western Bank ou pour tout placement effectué auprès de la Canadian Western Bank ou, si vous le demandez, d'une autre institution financière, et si c'est le cas, ces frais nous reviennent. Si nous n'avons pas d'instructions de votre part au moment où nous recevons une cotisation en espèces, nous déposerons votre cotisation en espèces dans un compte portant intérêt auprès de nous ou de la Canadian Western Bank. Le fiduciaire peut conserver la totalité ou une partie de l'intérêt qu'il juge approprié à titre de frais pour services rendus à l'égard du CELIAPP. Le fiduciaire n'acceptera les fonds qu'en devises canadiennes ou américaines. L'acceptation de toute autre devise étrangère est à la seule discrétion du fiduciaire.

Ni le fiduciaire ni le mandataire (en sa qualité de mandataire) n'auront d'obligation ou de responsabilité, fiduciaire ou autre (y compris, pour plus de certitude, en vertu de toute loi concernant les devoirs et pouvoirs du fiduciaire en matière de placement) de faire ou de choisir un placement, décider de détenir ou de se départir d'un placement ou d'exercer toute discrétion à l'égard d'un actif du CELIAPP, sauf disposition contraire expresse dans la présente déclaration. Outre ses obligations à l'égard des actifs du CELIAPP expressément énoncées dans la présente déclaration, le fiduciaire ne sera en aucun cas tenu d'agir relativement à un placement s'il n'a pas reçu d'instructions préalables.

Vous ne devez signer aucun document ni autoriser aucune action pour le CELIAPP au nom du fiduciaire ou du mandataire, y compris permettre que l'un des actifs du CELIAPP soit utilisé comme garantie pour un prêt, sans avoir d'abord obtenu l'autorisation du fiduciaire.

6. Placements non admissibles et cotisations excédentaires:

Vous êtes responsable de tout impôt, intérêt ou pénalité (collectivement, les « frais ») imposé en vertu de la législation fiscale applicable ou par tout autre organisme de réglementation provincial ou fédéral en ce qui concerne les cotisations et les placements dans le CELIAPP, à l'exception des frais et de l'impôt sur le revenu dont le fiduciaire est responsable en vertu de la Loi et qui ne peuvent être déduits des actifs du CELIAPP. Si le CELIAPP doit assumer des frais, vous serez réputé nous avoir autorisés à vendre ou à retirer des actifs du CELIAPP et à obtenir une juste valeur marchande que nous, à notre entière discrétion, considérons adéquate pour le paiement de ces frais au CELIAPP et nous vous aviserons de cette transaction, conformément à la Loi concernant toute transaction de ce type. Nous ne sommes pas responsables des pertes ou de l'impôt sur le revenu encourus en ce qui concerne le recouvrement des frais impayés. Il vous incombe à vous seul de fournir les documents appropriés à l'appui de la juste valeur marchande des actifs d'un CELIAPP qui ne sont pas cotés sur une bourse reconnue au sens des lois fiscales applicables. De plus, nous pourrions considérer que les actifs du CELIAPP ne valent rien et les retirer du CELIAPP si vous ne pouvez pas fournir les documents à l'appui de leur juste valeur marchande, comme nous pourrions l'imposer. Nous ne serons pas responsables des frais qui vous seront imposés ou qui seront imposés au CELIAPP en vertu des lois fiscales applicables ou par tout organisme de réglementation provincial ou fédéral relativement au retrait des actifs du CELIAPP.

7. Comptabilité :

Nous tiendrons à jour les dossiers relatifs au CELIAPP en tenant compte des éléments suivants :

- a. les cotisations au CELIAPP;
- b. le nom, le montant et le coût des placements achetés ou vendus par le CELIAPP;
- c. les achats et les ventes de placements que nous détenons pour vous dans le CELIAPP;
- d. tout revenu ou toute perte gagné ou subi par le CELIAPP;
- e. les retraits, les transferts et tout autre paiement du CELIAPP; The balance of the FHSA.
- f. le solde du CELIAPP.

8. Reçu fiscal :

Au plus tard le 31 mars de chaque année, nous vous enverrons un reçu indiquant les cotisations que vous avez versées au cours de l'année précédente. Vous serez seul responsable de veiller à ce que les montants déduits dans le calcul de l'impôt sur le revenu n'excèdent pas les déductions permises en vertu des lois fiscales applicables.

9. Relevés:

Nous émettons des relevés pour le CELIAPP au moins une fois par année ou plus fréquemment, à notre entière discrétion. En cas de non-paiement complet ou partiel des frais mentionnés au paragraphe 16 des présentes, nous pouvons, à notre seule discrétion, mettre fin à l'émission des relevés du CELIAPP.

10. Retraits:

Vous pouvez, au moyen d'instructions écrites ou par tout autre moyen de communication qui nous convient et pour tout motif autre que l'objet, nous demander de vous verser la totalité ou une partie des actifs du CELIAPP. Pour effectuer un tel versement, nous pouvons vendre la totalité ou une partie des placements, dans la mesure que nous jugeons appropriée. Nous prélèverons l'impôt sur le revenu ou les autres taxes et frais nécessaires au retrait des fonds et vous verserons le solde, après déduction des frais et des dépenses applicables. Nous n'avons aucune responsabilité envers vous en ce qui concerne les actifs du CELIAPP vendus ou les pertes qui pourraient résulter de ces ventes. Si vous demandez le retrait d'une partie, mais non de la totalité, des actifs du CELIAPP, conformément aux dispositions des présentes, le fiduciaire se réserve le droit d'exiger que tous les actifs ou certains actifs autres que ceux faisant l'objet de votre demande soient distribués.

11. Remboursement des cotisations excédentaires :

Vous pouvez nous envoyer des instructions écrites de remboursement d'un montant donné afin de réduire l'impôt exigible en vertu de la partie XI.01 de la Loi en ce qui concerne les cotisations qui excèdent les limites autorisées en vertu des lois fiscales applicables. Nous ne serons pas responsables de déterminer le montant d'un tel remboursement. Avant que nous traitions vos instructions écrites, vous vous assurerez que le CELIAPP contient suffisamment d'argent pour couvrir le montant demandé, où nous rembourserons un placement « en biens », égal à la juste valeur marchande au moment de l'opération. Nous vous enverrons un avis conformément à la Loi à l'égard de toute opération de ce genre. Une fois le remboursement émis et l'avis fourni, nous n'avons plus de responsabilité ou d'obligation envers vous pour les actifs du CELIAPP qui ont été remboursés.

12. Fermeture du CELIAPP :

Votre CELIAPP cessera d'être un CELIAPP à la première des éventualités suivantes :

- a. à la fin de l'année suivant celle au cours de laquelle la première des éventualités suivantes se produit :
 - i. le 14^e anniversaire de l'ouverture de votre CELIAPP;
 - ii. vous atteignez l'âge de 70 ans;
 - iii. vous effectuez votre premier retrait admissible;
- b. la fin de l'année suivant celle du décès du dernier titulaire;
- c. le moment auquel le CELIAPP cesse d'être un Arrangement admissible; ou
- d. le moment où le CELIAPP n'est pas administré conformément aux conditions imposées en vertu des lois fiscales applicables.(la « date de fermeture »).

Vous devez nous informer par écrit au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date de fermeture. Cet avis doit également nous donner vos instructions visant à transférer les actifs du CELIAPP, au plus tard à la date de fermeture, dans un REER ou un FERR.

Si nous ne recevons pas votre avis et vos instructions, nous vendrons les actifs du CELIAPP, sous réserve des exigences de la Loi, et si l'encaisse du CELIAPP, moins les coûts de vente et autres frais connexes (le « produit du CELIAPP ») dépasse 10 000 \$ (ou tout autre montant que nous pouvons déterminer à notre seule discrétion), nous transférerons,

avant la fin de l'année, le produit du CELIAPP à un REER ou à un FERR pour vous et vous nous nommez (nous et/ou le mandataire) par les présentes comme votre ou vos mandataires habilités pour signer tous les documents et faire les choix nécessaires pour établir le REER ou le FERR. Vous serez réputé, le cas échéant, i) avoir choisi d'utiliser votre âge pour déterminer le montant minimal payable en vertu du FERR; ii) n'avoir pas choisi de désigner votre conjoint ou conjoint de fait comme rentier successeur du REER ou du FERR à votre décès; et iii) ne pas avoir désigné de bénéficiaire du REER ou du FERR. Nous administrerons ce REER ou ce FERR à titre de fiduciaire conformément aux dispositions de la Loi. Si le montant du produit du CELIAPP est inférieur à 10 000 \$ (ou tout autre montant que nous pouvons déterminer à notre seule discrétion), nous le déposerons à votre nom dans un compte de dépôt portant intérêt non enregistré, déduction faite de toute retenue requise, et nous aurons le droit de percevoir des frais d'administration directement à partir de ce compte.

13. Transferts au CELIAPP :

Vous pouvez demander le transfert de montants au CELIAPP à partir d'un autre « CELIAPP » ou de toute autre source autorisée en vertu des lois fiscales applicables ou d'autres lois applicables. Le fiduciaire peut, à sa seule discrétion, refuser d'accepter le bien dans le CELIAPP pour quelque raison que ce soit et autoriser le transfert hors du CELIAPP au titulaire, sans préavis, de tout bien du CELIAPP qu'il croit ne pas être ou ne pas être un placement admissible. Les modalités du CELIAPP seront assujetties à toutes les modalités supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour effectuer le transfert conformément aux lois applicables.

14. Transferts du CELIAPP :

Vous pouvez demander le transfert de la totalité ou d'une partie des actifs d'un CELIAPP à un CELIAPP, à un REER ou à un FEER enregistré en vertu des lois fiscales applicables et dont vous êtes le titulaire ou le rentier. Toutes les demandes de transfert peuvent être assujetties à l'impôt en vertu des lois fiscales applicables et de tous les autres frais ou coûts connexes. Nous traiterons votre demande de transfert dans un délai raisonnable une fois que nous aurons reçu tous les documents remplis, conformément à nos exigences et celles des lois applicables. Une fois le transfert effectué, nous n'avons plus de responsabilité ou d'obligation à votre égard pour les actifs du CELIAPP transférés.

15. Transferts liés au partage des biens :

Vous pouvez demander le transfert de la totalité ou d'une partie des actifs du CELIAPP à un CELIAPP ou dans le cadre duquel votre conjoint ou conjoint de fait (au sens des lois fiscales applicables) est le titulaire si le transfert est effectué aux termes d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'une entente écrite de séparation, qui porte sur le partage des biens entre vous et votre conjoint ou conjoint de fait ou ancien conjoint ou conjoint de fait en règlement de droits découlant de la rupture de votre mariage ou de votre union de fait. Toute demande de transfert peut être assujettie à toute taxe en vertu des lois fiscales applicables et à tout autre frais ou coût connexe (y compris les frais facturés par le fiduciaire, le mandataire ou tout tiers). Nous traiterons votre demande dans un délai raisonnable après avoir reçu tous les documents remplis, comme l'exigent les lois applicables et nous. Une fois le transfert effectué, nous n'avons plus de responsabilité ou d'obligation à votre égard pour les actifs du CELIAPP transférés.

16. Frais:

Nous pouvons vous facturer, à vous ou au CELIAPP, des frais pour les services que nous vous fournissons ou pour le CELIAPP de temps à autre, conformément à notre barème de frais actuel. Nous vous donnerons un préavis d'au moins 60 jours de tout changement à nos frais. Nous avons droit à un remboursement de vos frais ou de ceux du CELIAPP pour tous les frais de fiduciaire et de saisie hypothécaire, ainsi que pour les débours, les dépenses et toutes les autres charges raisonnablement engagées par nous relativement au CELIAPP. Nous avons le droit de déduire tous nos frais, dépenses et débours impayés de l'actif du CELIAPP et, en cas d'insuffisance de liquidités, vous nous autorisez à vendre ou à retirer un ou des actifs du CELIAPP et à obtenir une juste valeur marchande que nous, à notre entière discrétion, estimerons appropriée pour percevoir des frais impayés, des débours ou des dépenses. Nous vous enverrons un avis, comme le prescrit la Loi, à l'égard de tout retrait des actifs d'un CELIAPP et nous ne serons pas responsables des pertes ou de l'impôt sur le revenu encourus, car ces pertes ou cet impôt se rapportent à la perception des frais, dépenses et débours impayés.

17. Numéro d'assurance sociale :

Le numéro d'assurance sociale que vous fournissez dans la demande sera considéré comme authentique et attesté par vous, et vous vous engagez à nous fournir des preuves supplémentaires sur sa validité si nous en avons besoin.

18. Preuve d'âge :

La déclaration de votre date de naissance dans votre demande est censée attester votre âge ainsi que votre engagement à fournir toute autre preuve d'âge qui pourrait être nécessaire pour déterminer la date de fermeture.

19. Désignation de bénéficiaire :

Lorsque les lois applicables le permettent, vous pouvez désigner un ou plusieurs bénéficiaires pour recevoir les actifs du CELIAPP ou le produit de la vente des actifs du CELIAPP à votre décès ou après. Vous pouvez faire, modifier ou révoquer une désignation de bénéficiaire en nous fournissant une instruction écrite dans une forme que nous jugeons acceptable. Lorsque les actifs du CELIAPP ou le produit des actifs du CELIAPP ont été distribués à votre bénéficiaire désigné, même si la désignation peut être invalide en tant qu'instrument testamentaire, nous sommes entièrement déchargés de toute responsabilité en vertu de la présente déclaration.

20. Décès d'un titulaire de CELIAPP :

Après vérification du droit à des prestations en vertu des lois fiscales applicables, nous exigerons, à notre seule discrétion, une preuve satisfaisante de votre décès et tout autre document relatif à votre décès avant de présenter une demande de distribution des actifs du CELIAPP ou du produit des actifs du CELIAPP, déduction faite de tout impôt en vertu des lois fiscales applicables et tout autre frais ou frais connexes. Si vous avez désigné plus d'un bénéficiaire dans votre CELIAPP, nous distribuerons les actifs de votre CELIAPP comme vous l'avez désigné. Si nous ne pouvons pas établir une désignation valide de bénéficiaire, nous distribuerons les actifs du CELIAPP à votre succession. Une fois que les actifs du CELIAPP sont transférés ou que le produit de la vente des actifs du CELIAPP est payé, nous n'avons plus de responsabilité ou d'obligation envers vos héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs ou représentants légaux.

21. Droits de propriété et de vote :

Nous pouvons détenir tout placement en notre nom propre, au nom de notre mandataire, au nom du porteur ou au nom de toute autre personne, ou auprès d'un dépositaire ou d'une société de compensation, selon ce que nous pouvons préciser. Nous pouvons généralement exercer le pouvoir d'un propriétaire à l'égard des actifs du CELIAPP, y compris le droit de voter ou d'émettre des procurations pour voter à l'égard de ces actifs, ou de vendre des actifs pour payer des impôts, des évaluations ou des frais liés au CELIAPP (à l'exception des impôts, des évaluations et des frais dont le fiduciaire est responsable en vertu de la Loi et qui ne peuvent être payés à même les actifs du CELIAPP). Vous nous autorisez, nous ou le mandataire, si le CELIAPP accuse un déficit de trésorerie dans une ou plusieurs devises, à imputer les intérêts sur le déficit de trésorerie du CELIAPP jusqu'à ce que ce déficit soit éliminé et à vendre l'un ou l'autre des actifs du CELIAPP afin d'éliminer le déficit de trésorerie et de sélectionner les actifs du CELIAPP à vendre. Dans l'exercice de nos droits et de nos responsabilités en vertu des présentes, nous pouvons employer des mandataires et des conseillers, y compris des conseillers juridiques, et nous pouvons agir ou non sur les conseils ou les renseignements fournis par ces mandataires ou conseillers.

22. Documentation:

Nonobstant toute disposition contraire aux présentes, le fiduciaire peut exiger les instructions, les quittances, les indemnités, les certificats de décharge fiscale, les certificats de décès et autres documents qu'il juge appropriés.

23. Instructions:

Le fiduciaire et le mandataire ont le droit de s'appuyer sur des instructions écrites reçues de vous ou de toute personne désignée par écrit, conformément aux lois applicables, par vous pour donner des instructions en votre nom ou au nom de toute personne prétendant être vous ou cette personne désignée, comme si elles provenaient de vous. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le fiduciaire et le mandataire sont par les présentes autorisés à se fonder sur des instructions envoyées par courriel, télécopieur, applications Web et autres moyens électroniques non sécurisés

semblables (les « moyens électroniques ») par des personnes que le fiduciaire et le mandataire croient autorisées à donner des instructions en votre nom. Sous réserve des lois applicables, le fiduciaire ou le mandataire peut, sans engager de responsabilité envers vous ou toute autre personne, refuser de donner suite à une instruction.

24. Avis:

Tout avis, demande, ordre, document ou autre communication écrite que nous pouvons vous transmettre par i) la poste, dans une enveloppe affranchie, à votre adresse indiquée sur la demande (ou avis écrit subséquent relatif à une nouvelle adresse dont nous accusons réception) sera réputé avoir été reçu par vous trois jours après cet envoi; et ii) tout avis, demande, ordre, document ou autre communication écrite envoyé par un moyen électronique sera réputé avoir été reçu par vous lorsque vous serez dirigé vers une adresse électronique à laquelle vous avez consenti à recevoir un avis. Vous reconnaissez que nous ne serons pas tenus de vous trouver pour transmettre ces avis, demandes, ordres, documents ou autres communications écrites.

25. Restrictions et garantie de dette:

Aucun avantage conditionnel de quelque façon que ce soit à l'existence du CELIAPP ne peut être accordé à vous ou à une personne avec qui vous n'avez pas de lien de dépendance, sauf les avantages autorisés en vertu des lois fiscales applicables. Il est interdit à la fiducie d'emprunter de l'argent ou d'autres biens aux fins du CELIAPP. Les intérêts dans le CELIAPP peuvent être donnés en gage ou cédés en garantie d'une dette, en tout ou en partie, conformément aux dispositions de l'alinéa 146.6(11) de la Loi. Bien qu'il y ait un titulaire de CELIAPP, il est interdit à quiconque, sauf vous ou nous, d'avoir des droits en vertu du CELIAPP en ce qui concerne le montant et le moment des distributions et du placement des fonds.

26. Modifications:

Nous pouvons, de temps à autre, à notre seule discrétion, modifier les modalités du CELIAPP et de la présente déclaration, à condition que ces modifications ne disqualifient pas le CELIAPP à titre d'Arrangement admissible au sens des lois fiscales applicables. Nous obtiendrons l'approbation des autorités provinciales et fédérales si des modifications sont apportées et au besoin. Nous vous donnerons un préavis de 30 jours de toute modification.

27. Délégation de fonctions:

Sans limiter notre responsabilité en tant que fiduciaire du CELIAPP, nous pouvons nommer des mandataires et leur déléguer l'exécution de tâches administratives et de toute autre tâche requise en vertu du CELIAPP et de la déclaration. Nous pouvons faire appel à des comptables, à des courtiers, à des avocats ou à d'autres personnes pour obtenir leurs conseils et leurs services, et nous pouvons compter sur eux pour obtenir les mêmes services. Nous pouvons verser à tout mandataire ou conseiller des honoraires en vertu des dispositions de la présente déclaration, mais nous ne sommes pas responsables des actes, des omissions ou de la négligence de l'un ou l'autre de nos mandataires ou conseillers, ni du fait que nous nous fions à nos mandataires ou conseillers, tant que nous avons agi de bonne foi. Nous reconnaissons que nous sommes ultimement responsables de l'administration du CELIAPP.

28. Responsabilité de la Société de fiducie canadienne de l'Ouest:

Le fiduciaire agira avec le soin, la diligence et la compétence d'une personne raisonnablement prudente pour réduire au minimum la possibilité que le CELIAPP détienne un placement non admissible ou un placement interdit (au sens de la Loi) pour un CELIAPP. Toutefois, le fiduciaire n'est pas responsable de déterminer si un placement effectué selon vos instructions est ou demeure un « placement admissible » pour votre CELIAPP (au sens de la Loi), et le fiduciaire n'est pas responsable des pertes subies par le CELIAPP en raison d'une perte ou d'une diminution des actifs du CELIAPP. Nous avons le droit d'agir conformément à tout acte, certificat, avis ou autre document que nous jugeons authentique et dûment signé ou présenté. Nous pourrions considérer ceux-ci comme une preuve concluante de la véracité des déclarations qu'ils contiennent. Lorsque le CELIAPP sera fermé et que tous les actifs du CELIAPP auront été payés, nous serons libérés de toute responsabilité ou obligation liée au CELIAPP.

Nous, nos dirigeants, nos employés et nos mandataires acceptons les instructions de placement que vous ou votre mandataire autorisé, votre courtier ou votre représentant avez données de bonne foi. Nous ne sommes pas responsables des dépenses, des engagements, des réclamations, des demandes, des impôts, des dommages, des pertes ou des

pénalités qui nous ont été imposés ou qui ont été imposés au CELIAPP parce que nous avons agi de bonne foi à l'égard de votre autorité ou de celle de votre mandataire autorisé, courtier ou représentant, à l'exception des impôts dont le fiduciaire est responsable en vertu de la Loi et qui ne peuvent être déduits des actifs du CELIAPP. Nous ne serons pas responsables des frais engagés dans l'exercice de nos fonctions en vertu du CELIAPP, de la déclaration ou de toute autre modalité qui pourrait s'appliquer au CELIAPP en vertu des lois applicables relativement à des transferts effectués par le CELIAPP, à moins qu'ils découlent d'une inconduite volontaire, d'une insouciance téméraire ou d'une négligence grave de notre part, de la part de nos dirigeants, de nos employés ou de nos mandataires.

29. Indemnisation:

Vous, vos héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs, représentants légaux ou ayants droit et chaque bénéficiaire du CELIAPP indemnisez en tout temps le fiduciaire, ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires ainsi que leurs héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs, représentants personnels respectifs, les successeurs, les ayants droit et mandataires directement et à partir des actifs du CELIAPP ou i) de toutes les dépenses, engagements, réclamations, demandes, tous les impôts, pénalités ou frais perçus ou imposés à l'égard du CELIAPP et des actifs du CELIAPP (sauf les impôts et les pénalités dont le fiduciaire est responsable en vertu de la Loi et qui ne peuvent être déduits des actifs du CELIAPP), ii) de tous les coûts engagés dans l'exercice de nos fonctions en vertu de la présente déclaration ou iii) de toutes les pertes que nous avons subies en raison des achats, des ventes ou de la conservation de tout placement, paiement ou distribution du CELIAPP effectué conformément aux présentes modalités, ou parce que nous avons agi ou refusé d'agir selon les instructions qui nous ont été données, que ce soit par vous, une personne que vous avez désignée ou une personne qui prétend être vous ou la personne que vous avez désignée.

Le fiduciaire sera indemnisé à même les actifs du CELIAPP à l'égard de tous les coûts, frais ou passifs qui pourraient découler de la conformité de bonne foi du fiduciaire à toute loi, tout règlement, jugement, avis ou toute ordonnance, saisie, exécution, ou demande semblable qui impose légalement au fiduciaire l'obligation de prendre ou de s'abstenir de prendre toute mesure concernant le CELIAPP ou les actifs du CELIAPP, ou d'effectuer un paiement à partir des actifs du CELIAPP; avec ou sans vos instructions ou en contradiction avec vos instructions. Le fiduciaire ou le mandataire conserve la possibilité de restreindre les opérations, les retraits et les transferts à la réception d'un ordre ou d'une demande. Le fiduciaire ou le mandataire ne sera pas responsable de toute diminution de la valeur du compte pendant la période de restriction. Pour que toute restriction connexe soit supprimée de votre compte, vous devez fournir une preuve satisfaisante au fiduciaire, à sa seule discrétion, qu'elle ne s'applique plus. Le fiduciaire peut permettre à toute partie dûment autorisée d'avoir accès à tout dossier, document, papier et livre concernant une opération du CELIAPP ou liée au CELIAPP et de les examiner et d'en faire des copies, et il a également droit à une indemnité sur les actifs du CELIAPP à cette fin. Si l'actif du CELIAPP est insuffisant pour indemniser entièrement le fiduciaire à cet égard, vous convenez, en établissant le CELIAPP, d'indemniser le fiduciaire et de le tenir indemne pour ces coûts, dépenses, frais ou passifs.

30. Remplacement du fiduciaire :

Nous pouvons à tout moment démissionner de notre rôle de fiduciaire du CELIAPP en remettant, à vous et au mandataire, un préavis écrit de 60 jours ou moins, au gré du mandataire.

Le mandataire peut à tout moment nous destituer de nos fonctions de fiduciaire en remettant, à vous et à nous, un préavis écrit de 30 jours ou moins, à notre gré. Lorsqu'un préavis concernant notre destitution ou démission a été livré ou reçu, le mandataire doit, au cours de la période du préavis, désigner un fiduciaire successeur autorisé en vertu des lois fiscales applicables et de toute autre loi applicable (le « fiduciaire successeur »). Si aucun fiduciaire remplaçant n'est trouvé pendant la période du préavis, nous ou le mandataire pouvons-nous adresser à un tribunal compétent pour que soit nommé un fiduciaire successeur. Tous les coûts que nous avons engagés pour obtenir la nomination d'un fiduciaire successeur seront imputés des actifs du CELIAPP et seront remboursés à même les actifs du CELIAPP, à moins que le mandataire n'en assume personnellement la charge. Notre démission ou notre destitution ne prendra effet qu'après la nomination d'un fiduciaire successeur.

En cas de changement de fiduciaire, nous transférerons le CELIAPP au fiduciaire successeur dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur de ce changement. Un tel transfert sera assujéti aux exigences du paragraphe 14 des présentes.

31. Soldes non réclamés :

Les actifs du CELIAPP peuvent être réputés abandonnés ou non réclamés au sens des définitions de la législation applicable. Outre les délais prescrits par la législation, le fiduciaire a l'entière discrétion de décider qu'un compte est abandonné ou que des avoirs sont non réclamés.

Après avoir fait des efforts raisonnables pour communiquer avec vous, le fiduciaire peut retirer les sommes abandonnées et peut, à sa discrétion, liquider une partie ou la totalité des biens abandonnés. Ces avoirs sont vendus aux prix que le fiduciaire juge correspondre à leur juste valeur marchande au moment en cause. Dans le cas de placements qui ne sont pas liquides ou qui n'ont pas une valeur marchande facilement déterminable, le fiduciaire peut vendre les placements au mandataire pour le compte de ce dernier, à des prix qu'il estime être justes et adéquats.

Les biens ou le produit de la liquidation peuvent être remis à l'agence gouvernementale pertinente. Ou encore, le fiduciaire peut, à son entière discrétion, attribuer les biens ou le produit de la liquidation à un compte en gestion commune pour les sommes en dormance. Les modalités, le territoire et les autres détails de ce compte seront fixés par le fiduciaire à son entière discrétion.

Le fiduciaire peut également, à son entière discrétion, attribuer les biens ou le produit de la liquidation à un compte existant en votre nom ou à un nouveau compte qui serait ouvert en votre nom.

Vous pouvez en tout temps, ou comme le prescrit la législation applicable, demander au fiduciaire de vous remettre la possession ou le contrôle des biens ou du produit de la liquidation. À moins que la législation applicable ne le prescrive, vous n'avez pas d'autre droit aux montants retirés de vos comptes, lorsque ces comptes sont fermés par le fiduciaire.

Le fiduciaire ou le mandataire peuvent facturer des frais raisonnables qu'ils ont engagés pour l'administration de cette procédure comme il est décrit au paragraphe 16 des présentes.

Dans le cadre de son programme de gestion des biens non réclamés, le fiduciaire peut retenir les services d'un tiers qui communiquera avec vous. Vous autorisez le fiduciaire à prendre cette mesure et à communiquer les renseignements personnels vous concernant qui sont raisonnablement requis pour que l'on puisse communiquer avec vous.

32. Modifications à la présente déclaration de fiducie :

Nous pouvons, de temps à autre, modifier la présente déclaration avec l'approbation, au besoin, des autorités fiscales compétentes, à condition que la modification ne disqualifie pas le CELIAPP en vertu des lois fiscales applicables. Nous vous donnerons un préavis écrit de 30 jours de toute modification, à moins qu'elle ne vise à satisfaire à une exigence des lois fiscales applicables, auquel cas nous pouvons ou non vous en aviser dans ce délai, ou ne pas vous en aviser.

33. Lois applicables :

Les modalités du CELIAPP seront interprétées, administrées et appliquées conformément aux lois de la province de la Colombie-Britannique et aux lois fédérales du Canada applicables en Colombie-Britannique.

34. Référence aux lois :

Toute référence dans les présentes aux lois, aux règlements ou aux dispositions à leur égard signifie que ces lois, règlements ou dispositions peuvent être remis en vigueur, modifiés ou remplacés de temps à autre.

35. Accès au dossier (applicable au Québec seulement) :

Vous comprenez que les renseignements contenus dans votre demande seront conservés dans un dossier aux bureaux du mandataire. L'objet de ce dossier est de nous permettre, à nous et au mandataire ainsi qu'à nos mandataires ou représentants respectifs, d'accéder à votre demande, de répondre aux questions que vous pourriez avoir sur la demande et votre régime, de gérer votre régime et de suivre en permanence vos instructions. Sous réserve de la législation applicable, les renseignements personnels contenus dans ce dossier peuvent être utilisés par nous ou par le mandataire pour prendre toute décision pertinente à l'objet du dossier, et seulement nous, le mandataire, nos employés, mandataires et représentants respectifs, toute autre personne requise pour l'exécution de nos devoirs et obligations et de ceux du mandataire, vous ou toute autre personne que vous autorisez expressément par écrit pouvez avoir accès au dossier. Vous avez le droit de consulter votre dossier et d'y faire corriger quoi que ce soit. Pour exercer ces droits, vous devez nous en aviser par écrit.

36. Caractère exécutoire :

Les modalités de la présente déclaration lieront vos héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs ou représentants légaux, ainsi que les ayants droit autorisés et nos successeurs et ayants droit.

RAYMOND JAMES^{MD}

Bureaux administratifs de Raymond James Ltée :

925 West Georgia Street, bureau 2100, Vancouver (C.-B.) V6C 3L2

40 West King Street, bureau 5300, Toronto (Ont.) M5H 3Y2

Raymond James Ltée est membre de :

Fonds canadien de protection des épargnants (FCPE)

l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI)

www.raymondjames.ca/fr_ca/